• **EST-OUEST** : La tentative yougoslave

(voir pp. 12-17)

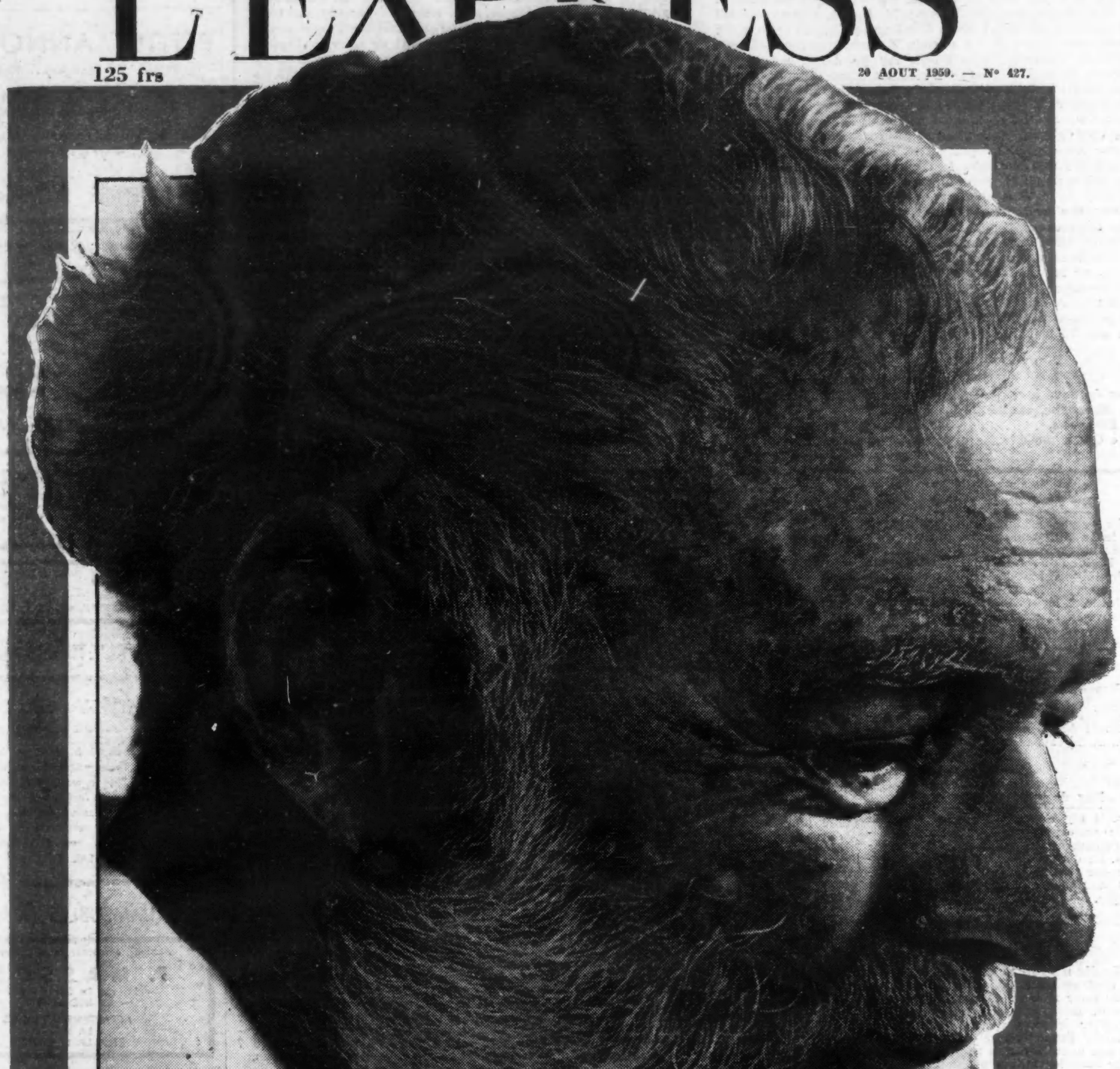
• **HOMMES** : 20 ans au café de Flore

(voir p. 20)

L'EXPRESS

125 frs

20 AOUT 1959. — N° 427.



ENTRETIEN

L'AVENIR DU GAULLISME

par Raymond ARON

(Camera Press.)

ERNEST HEMINGWAY (p. 22)

« Tout ce que je voulais, c'était savoir comment vivre. »

(« Le Soleil se lève aussi».)

B 6 ★★★★★

La lettre de « L'Express »

« QU'ON me cite les pays où, chaque jour, chaque semaine, peuvent paraître des journaux comme « L'Humanité », « Libération », « L'Express », « L'Observateur », « Le Canard enchaîné », « Témoignage Chrétien » ou « Rivarol », **s'est écrié dimanche M. Michel Debré, pour faire preuve de son sens démocratique. Après quoi, il a pris quelques jours de repos, ce à quoi on ne saurait trop l'encourager.**

Il n'est pas méchant homme, M. Debré. Pourquoi dit-il des choses pareilles? Elles n'ont pas eu grand écho, c'est vrai, mais parce qu'il y a, chez M. Debré, quelque chose... quelque chose de désarmant. Au physique comme au moral, il n'offre pas l'aspérité où s'accroche la verve. Les caricaturistes cherchent en vain le pic du nez, le cap du menton, le promontoire des sourcils qui retiendraient leur crayon. Les polémistes ne le sentent pas à la pointe de leur plume. Les téléspectateurs bavardent de tout autre chose pendant qu'il parle. Les lecteurs de journaux survolent ses discours. Les conversations les plus passionnées ne font jamais surgir son nom. Les autres princes de la Ve République ont des partisans, des détracteurs, des amis, des ennemis. Ils inspirent des espoirs, des inquiétudes, des haines, du mépris. M. Debré n'inspire pas. M. Debré est transparent.

Ses interlocuteurs le disent cassant, nerveux, impulsif, mais ne lui tiennent guère rigueur de ses incontinences de langage.

En termes plus diplomatiques, ils lui répondent, comme le perroquet de Zazie : « Tu causes, tu causes, c'est tout ce que tu sais faire.. »

FAUT-IL surmonter cette difficulté que l'on éprouve à ressentir son existence, parce qu'il nous a, ce dimanche, chatouillé les oreilles ?

Essayons.

« Qu'on me cite les pays où, chaque jour... »

M. Debré entend-il par là que l'Amérique, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique, la Suède, entre autres, ne sont pas des pays ?

Ou bien encore que nous devons le féliciter d'entretenir en France des traditions démocratiques supérieures à celles qui règnent en Arabie Séoudite, au Portugal ou en Bulgarie ?

Imagine-t-on M. Macmillan, ou le président Eisenhower, ou même le chancelier Adenauer empruntant ce ton de royale mansuétude pour désigner, en un dédaigneux et classique amalgame, ceux qui combattent leur politique, et pour se vanter d'en accepter l'existence ?

Imagine-t-on les mêmes négligeant de citer, à l'appui de leur thèse, les noms des journaux qui les soutiennent et mettant ainsi, en quelque sorte, Dieu et le droit de leur côté ?

En d'autres termes, dans la tête de M. Debré, la démocratie est intacte en France, non parce que toutes les opinions, y compris les siennes, peuvent encore s'exprimer librement dans la presse, mais parce que le Pouvoir, qu'il incarne, tolère l'existence d'une opposition.

On ne saurait trahir avec plus de maladresse le fond d'une pensée.

Comme on dit au « Canard », « qu'on me cite les pays où un Michel Debré pourrait être premier ministre... ».

BOURRIENNE rapporte dans ses Mémoires qu'au cours de la fameuse séance de Brumaire où Bonaparte, pressé de régner, se mit à pérorer dans la Salle des Anciens pour convaincre les parlementaires qu'il allait sauver la République, il se pencha vers le futur empereur des Français et lui murmura à l'oreille : « Sortez, général... vous ne savez plus ce que vous dites... »

Il devrait bien y avoir un Bourrienne au Cabinet du premier ministre.

Françoise Giroud.

Du fond de la nation

« La vague grondante et salubre » s'est levée du fond de la nation et a balayé un régime pourri en instaurant sous l'égide du général de Gaulle la Ve République. L'homme n'a pas changé et s'il parvient à guérir les maux que vous lui avez légués il aura une deuxième fois sauvé la France et la République.

LOUIS PELTIER,
Marseille.

Un autre référendum

Si demain un autre référendum clair et honnête était présenté au peuple, l'adhésion profonde des forces saines de la nation ferait faire piètre figure aux aventuriers du 13 mai et tous leurs acolytes.

PAUL LAINEY,
Pont-Audemer.

Pas de sauveur suprême

Non, il n'y a pas plus de chef génial que de sauveur suprême (et méfions-nous également des maîtres à penser vivants). La démocratie ne pourra être préservée que par le peuple lui-même participant à nouveau à l'action sociale et politique.

GEORGES JEULAND,
Marseille.

Il vaut mieux

De Gaulle n'a fait aucun progrès en Algérie, c'est possible. Mais on ne peut pas compter pour rien ce qu'il a pu faire ou permis de faire, par ailleurs, en particulier arrêter le pays sur la pente de la catastrophe financière, ce qui est tout de même une condition non négligeable pour aborder tous les autres problèmes : évolution sociale, construction de la Communauté, accès de la France à une grande politique internationale, quelle qu'elle soit. Négligeons, par force, le fait que cette stabilisation s'inscrit dans un ensemble de mesures non progressistes. Comme de toute façon il n'y avait aucune majorité capable de mener à bien une politique évolutive il vaut tout de même mieux que le pays n'ait pas basculé dans la faillite pure et simple.

J. R.
Nice.

L'Europe des lumières

Je crois qu'il vaut mieux s'attacher à des idéaux et à des idées qu'à un homme. Je crois que le culte d'une certaine civilisation chrétienne, figée dans son passé faussement idéalisé, est une entreprise desséchante et que ceux qui sont du côté de l'espoir sont aussi dans la vraie tradition et dans le vrai prolongement de l'Europe des lumières, la vraie, celle qui ne se replia jamais sur elle-même.

A. V.
Paris.

En ordre dispersé

Ce qui peut être reproché à la gauche c'est, alors qu'elle avait la majorité aux élections de 56, de ne pas en avoir profité pour s'entendre réellement en vue d'une politique. Elle est allée au référendum et aux élections dans un ordre dispersé, et cela continue...

P. V.
Paris.

Fermer les yeux

En ce qui me concerne, j'ai la même opinion que F. Mauriac sur les qualités de droiture de de Gaulle, mais, de même qu'à la Libération, il fut incapable, avec tous les atouts en main, de diriger et préféra démissionner, de même il est incapable aujourd'hui de prendre les initiatives nécessaires. Sa volonté fut, certes, de sauver la France qu'il voyait au bord de la décadence mais, s'il se servit du peuple pour prendre le pouvoir, il n'ignorait pas que pour se maintenir il devrait accepter bien des compromis et fermer les yeux sur bien des choses. C'est ce qu'il fait.

MME SEIBUOLA.
Seine-et-Oise.

Quelle pagaïe !

Il y a un peu plus d'un an je disais « oui » à de Gaulle lors de votre préréférendum. Je continue à dire oui, bien que beaucoup de choses me désolent : d'abord la continuation de la guerre d'Algérie, et puis aussi ce désir un peu puéril d'obtention d'une bombe atomique française. De Gaulle couvre, bien sûr, un panier de crabes, mais le couvercle enlevé, quelle belle pagaïe !

DR MAURICE DUFOUR,
Montmorency.

Pas toujours les mêmes

« Une revue n'est vivante que si elle mécontente chaque fois un bon cinquième de ses abonnés. La justice consiste seulement à ce que ce ne soient pas toujours les mêmes qui soient dans le cinquième. Autrement, je veux dire quand on s'applique à ne mécontenter personne, on tombe dans le système de ces énormes revues qui perdent des millions, ou qui en gagnent, pour ne rien dire. Ou plutôt à ne rien dire. »

PÉGUY, *L'Argent.*
(Edition de la Pléiade
p. 1080-1081.)

Amicalement de la part de deux lecteurs.

A choisir, je n'hésite pas

Ma réaction à la double entrevue Ike-Nikita a été d'applaudir, bien que ce soit là un échec européen certain et surtout français (de mauvaise foi qui le nie). Je suis très jeune et ne pense quand même pas tous les jours à la bombe H et à ses variantes au cobalt. Mais à choisir entre détente sans la France ou guerre froide avec, je n'hésite pas... Enfin, que de Gaulle joue les Franco me semble plus grave pour l'avenir qu'un bon fascisme classique.

JEAN-JACQUES QUARANTE.,
Paris.

A la table des Grands

Si l'on se réjouit de la faible lueur d'espoir que dispense la perspective d'une entente au sommet et de l'arrêt de la course à l'abîme nucléaire, que penser de l'expérience « strictement française » du Sahara, cette coûteuse opération de prestige qui, ridicule sur le plan de l'efficacité, contribuera néanmoins à compromettre les chances de désarmement pour la satisfaction infantile d'obtenir un strapontin à la table des Grands ? Faut-il confondre indéfiniment grandeur et mégalomanie ?

JACQUES MALSAN,
Perros-Guirec.

Trop tard

C'est, je pense, cette mortelle démission de l'esprit critique, ce refus de regarder où l'on va, puisqu'on y va avec l'Infaillible, qui ont amené tant de gens à suivre aveuglément le Maréchal. Cette fois encore, combien se réveilleront trop tard ?

NICOLE BACHTEN,
Paris.

Honnêtement

C'est, en effet, un acte de foi que François Mauriac accomplit à l'égard de de Gaulle. C'est celui de tous ceux qui ont voté « oui » parce que de Gaulle leur paraissait la solution la plus constructive. Les actes de foi n'étouffent cependant pas les questions. C'est pourquoi l'on suit attentivement vos débats. C'est pourquoi l'on souhaite vous les voir mener toujours aussi clairement, calmement, honnêtement.

ANNE VOZZI,
Paris.

Qui oserait encore ?

« La Question » d'Henri Alleg, si elle nous a consternés, ne nous a pas menés au désespoir à cause de la protestation douloureuse des grands hommes de France. Lequel a osé cela pour « La Gangrène », lequel même de ceux-là oserait encore savoir ? Le ministre, ou le disciple ?

D. F.
Bruxelles.

Inacceptable

Suite à l'article sur la tauromachie paru dans votre dernier numéro, je vous prie de bien vouloir cesser immédiatement le service de mon abonnement.

Abonnée dès la première heure, j'ai toujours considéré « L'Express » comme un journal d'esprit progressiste et généreux, combattant pour de bonnes causes. Or cet article dithyrambique sur les toréadors et le portrait de l'un d'eux en première page me paraissent absolument inacceptables. Ils servent les vues d'un certain groupe capitaliste intéressé à étendre le goût de la tauromachie à toute la France. Notre pays vaut mieux que ça. Pourquoi pas demain un article exaltant les combats de coqs et le tir aux pigeons? En êtes-vous donc là ?

Je suis membre de la S.P.A. entre autres. Je ne suis nullement dupe du mercantilisme et de la bestialité qui se déploient dans ces somptueux oripeaux littéraires ou artistiques. Votre rôle n'est vraiment pas de flatter le sadisme des foules et leurs bas instincts, si poétiquement vêtus soient-ils.

C'est une rupture pénible.

Mme G. LE TROUIT,
Paris.

Les gagnants du jeu de « L'Express »

La solution de l'énigme posée par « Paranoïa », le premier jeu-mystère de Boileau et Narcejac, a été trouvée par MM:

— ALAIN VERGLAS, 22, rue de Tocqueville, à Paris ;

— R. BAISSUS, dans le Tarn ;

— RAYMOND MOULY, 45, boulevard de la Chapelle, à Paris ;

— PHILIPPE SIMONNOT, dans les Ardennes,

et VICTOR SAHORES, à Lurbe-Saint-Christau, qui recevront chacun les deux microsillons ou les deux livres de la Pléiade de leur choix.

PETITES ANNONCES

29, rue de Marignan - PARIS (8e)

Minimum 5 lignes encadrées (42 lettres signes ou espaces)

Tarif 900 fr. la ligne (+ taxes 8.52 %)

PAYABLE D'AVANCE

OFFRES D'EMPLOIS

« L'EXPRESS » recherche courtiers. Abonnements Paris et province, fixe plus commissions. Situation d'avenir. Ecrire au journal, 29, rue de Marignan, PARIS (8e)

AVOCAT VILLE AGREABLE près PARIS, cherche pour rentrée judiciaire JEUNE COLLABORATEUR (TRICE) STAGIAIRE Nécessité résider, logement célibataire possible. Ecr. Louis PARES, 1, place de l'Ecole - PARIS-1er qui transmettra

APPARTEMENTS (Vente)

SAINT-CLOUD
Etage élevé, dans immeuble neuf
4 P. Tout conf., vue, sol., calme. Prox. gare et lycées. Primes 600 fr. et prêt Cr. F.
TRAKTIR, 22, avenue Victor-Hugo - POI. 21-70

ST-CLOUD (VAL D'OR) Particul. vend livr. aut. 59, 4 p., gd conf. loggia, 5e ét., vue impr. Paris, 8.200.000 cpt + Cr. Fonc. 2.660.000. Prime 600 F. Tél. OPE. 26-01.

CONSTRUCTIONS NEUVES

CHOISY - LE - ROI
59, AVENUE ALFORTVILLE
Appart. 4 p., 65 m2, b. stand gd., balc., loggia, séchoir, asc., vide-ord., parc à jeux, boxes et parking. C.F. + prime 1.000. Livraison OCT., NOVEMBRE, DEC. Programme identiq. de 140 appart. livrés visibles s/place, 9 m. Gare Orsay. Renseignements et vente 14 - 19 h. LAMARO PHILIPPE S.A. 5, rue Renaissance, Paris-8e, BAL. 06-82

IMMEUBLES (Achat)

Achète comptant tous IMMEUBLES
P. MASSONI
21, rue Le Sueur - PARIS
KLE. 81-00
APPARTEMENTS LIBRES
A LA VENTE
ET A LA LOCATION

CAPITAUX

Opérations immobilières indexées - Intérêt élevé
Garantie absolue
P. MASSONI
21, rue Le Sueur (16e) - KLE. 81-00

DIVERS

SITOGRAPHIE
La sténo en une semaine
METHODES EUREKA
17 ter, rue Leenhardt - MONTPELLIER
Documentation contre deux timbres

AGRANDISSEMENTS
PHOTO au m2
POUR DECORATION
Photothèque noir et couleur
CHEVOJON, 9, rue Cadet - PARIS (9e)

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
« L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Vague.
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

ALGÉRIE

Avant le 15 septembre ?

● *Entre Paris et Alger les rumeurs se croisent : De Gaulle va faire ceci... De Gaulle va faire cela... Que se passera-t-il réellement ?*

Le discours prononcé dimanche par le Premier Ministre ne contient rien cette fois qui puisse gêner l'éventuelle traduction dans les faits des intentions que l'on prête, périodiquement, au général de Gaulle.

L'événement est assez rare pour qu'on le souligne et, aussi, pour fonder les rumeurs qui, depuis dix jours, à Paris, comme à Alger, provoquent des commentaires contradictoires.

Pour la première fois, M. Debré n'a pas fermé la porte à une évolution politique de l'Algérie. Evolution dont il n'a pas précisé où elle pourrait mener. Il a dit simplement :

> *« Sur la voie où nous sommes engagés, c'est par la France, avec la France, et aux côtés de la France que l'Algérie trouvera ses chances et forgera son avenir. »*

S'il s'agit d'une certitude, la durée et les conditions du conflit algérien peuvent, hélas ! en faire douter. Mais s'il s'agit d'un souhait, et même d'un objectif, alors il n'est aucun Français qui ne puisse y souscrire.

Dépêche Quotidienne d'Algérie
25 Fr. : ALGERIE
35 Fr. : METROPOLE
11e ANNEE - N° 3.523
Samedi 15 Août 1959
ASSOMPTION
TROIS EDITIONS QUOTIDIENNES
EN PAGE 4 :
LES DEVOIRS DE VACANCES
de « La Dépêche Quotidienne »
CLASSES SECONDAIRES - (5e Semaine)
Participez à notre GRAND CONCOURS
TACHES DE LA PAIX dans les maquis de Grande Kabylie
Le destin de l'Algérie sera-t-il fixé dans les prochaines semaines ?
● UNE ... AMERICAINE SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION ... ALGERIE
... de Gaulle viendrait en Algérie s'informer de la situation militaire.
● Il tenterait personnellement de provoquer un « dégel » des populations musulmanes rurales et relancerait l'offre de la « paix des braves ».
● Ferhat Abbas serait d'accord pour venir à Paris si s'aplanissait le différend qui le sépare de Krim Belkacem.
● Si ces projets échouaient le général de Gaulle souscrirait à un « Plan Challe » ... et complét...

« LA DÉPÊCHE QUOTIDIENNE D'ALGÉRIE »
Un large champ de manœuvre

Quelle importance ?

Le Premier Ministre, révélant enfin que son gouvernement est sensible aux critiques qui lui viennent du monde entier, a d'autre part éprouvé le besoin de préciser que « *le renouvellement national de notre politique n'est pas l'isolement* ». Peut-être, en effet, cet isolement n'a-t-il pas été voulu. Il reste que la France en est en ce moment menacée et que c'est là ce qui contraint (d'autres diront que cela lui fournit une occasion) le Président de la République à faire entrer la guerre d'Algérie dans une phase diplomatique.

L'article de « La Dépêche Quotidienne d'Algérie », qui a mis le feu aux poudres en « révélant » le malaise américain devant la guerre d'Algérie, ne contenait rien que de très banal. Il suffit d'être à Washington, de rencontrer quelques hauts fonctionnaires et d'ouvrir ses oreilles pour connaître, et depuis longtemps, les difficultés que nous suscitons à nos alliés. Les lecteurs de « L'Express » l'ont appris il y a plusieurs mois. Les Américains nous veulent tout le bien possible et imaginable à la condition que notre politique réussisse, que nous ne nous payions pas de mots, et surtout que nous ne fassions pas, sous prétexte de défendre le monde libre, « le jeu de la propagande communiste » en Afrique du Nord. Il est facile de deviner combien cette attitude a été encore renforcée depuis que les Etats-Unis ont appris l'aide financière importante octroyée au Maroc — enjeu essentiel — par les Russes.

Les semaines qui viennent peuvent être décisives. Le général de Gaulle se rendra en Algérie deux jours avant la réunion de la Ligue Arabe à Casablanca. On dit maintenant « quelle importance ? » comme on le disait de Monrovia. L'important, c'est que les Russes et les Américains s'y intéressent.

Après Monrovia, après Casablanca, les entretiens Eisenhower-de Gaulle sur l'Algérie seront difficiles s'il n'y a pas d'initiative française. Quelle sera-t-elle ? et comment sera-t-elle reçue ?

Un ballon d'essai ?

Le Président de la République, au lendemain d'une réunion des chefs de la Communauté qui aura lieu le 10 septembre, s'adressera aux Français et aux Algériens dans une allocution radiodiffusée. C'est ce qu'on assure dans certains milieux proches de l'Elysée. Au cours de cette allocution il ferait le bilan de la guerre, de ses destructions, de ses malheurs, et aussi l'inventaire des succès de l'armée française « *qui a rendu la République assez forte pour être généreuse* ». Il proposerait à tous les Algériens, « *ceux qui se battent comme ceux qui font confiance à la France* », de construire aux côtés de la France un Etat autonome dont les liens avec la métropole seraient de toute manière inaliénables pour une période donnée, après quoi les Algériens pourraient juger eux-mêmes de la forme nouvelle à donner à ces liens. En même temps, le Président de la République se serait assuré de la collaboration tunisienne et marocaine sur l'établissement d'un ensemble économique franco-nord-africain. Le général de Gaulle a d'ailleurs, tout récemment, fait savoir au roi Mohammed V qu'il le recevrait dès que le souverain marocain le jugerait possible.

Nous tenons cette information d'une personnalité qui a des fonctions officielles. S'agit-il d'un « ballon d'essai », de quelque chose que l'on voudrait nous faire dire ? L'expérience nous conduit à ne pas en décider. Mais enfin, le général de Gaulle a prononcé assez de mots clairs, à l'intérieur d'un contexte sibyllin, pour que rien ne paraisse invraisemblable dans cette initiative qu'on lui prête officieusement. Examinons-la comme si elle était réelle.

Il ne fait pas de doute que ce serait alors un grand pas en avant. En premier lieu, si l'initiative est prise, cela prouvera que le général de Gaulle a pu la prendre et cela démontrera son autorité sur les forces d'opposition à toute politique libérale en Algérie. *C'en serait fini aussi de l'intégration.* Si la Tunisie et le Maroc donnent leur accord aux projets d'ensemble économique, si le calendrier de l'évolution de l'Algérie est fixé aussi précisément que le calendrier nigérien l'a été par l'Angleterre, il ne fait pas de doute que la France se trouvera, sur le plan international, dans une situation de force.

Il reste que le champ de manœuvre est large pour ceux qui souhaitent la poursuite de la guerre.

Et Ferhat Abbas ?

La façon dont une partie de la presse parisienne a présenté les réactions du F.L.N., en rapportant les déclarations de Ferhat Abbas à l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel » est significative.

Le reflet des victoires diplomatiques que le F.L.N. a remportées et qu'il croit pouvoir remporter aux Nations Unies n'est pas absent de ces propos. Mais le leader algérien a également déclaré :

> *« Je crois que nous pourrions faire de très grandes choses dans le cadre de l'Union nord-africaine avec la France et le reste du monde. Vous voyez, je nomme la France en tête...*
>
> *« Nous nous sommes toujours déclarés prêts à rencontrer des représentants du gouvernement français pour négocier sur le problème algérien sans poser aucune condition préalable. Nous ne demandons pas non plus un ordre du jour fixé à l'avance. Nous sommes prêts à nous adapter, à nous comprendre... »*

Réactions beaucoup moins négatives, donc, qu'il convenait à certains milieux de le proclamer.

L'annonce d'une rencontre de Gaulle-Ferhat Abbas, publiée sous couvert américain et assortie d'un commentaire objectif par « La Dépêche Quotidienne d'Algérie », dont le directeur, M. Laurent Schiaffino, ne passe pas pour un champion du libéralisme, a également été interprétée, à tort ou à raison, comme une manœuvre destinée à provoquer les réactions préventives des ultras.

Le pouvoir

Mais enfin, n'y a-t-il pas, en France, un pouvoir exécutif ? S'il désire aboutir, c'est à lui qu'il appartient de garder les secrets, de préparer par tous les moyens d'information dont il dispose le climat propice à la réussite de sa politique, de prendre enfin les mesures nécessaires pour prévenir tout sabotage.

On pourrait, autrement, finir par croire que les « réactions préventives » ne sont provoquées que pour se procurer des alibis.

Qu'il s'agisse de l'Armée, où certains états-majors peuvent manifester une opposition ; des ultras, qui sont connus et dont les manifestations sont prévisibles ; des représentants des lobbies politiques qui intriguent à Paris pour faire échouer telle ou telle tentative, tous ces hommes ont leurs opinions ou leurs intérêts, et ils font leur métier, qui est de les servir.

Depuis le temps que tout cela est connu, classé, inventorié, dénoncé, il faudrait être candide pour accepter les bonnes raisons que se donnent à eux-mêmes certains membres libéraux du gouvernement lorsqu'ils attribuent leur impuissance aux forces mystérieuses que toute action politique risquerait de déchaîner.

N'échoueront que les tentatives que l'on ne sera pas décidé à faire réussir.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant la durée de l'été, « L'EXPRESS » sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques

Cependant, si vous voulez être certain de trouver « L'EXPRESS » chaque semaine, vous pourrez souscrire des abonnements spéciaux de vacances au prix de :

125 francs par numéro

Règlement à « L'EXPRESS », 29, rue de Marignan soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris.

CORRESPONDANCES EXPRESS

LA SUCCESSION DE M. DEBRE

● Au cas où l'évolution de la politique algérienne du général de Gaulle lui imposerait de trouver un successeur à M. Michel Debré, qui serait le nouveau premier ministre ? La question est posée ouvertement depuis quelques jours dans les milieux politiques où l'on a remarqué avec intérêt la rapide promotion de deux ministres actuels : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'Intérieur, et Louis Joxe, secrétaire d'Etat délégué à la présidence du Conseil.

Jusqu'à présent dans les conversations portant sur un éventuel changement de premier ministre, c'était le nom de M. Pompidou, ancien directeur du cabinet du général de Gaulle, qui revenait le plus souvent. Mais M. Pompidou ayant préféré un siège au Conseil constitutionnel depuis que le général est passé de Matignon à l'Elysée, on considère que ses chances de succéder à M. Debré se sont affaiblies. Il pourrait en revanche appartenir à une nouvelle équipe ministérielle en qualité de ministre des Finances.

MM. Chatenet et Joxe ont pour eux d'être des « techniciens » dont le général de Gaulle a toujours dit qu'il les préférait aux hommes politiques comme ministres. Ils ont tous deux la réputation d'être des libéraux. Enfin ils auront acquis aux postes auxquels ils se trouvent actuellement la possibilité de se familiariser avec le pouvoir.

Je faisais état ici, l'autre jour, d'une lettre que j'avais reçue et que je croyais anonyme. Mon expérience graphologique, ajoutais-je, me permettait d'y déceler quelques signes non équivoques d'intelligence. L'auteur de cette lettre me somme de faire savoir aux lecteurs de « L'Express » qu'il n'est ni anonyme ni intelligent. Dont acte, et tant pis pour ma graphologie.

En outre, mon correspondant non anonyme et non intelligent désire porter à la connaissance de l'univers le fait que je suis, moi, « un grand couillon ».

Je le remercie de ce renseignement qui sera utile aux historiens, mais, pour ne rien lui cacher, je le savais déjà.

A bien réfléchir, je me demande même si ce n'est pas là ce qui fait toute la différence entre moi et lui, je veux dire entre un grand couillon conscient et un petit couillon inconscient ?

Ne répudiant point la dangereuse vertu d'intelligence, les intellectuels, auxquels je me flatte d'appartenir, savent ce qu'en vaut l'aune et ont tendance à se méfier des constructions de l'esprit (le leur comme celui des autres), ce qui les rend circonspects dans leurs enthousiasmes, leur inspire peu de respect pour leur clairvoyance et les engage tout au plus à considérer qu'être borgne au pays des aveugles est déjà une manière de voir clair.

Au contraire, le type d'homme dont mon correspondant se réclame, gardant les yeux fermés comme l'esprit et les oreilles bouchées comme l'entendement, n'ouvre jamais que la bouche, ce qui lui permet évidemment de proférer des vérités à la fois premières et dernières, et lui confère une sûreté de jugement inégalable puisque aucun fait jamais ne peut contredire ce qu'il a conçu dans le vide absolu de son esprit.

Quelle leçon pour nous autres professeurs ! Depuis le jour lointain où le premier d'entre nous entreprit de faire évoluer le pithécanthrope vers l'*homo sapiens*, que de fautes, que d'erreurs n'avons-nous point commises !

La plus grave fut sans doute de croire que, lorsqu'on descend du singe, on ne désire pas nécessairement y remonter.

ROBERT ESCARPIT.

L'AVENIR DES ETUDIANTS

● Les nouvelles conditions d'attribution et de renouvellement des sursis d'incorporation publiées sous la signature du premier ministre et des ministres des Armées, de l'Education nationale et du Travail pour faire la chasse aux « privilégiés abusifs », aux « faux étudiants », etc., vont en réalité bouleverser le régime des études supérieures et perturber profondément la vie de l'Université.

Alors même que ces études deviennent plus longues et plus difficiles, l'instruction ministérielle parue le 18 août au « Journal officiel » vient y établir une discontinuité, en limitant le sursis à la durée d'un cycle et en introduisant pratiquement une limite d'âge de 23-24 ans pour la licence et de 25 ans pour l'agrégation. D'autre part elle interdit aux étudiants de changer de discipline dans l'hypothèse d'un choix erroné au départ.

Mais ce n'est pas tout. Certains concours d'entrée dans des écoles comme les écoles normales primaires ou supérieures pour l'enseignement ou l'Ecole nationale d'administration pour les commis de l'Etat engagent leurs lauréats à servir comme fonctionnaires pendant un certain nombre d'années. Or de nouvelles dispositions obligent les jeunes fonctionnaires à un stage de deux ou trois ans en Algérie.

Résultat : un candidat reçu à l'E.N.A. en novembre prochain sera appelé à effectuer ses obligations militaires avant de suivre les cours de l'école. Il sera donc incorporé en décembre, fera pendant dix mois ses classes en France, puis passera ses dix-huit autres mois de service en Algérie. Il reviendra à l'E.N.A. en 1962 pour faire deux ans et sept mois d'études qui sont essentiellement constituées par des stages dont certains le ramèneront en Algérie.

Enfin titulaire de son diplôme, il commencera sa carrière administrative en Algérie.

Avec un peu de chance, il trouvera un poste en France en 1970.

LES PARAS FRANÇAIS ET ESPAGNOLS S'ENTRAINENT ENSEMBLE

● Quinze parachutistes espagnols invités par l'armée française ont participé avec quinze parachutistes français lundi après-midi à un exercice au-dessus de l'embouchure de la Bidassoa. L'exercice était dirigé par le colonel espagnol Manuel Garcia et le colonel français de Chateau-Joubert. Il avait été précédé de plusieurs séances d'entraînement à Bayonne. Il a été suivi d'une réception sur la terrasse du fort qui domine la Bidassoa. Assistaient notamment à cette réception un représentant personnel du général Franco, le général Ascension et le comte Clauzel représentant l'ambassade de France à Madrid.

LA MENACE DE DEMISSION DE M. PINAY

● M. Antoine Pinay démissionnera-t-il ? Plusieurs ministres le pensent. Au dernier Conseil des ministres, il est resté silencieux, se bornant à quelques remarques en aparté lorsque M. Debré fit allusion à une augmentation possible des crédits pour le « plan de Constantine ». Le premier ministre a d'ailleurs aussitôt déclaré : « Nous parlerons de cela plus tard. »

Le ministre des Finances ne manque jamais l'occasion, en privé, de critiquer M. Michel Debré. Il se plaint qu' « on ne fasse rien en Algérie » et que, sur le plan budgétaire, il n'y ait « rien de changé depuis un an ». Les demandes de crédits des ministres lui semblent démesurées. « Si je cède, l'impasse sera de 1.000 milliards, dit-il ; mais je suis fatigué de me battre contre tout le monde. »

Il ne se laisse fléchir — rarement — que pour la construction et l'équipement scolaire mais est intraitable pour « le gouffre de l'armée » et il exprime ouvertement son scepticisme sur le plan de Constantine.

Depuis qu'il a remis sa démission — démission qu'il a ensuite reprise — à la suite d'une décision de M. Debré concernant un supplément de crédits militaires de 15 milliards, M. Antoine Pinay tient, chaque fois qu'il en a l'occasion, à préciser que sa démission reste acquise au cas où le moindre fait semblable se reproduirait. Au moment où le budget de 1960 entre en discussion, il se trouve ainsi en position de force pour résister aux demandes des ministres « dépensiers ».

L'EXPULSION D'ALGER DE Mᵉ VERGES

● Arrivé mardi soir à Alger, muni de toutes les pièces nécessaires pour entrer en communication avec ses clients détenus ou internés, Mᵉ Jacques Vergès, avocat au barreau de Paris, a été appréhendé par la police vendredi soir dans le hall de l'hôtel Aletti, conduit sous escorte à l'aérodrome de Maison-Blanche et embarqué dans le premier avion en partance pour Paris.

Le lendemain, samedi, Mᵉ Vergès devait rendre visite au capitaine Saïdi Saddok, officier de la Légion d'honneur, interné au centre d'hébergement de Douera. Le visa de l'avocat expirait dimanche soir.

L'arrêté d'expulsion pris vendredi soir par le général Costes, commandant la zone du Nord algérois, précisait que : « sa présence à Alger était de nature à troubler l'ordre public ».

Le motif de cette mesure aurait été le « rassemblement public » provoqué par le défilé, dans un salon de l'hôtel Aletti, de 80 musulmanes voilées venues lui demander d'intervenir pour des parents disparus depuis leur arrestation par les services de sécurité.

Sur la ou les raisons véritables qui ont dicté la brusque décision des autorités militaires, on peut formuler trois hypothèses :

1° la crainte de voir l'avocat des nationalistes algériens visiter les camps de Douera, Berrouaghia, Bossuet et la cité d'Amezianne à Constantine, et s'informer des conditions d'existence des internés administratifs ;

2° la crainte d'un attentat contre-terroriste. Les autorités ont laissé entendre aux correspondants de presse qu'elles n'étaient pas en mesure d'assurer la sécurité du défenseur de Saïdi Saddok. Cet officier a déposé une plainte contre l'ex-sous-lieutenant Lagaillarde — devenu depuis député — qu'il accuse du sac de sa ferme d'Aïn-Taya le 3 août 1957. Cette plainte n'a pas été classée mais son instruction est restée en veilleuse ;

3° la crainte de voir Mᵉ Vergès constituer un volumineux dossier sur les disparitions signalées par les familles et en saisir des organismes comme la Croix-Rouge internationale.

L'avocat de Djemilah Bouhired avait déjà été interdit de séjour en Algérie en octobre 1957 par les services de M. Robert Lacoste.

RETOUR DE M. FREY AU SECRETARIAT GENERAL DE L'U.N.R. ?

● Les dissensions internes qui divisent les leaders de l'U.N.R. n'ont pas provoqué d'éclats publics depuis le Conseil national qui s'est tenu les 25-26 juillet dernier. Cependant les différentes factions préparent le congrès qui doit avoir lieu au mois de novembre.

M. Léon Delbecque, qui a posé publiquement sa candidature au poste de M. Chalandon, actuel secrétaire général du mouvement, a bon espoir de le remplacer. Il est possible toutefois que la lutte ne se circonscrive point entre MM. Delbecque et Chalandon. En effet, M. Roger Frey, qui fut le premier secrétaire général de l'U.N.R. avant de devenir ministre de l'Information, a laissé entendre à plusieurs reprises depuis quelques jours qu'il pourrait reprendre son ancien poste. « Si le général de Gaulle le demande, a-t-il dit, je ne pourrai pas le lui refuser... »

LA PREMIERE FEMME « ASSIGNEE A RESIDENCE »

● La première femme assignée à résidence en France depuis l'extension des pouvoirs spéciaux à la métropole est une jeune Française de 24 ans, Mme Monique Lemée.

Originaire de Nantes où résident ses parents, elle poursuivait à Paris des études de musique à la Schola Cantorum, et occupait, dans une maison communautaire d'étudiants, rue Cardinet, une chambre prêtée par un Algérien. Divorcée, elle avait

confié son garçon, né en 1955, à la garde de ses parents.

Au cours d'une perquisition en mai 1958, dans la chambre de l'étudiant algérien, la police saisit différents documents parmi lesquels un « programme » du F.L.N.

Jugée pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État le 20 mars 1959, après dix mois de détention préventive à la Petite-Roquette, la jeune femme est condamnée par la XIVe chambre du Tribunal correctionnel de la Seine à six mois de prison. Sa peine ayant été couverte par la prévention, elle est libérée le soir-même.

Le 14 mai 1959, elle est à nouveau arrêtée par la police judiciaire. Le juge Perez la remet en liberté provisoire le 8 juin.

Aussitôt après la levée d'écrou, Monique Lemée est invitée par deux policiers à monter à bord d'une automobile qui la conduit au Dépôt du palais de justice. Le lendemain, un commissaire de la P.J. lui signifie qu'elle fait l'objet d'une mesure d'assignation à résidence pour une durée indéterminée à Florac, petit village de la Lozère. Comme il n'existe pas encore de camp d'hébergement pour femmes en métropole, on lui dit de se débrouiller pour trouver à se loger dans cette commune qu'elle ne devra quitter sous aucun prétexte et on la met le soir même dans un train à la gare d'Austerlitz.

A son arrivée à Florac, Monique Lemée se présente à la gendarmerie qui n'avait reçu, semble-t-il, que de vagues instructions pour l'accueillir. Elle s'installe alors dans l'unique hôtel du village. Comme elle n'a pas d'argent, elle y est employée actuellement comme bonne à tout faire.

MEUBLES DE BUREAU
AIGLE
EAGLE
EST OUVERT
PENDANT LES VACANCES
C'est le moment de choisir, en toute tranquillité, le mobilier dont vous avez besoin, en nous rendant visite au centre des affaires :
51, rue Vivienne, PARIS 2e GUT. 44-26 +
Angle Boulevards - Parking dans l'immeuble
PROVOG

Un entretien de L'Express

ENTRETIEN

L'avenir du gaullisme

● ***Raymond Aron, 54 ans, professeur de sociologie à la Sorbonne, éditorialiste du « Figaro », ancien de la France Libre, puis du R. P. F., considéré à l'étranger comme un des meilleurs analystes de la politique française, a exposé devant Jean Daniel ses vues sur l'avenir du gaullisme. Voici le texte de leur entretien :***

J. D. — *Raymond Aron, il m'a semblé que le nouveau régime, issu du 13 mai, vous faisait redécouvrir un concept, celui de « la gauche », dont vous aviez l'habitude de démontrer qu'il ne correspondait à rien.*

RAYMOND ARON. — Je ne peux pas juger de ma propre psychologie. Mais je puis vous dire que je considère comme toujours valable l'essentiel de ma critique de la gauche.

A savoir : 1° l'opposition traditionnelle du « parti de mouvement » et du « parti de la résistance » est surmontée aujourd'hui par les caractères structurels d'une société industrielle. Un gouvernement dit « de droite » peut parfaitement améliorer la condition des masses. Il n'y a plus de liens nécessaires entre la couleur politique des gouvernants et la situation matérielle des non-privilégiés ;

2° les discussions économiques sur la part de libéralisme et la part de planification sont aujourd'hui bien plus *techniques* qu'*idéologiques* ;

3° pour les grandes options d'ordre politique, elles trouvent la gauche et la droite également divisées, ou presque. Il y a une droite anticolonialiste et une gauche anticommuniste. En sorte que la distinction traditionnelle de la droite et de la gauche ne me parait pas recouvrir deux groupes d'hommes ayant, par rapport aux problèmes fondamentaux d'aujourd'hui, des attitudes communes. Au contraire, cette distinction provoque très souvent une absurde confusion. Cela dit, je n'ai jamais nié qu'il y eût des tempéraments de droite et des tempéraments de gauche, des tempéraments classiques et des tempéraments romantiques, des conservateurs et des révolutionnaires. Mais si je n'accorde pas beaucoup d'importance à ces tempéraments, c'est parce que je me trouve, du fait de certains accidents de ma vie, participer des deux : j'ai horreur du conformisme et du révolutionnarisme.

« Fascistes par erreur »

Depuis le 13 mai, c'est autre chose. Dans la mesure où le 13 mai a été la menace d'un régime de dictature militaire en France, je considère que tout homme de droite, s'il n'est fou, doit être résolument hostile à cette menace. Un régime militaire, dans une France industrialisée, est tout simplement un anachronisme mortel. Mortel pour les valeurs de la droite comme pour celles de la gauche.

J. D. — *Vous ne considérez donc pas que la droite — et en particulier la droite française en 1959 — glisse nécessairement vers le fascisme ?*

RAYMOND ARON. — Ecoutez ! la droite, telle que je la conçois, c'est la volonté de continuité et le souci de réalisme. Deux éléments qui manquent souvent au tempérament de gauche, lequel en France est volontiers « révolutionnaire » au sens, comment dire ? doctrinal du mot. Il y a toute une lignée d'esprits que l'on ne sait mettre ni à droite ni à gauche. Le plus grand est Tocqueville, qui était profondément libéral et profondément conservateur.

Je l'ai souvent écrit : les vrais conservateurs, les hommes de droite, ne sont fascistes que par erreur. Le fascisme est révolutionnaire. Vous pouvez me répondre alors que la droite française est dans l'erreur, mais qu'elle y est. Je ne crois pas que ce soit tout à fait juste. La droite, qui est pour l'unité européenne, pour les grandes entreprises modernes, pour l'industrialisation, enfin, n'est pas fasciste ni congénitalement réactionnaire.

Pour en finir, j'ai toujours eu deux objections majeures contre l'emploi des concepts droite-gauche. Je n'aime pas l' « amalgame », comme on dit en termes de police. Je suis anticommuniste. Je ne suis pas pour autant favorable au maintien, dans nos colonies, par la force militaire. Après tout, le général de Gaulle lui-même nous a justifiés, puisqu'il a proclamé pour les Etats de la Communauté le droit de sécession. Je n'aime pas que l'on mette ensemble les communistes et les autres hommes de gauche : un socialiste-démocrate a beaucoup plus de choses en commun avec un conservateur libéral qu'avec un stalinien et même un kroutchévien. Je suis un libéral, hostile au communisme et partisan de l'industrialisation.

(Publi-Photo)

M. RAYMOND ARON

« Je connais le général de Gaulle... »

J. D. — *Mais enfin, d'où vient la menace de régime militaire et finalement de fascisme que vous évoquiez tout à l'heure ? Si vous ne voulez pas qu'on l'appelle « la droite », le mot a peu d'importance...*

RAYMOND ARON. — Il n'y a pas en France d'idéologie fasciste. Il n'y a pas un Etat qui désire se confondre avec une idéologie, un parti politique unique organisé, un mouvement de masse comme cela a eu lieu en Italie et en Allemagne. Il n'y a en fait qu'une seule chose, et vous la connaissez bien, c'est la situation algérienne. Cela, oui, je conviens que c'est sérieux. Les éléments actifs dans les événements du 13 mai ont été une fraction des Français d'Algérie et une fraction de l'armée française. Les éléments passifs ont été l'immense majorité du peuple français et, en particulier, la classe politique au pouvoir qui, au mois de mai 1958, était convaincue de son incapacité à gouverner le pays. J'ai été frappé, plus que par toute autre chose, par le défaitisme des parlementaires. Le 13 mai n'est pas typiquement une révolution de droite : M. Guy Mollet l'a permise autant que M. Pinay. C'est une révolution suscitée par une minorité française d'Algérie et une minorité militaire et qui n'a été possible que du fait du désintéressement du peuple français et de l'abdication de ses chefs politiques. J'étais partisan, à ce moment-là, que le Parlement dît « non ». Si j'avais souhaité le retour au pouvoir du général de Gaulle, ce n'était pas de cette façon, c'est-à-dire appelé par une rébellion. La droite et la gauche ont également capitulé.

Du point de vue historique, cela m'a fait comprendre beaucoup de choses. Au dix-neuvième siècle, toutes les révolutions ont été faites par des petites minorités dans une sorte de consentement ou d'indifférence générale. Personne, ou presque, ne s'est battu pour Louis-Philippe. Personne ne s'est battu, ou presque, pour Charles X. Le régime ne croyait plus en lui : il a suffi que cela soit su pour que quelques mouvements de rues viennent à bout des trônes. Donc j'étais bien partisan que le Parlement dît « non », en mai 1958, mais en même temps je comprenais qu'il glissait, hélas ! nécessairement vers le « oui ».

D'incorrigibles nationalistes... »

Depuis 1789, la France est toujours menacée par l'échec des démocraties parlementaires. Il est bien clair que si le général de Gaulle l'avait voulu, s'il usait de son pouvoir, nous aurions aujourd'hui un régime autoritaire. Si le général de Gaulle disparaissait demain matin, la réduction des libertés dont nous jouissons serait sensible. Je doute, par exemple, que « L'Express » continuerait à paraître. D'où la situation un peu particulière où nous sommes : ce qu'il y a de libéralisme dans la Ve République est dû, dans une grande mesure, au général de Gaulle, lequel est arrivé au pouvoir dans des conditions que nous ne pouvons pas admettre.

J. D. — *M. Michel Debré vient de déclarer : « La Ve République, c'est la dernière chance de la démocratie. Si elle échoue, ce sera le fascisme ou le communisme... »*

RAYMOND ARON. — Je trouve cette phrase *inconcevable !* Car enfin, à la faveur d'une rébellion militaire, le général de Gaulle a obtenu la capitulation du Parlement, il a fait ratifier une Constitution, entièrement conçue *par* et *pour lui*. S'il échoue, la faute en sera peut-être, pour une part, à l'héritage qu'il a reçu, mais non pas, en aucune façon, à la démocratie dont on ne peut pas dire qu'il soit fait aujourd'hui un usage excessif. Au reste, je connais trop le général lui-même pour croire un instant qu'il imputera à d'autres les responsabilités qui sont les siennes et qu'il a volontairement assumées.

L'échec ne pourrait venir que de l'Algérie. Si la France reconnaissait, *en principe*, le droit de l'Algérie à être une nation (au cas évidemment où les Algériens en décideraient ainsi), si la France se donnait les mêmes tâches que l'Angleterre ou l'Allemagne, elle serait sûre de son avenir. La Ve République, comme la IVe, n'est en fait menacée que par ses ambitions.

Si bien que l'échec de cette Ve République ne pourrait être que celui de ses incorrigibles nationalistes qui refusent aux autres ce qu'ils réclament pour eux-mêmes. Juriste, M. Michel Debré répète que la souveraineté est un absolu qui ne saurait se partager. Homme politique, il est tout surpris que les Africains qui le lisent retournent contre lui la formule qu'il a lancée contre la fédération européenne.

La Ve République est, pour l'instant, la suprême tentative de la France jacobine et impériale, hostile aux communautés en Europe, accrochée à la souveraineté en Afrique. J'espère qu'elle surmontera cette contradiction mais, si elle n'y parvenait pas, la démocratie n'y serait pour rien.

Le « méchant Debré »...

J. D. — *Puisque le problème algérien vous parait entièrement commander la situation française actuelle et être à l'origine des menaces d'un régime autoritaire, comment voyez-vous la politique algérienne ?*

RAYMOND ARON. — D'abord, je pense que notre situation est commandée par les événements d'Algérie pour une génération encore au moins. Cela quelle que soit la solution et même dans le cas de la solution la plus heureuse pour tous. Sur la politique actuelle, il y a une équivoque que vous-même avez souvent analysée...

J. D. — *Les conceptions différentes du général de Gaulle et de M. Michel Debré...*

RAYMOND ARON. — Pas seulement. Tout d'abord, je n'aime pas faire comme ces gaullistes de gauche qui parlent du « méchant Debré opposé au bon général ». Sans doute, il y a des nuances de tempérament, et si M. Michel Debré faisait exactement la politique qu'il voulait en Algérie, elle pourrait être sur certains points différente de celle qu'il fait comme Premier Ministre du général de Gaulle. Mais ces deux hommes sont d'un certain niveau et d'une certaine honnêteté. S'ils étaient opposés sur l'essentiel, l'un n'aurait pas choisi l'autre. Le désaccord peut porter sur certaines questions de stratégie ou de tactique, non pas sur les objectifs. Par exemple, je n'exclus pas que le Premier Ministre ait craint, lors de l'invitation faite aux leaders du F.L.N. de venir à Paris, une réponse positive que le général de Gaulle souhaitait.

J. D. — *C'est très important !*

RAYMOND ARON. — C'est parfaitement possible. Vous savez que je connais le général de Gaulle et que j'ai été très lié avec M. Michel Debré. Je trouve concevable, au cas où un dialogue s'engagerait avec le F.L.N., que les deux hommes, d'accord sur une certaine action commune, s'aperçoivent soudain que leurs réactions en présence de telle ou telle formule sont différentes. Je n'exclus pas une oppo-

sition entre eux le jour où l'on sortira de la guerre pour entrer dans la politique.

Mais ce n'est pas de cette équivoque que je vous ai parlé. A l'intérieur même du gouvernement de M. Debré, je connais des ministres qui, à beaucoup de points de vue, sont — ou du moins étaient — plus proches de mes vues sur l'Algérie que de celles du Premier Ministre. Non, la vieille équivoque n'a pas disparu. Quand on causait avec les hommes de la IVe République, il était rare qu'on puisse en trouver plusieurs, importants et responsables, qui fussent d'accord sur la politique qu'ils menaient. A cet égard, la Ve République ressemble à la IVe. Dans les milieux officiels actuels, il y a par exemple des hommes très proches de moi et d'autres totalement convaincus que j'appartiens à l'anti-France. Quand André Noël dit que « la trahison est partout », il n'a pas complètement tort à son point de vue. S'il ne fallait avoir dans les conseils du gouvernement que des gens qui pensent comme Georges Bidault, il faudrait épurer les trois quarts de l'administration française et une bonne partie du ministère actuel.

Vous voulez me demander : « Qu'est-ce que cela change ? » Effectivement, pour l'instant : pas grand-chose ! mais c'est pour vous dire que, s'il y a des nuances entre le chef de l'Etat et le Premier Ministre, elles peuvent devenir importantes dans certaines circonstances puisqu'il y en a aussi entre le premier ministre et des membres du gouvernement, et ainsi de suite...

« L'homme qui rassemble... »

J. D. — *Mais sur le fond du problème ?*

RAYMOND ARON. — Il y a deux problèmes. Ce que l'on croit que le général de Gaulle veut faire, en l'imposant ou non à son Premier Ministre, et le sentiment qu'il a de pouvoir le faire sans provoquer de réaction grave.

Sur le premier fait, je crois avoir compris la ligne directrice du chef de l'Etat. L'évolution dans le sens de l'autonomie lui paraît inévitable. De toute façon, le général de Gaulle est trop intelligent pour ne pas comprendre que si l'on applique sérieusement la formule du collège unique dans un territoire où il y a neuf musulmans pour un Français, qnel que soit le statut, si la formule démocratique est appliquée sincèrement, le jour où les Algériens voudraient acquérir leur nationalité, ils pourraient l'acquérir. C'est d'ailleurs le thème qui revient le plus fréquemment dans ses discours. (« Les Algériens feront eux-mêmes leur destin »... « Je suis convaincu qu'ils choisiront de faire leur destin *avec* la France... »), etc. Là-dessus, je n'ai aucun doute. Seulement, aussi longtemps que la guerre dure, cette prise de position en faveur d'une évolution libre ne sert à rien. Le problème est de savoir si cette autonomie ou l'indépendance de l'Algérie, précisément, se fera *avec* ou *contre* la France. Pour qu'elle se fasse *avec*, la guerre est-elle le meilleur moyen ?...

Le point sur lequel j'ai moins de certitudes en ce qui concerne les pensées du général de Gaulle est ce qu'il veut du F.L.N. Je vois très bien ce qu'il ne veut pas. Il ne veut pas lui donner indirectement, avant même que la négociation commence, l'essentiel de ce qu'il demande, à savoir la représentativité. On ne peut pas donner à l'avance ce qui est l'enjeu. Cela exclut-il que l'on discute avec le F.L.N.? Non, dit le général de Gaulle. Seulement, comment discuter sans donner plus ou moins directement cette représentativité ?

M. MICHEL DEBRÉ PRÉSENTANT LE SCEAU DE LA CONSTITUTION
« Si c'est cela l'Anti-France... »
(Agip.)

Mais on en saurait davantage évidemment si — et c'est le second problème — un autre contexte probablement ne l'empêchait d'agir. L'action du général est dominée depuis un an par l'idée d'être, cette fois, l'homme qui rassemble les Français. Pendant quatre ans, de 1940 à 1944, il a été un rebelle et, avant de les rassembler, il a participé à leur division. Aujourd'hui, il veut avant tout les unir et surtout ne pas diviser l'armée. Cela me paraît être un drame de conscience. Non pas, comme vous voyez, une peur des réactions d'ultras dont il serait le prisonnier, mais bien une difficulté intérieure.

Car il est bien visible par ce qu'il a fait en Afrique noire qu'il comprend la force de ces mouvements qu'on appelle « nationalismes », même s'il n'y a pas de nation déjà formée derrière ces mouvements mêmes.

Et d'un autre côté il y a aussi cette réalité, aussi passionnelle que le nationalisme, à savoir l'attachement d'une fraction de l'armée française à la formule « Algérie française ». Cette contradiction qu'il doit ressentir intérieurement lui fait certainement se demander : « Jusqu'où aller sans redevenir l'homme qui divise ». C'est pourquoi je suis parfois pessimiste. Le conflit peut durer.

« La durée de la guerre... »

J. D. — *Sans menaces sur nos institutions ?*

RAYMOND ARON. — En ce qui concerne les institutions et la menace de régime autoritaire, nous avons en ce moment une situation unique, très « française », et à laquelle les étrangers ne comprennent rien. Un homme dispose d'un pouvoir quasi absolu pour les grandes choses et il se trouve que ce même homme a deux sens : celui de la légalité et celui du libéralisme. Il veut gouverner conformément à des lois, aussi les a-t-il créées. Ces lois (constitutionnelles) lui laissent pratiquement une liberté à peu près entière de décision sur les grandes choses.

Mais il n'utilise cette liberté de décision que pour une action du plus pur style parlementaire. Et il n'est pas contestable que son sens de la France lui donne une volonté de maintenir les libertés intellectuelles et publiques qui sont pour lui une partie de l'héritage qu'il veut sauver. Il veut que des hommes comme vous et moi puissions dire que nous ne sommes pas d'accord avec lui.

Ce régime peut continuer la guerre d'Algérie sans donc supprimer nos libertés, pendant un certain temps. Je ne dis pas indéfiniment, bien sûr. Mais enfin, en 1955, nous ne pensions pas que cette guerre pourrait durer jusqu'à aujourd'hui.

Economiquement, la charge n'est pas écrasante tant que nous déciderons de ne pas avoir d'armée en Europe. Mais si nous décidons de dépenser 300 milliards d'investissements dans la Communauté, 300 milliards en Algérie et je ne sais combien pour l'investissement nucléaire et les fusées, cela se paiera en diminution des investissements dans l'industrie française.

D'autre part, la durée de la guerre sécrète elle-même sa propre durée. Plus la guerre d'Algérie durera, plus on se demandera comment on peut revenir à une démocratie normale. Evidemment aussi, il peut y avoir des conséquences politiques issues de la guerre, surtout une cer-

→

LA GRANDE SÉVERINE

ouvre ses salons, sa cave romane et son jardin intérieur au cœur du plus beau Paris. Grillades de viandes, poissons et homards au feu de bois, plats de haute cuisine, vins choisis (et les merveilleuses assiettes froides : Frs. 1.500 ou 2.000 tout compris). Ouvert de midi à 2 h. du matin, tous les jours.

7, RUE SAINT-SÉVERIN
(près de l'Eglise) Danton 15-54

Tout le nettoyage
pour tous locaux, commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
MAR. 47-60 et 61
"L'IMPECCABLE"
101, RUE DES MOINES - PARIS 17e

taine guerre psychologique que l'on prétend livrer. Par exemple, dans la logique de la guerre subversive, un homme comme moi, hostile à la politique menée en Algérie, mais violemment anticommuniste, est plus dangereux qu'un communiste, c'est donc un homme comme moi qu'il faudrait logiquement mettre hors d'état de nuire... Mais ce à quoi je suis le plus sensible, c'est à un certain obscurantisme.

Des Bretons ou des Africains ?

Par exemple, lorsque le Premier Ministre dit que l'avenir de la France dépend de l'Algérie, je n'arrive pas à voir où est le fondement non passionnel de cette formule. S'il s'agit du pétrole ou du gaz du Sahara, il n'est pas démontré, quelle que soit la solution algérienne, que nous ne puissions en avoir le bénéfice, à condition que l'ensemble nord-africain reste dans la zone franc.

Je ne vois pas en quoi la prospérité économique de la France dépend de l'Algérie. Si l'on dit, comme un député U.N.R. qui est venu me voir : « Si nous quittons l'Algérie, il y aura bientôt des rampes de lancement », je réponds : « Si vous avez peur des rampes de lancement, elles sont plus proches de Paris depuis la zone soviétique d'Allemagne que d'Alger ».

Le Premier Ministre imagine-t-il les Barbaresques lorsqu'il assure que la sécurité de la Méditerranée serait menacée ? Ce que je ne peux admettre, c'est qu'on veuille inculquer aux Français cette conviction obsessionnelle : que leur avenir dépend de l'Algérie.

Un journaliste d'Action française (d' « Aspects de la France »), l'autre jour, m'a couvert d'injures. J'ai pourtant été amené à causer avec des maurrassiens qui ont des doutes sur la politique algérienne de la France : jamais les rois de France n'auraient eu l'idée de transformer les musulmans en sujets de Sa Majesté catholique !

Nous avons donné l'indépendance à tous les peuples d'Afrique... sauf aux Algériens. Pour ne pas exclure le droit à la nationalité des Algériens, nous sommes obligés de déclarer qu'ils sont Français. D'où la formule : il faut qu'ils soient des Français, comme les Provençaux et les Bretons. Sans quoi nous serions obligés de leur reconnaître le même droit qu'aux Camerounais et aux Africains noirs.

Ces mêmes gens d'Action française qui, en 1938, trouvaient que les 150.000 juifs de France étaient inassimilables et qu'à aucun degré il ne fallait en faire des citoyens français à part entière, se déclarent aujourd'hui décidés à ce que les neuf millions de musulmans d'Algérie soient des Français à part entière. On ne pouvait pas assimiler 150.000 juifs, dont certains étaient en France depuis plusieurs siècles mais, aujourd'hui, on peut...

« Le plus déprimant... »

J. D. — *C'est extraordinaire. Mais, grâce à cet exemple, vous présentez cela comme un progrès. Je souligne le caractère dangereux de votre exemple.*

Raymond Aron. — Pas du tout ! Je le considère comme un progrès dans le sens de l'acceptation de l'égalité d'êtres humains de toutes les religions et de toutes les races. Et si les Algériens souhaitaient de devenir des Français à part entière, quoi qu'on en ait dit, personnellement je n'aurais aucune objection à ce que la France dépense quelques centaines de milliards par an pour transformer le sort des Algériens. Si les Français le souhaitent et si les Algériens le souhaitent, non seulement je n'ai aucune objection, mais je pense que c'est une tâche assez grandiose. La seule chose qui me paraisse absurde, c'est de vouloir les franciser dans la mesure où une partie importante d'entre eux ne le veulent pas.

Pour moi, le problème décisif est : le nationalisme algérien. Sans nationalisme algérien, tout est possible, y compris l'intégration.

Je ne suis pas adversaire de l'intégration en tant que telle, mais de faire à la fois la guerre et l'intégration. L'un ou l'autre ! Il est impossible de donner aux Français comme objectif: achevez d'abord de faire la guerre au nationalisme algérien et, ensuite, de faire l'intégration. J'ajoute que, personnellement, je suis convaincu qu'au XX[e] siècle, plus nous aurons francisé les Algériens, plus ils demanderont l'indépendance. Mais cela est une autre question, d'une certaine importance, d'ailleurs, pour l'avenir.

J. D. — *...d'une très grande importance, et j'apporte de l'eau à votre moulin, selon un témoignage récent : j'ai eu la visite d'un musulman qui me faisait part de quelques réalisations dans une petite région du département de Constantine. Chaque fois, me disait-il, qu'on construit une école, un hôpital, les gens font des prières pour le F.L.N., sans qui ces réalisations ne seraient pas intervenues.*

Raymond Aron. — Vous avez souvent écrit que les musulmans les moins politisés sont reconnaissants au F.L.N. d'avoir obligé les Français à penser sérieusement le sort des Algériens.

J. D. — *Oui, considérablement.*

Raymond Aron. — Quelle que soit l'issue de ces événements, ce sera la contribution du F.L.N. à la solution du problème algérien. Mais, au-delà de cela, les générations des petits Algériens qui ont aujourd'hui sept, huit, dix ans, et vont passer par les écoles françaises — dans cinq ans même, si l'on suppose que la guerre est finie — se retrouveront nationalistes en fonction du fait que leur niveau se sera élevé et qu'ils auront une volonté de nation. Je ne suis pas sûr qu'ils trouveront leur nation en France. Parce que l'écart est trop grand. La tentative qui eût été parfaitement possible en 1880 est intervenue trop tard, avec la Tunisie et le Maroc déjà indépendants (c'est la perpétuelle tentation pour une fraction de l'Algérie), ne croyez-vous pas ?...

J. D. — *Pour revenir aux menaces qui pèsent sur le régime. Vous ne trouvez pas que la situation impose de préparer une défense ?*

Raymond Aron. — Ce qui me paraît le plus déprimant dans la situation actuelle — et je serais beaucoup plus déprimé si je ne donnais pas la plus grande partie de mon temps à mon enseignement à la Sorbonne et à mon contact avec les étudiants — c'est que l'on ne voit pas ce qu'on peut faire — serait-ce en bien ou en mal — car les partis, l'opinion, représentent très peu de chose. Si l'on voulait avoir de l'influence, il faudrait avoir de l'influence sur les « quelques hommes » et, surtout, sur l' « homme » ! Mais il n'en est pas question. Cet homme sait parfaitement bien ce qu'il veut. Je crois que cet homme préférerait voir une gauche existant davantage, mais c'est une autre question ; ce n'est pas à moi à dire à la gauche ce qu'elle devrait être.

En plus de cela les libéraux, de gauche ou de droite, sont par principe contre le pouvoir personnel. Or, ils sont aujourd'hui dans une situation inextricable. Nous sommes bien dans un régime de pouvoir personnel mais, par une ironie de l'Histoire, l'homme qui a le pouvoir est plus libéral que l'Assemblée élue par le pays. En sorte que les républicains et les libéraux, qui devraient être pour l'Assemblée, la craignent davantage qu'ils ne craignent le Président de la République. Et d'un autre côté, comment, quand on est libéral, se rallier au style Louis XIV ?

« Je suis contre... »

J. D. — *Comment vous situeriez-vous dans la conjoncture présente, s'il vous fallait le faire en quelques mots ?*

Raymond Aron. — Je veux réserver ma liberté de prendre position à propos de chaque problème, selon ce que je crois vrai et utile, sans être tenu à une approbation ou à un refus global. J'ai soutenu la politique économique du gouvernement bien qu'elle fût impopulaire ou peut-être d'autant plus qu'elle l'était. Les moyens choisis par MM. Pinay et Rueff se sont révélés efficaces pour rétablir l'équilibre de la balance des comptes.

Mais il y a, malgré tout, une hiérarchie des problèmes et celui qui domine le destin français aujourd'hui est celui d'Algérie. Je suis résolument contre un gouvernement qui refuse — *par principe et définitivement* — aux Algériens le droit de choisir éventuellement une patrie, droit accordé à tous les Africains. Je suis résolument contre un gouvernement qui tente de convaincre l'opinion que l'avenir de la France se joue en Algérie. Si penser et dire cela c'est appartenir « à l'anti-France », alors j'y appartiens.

Je répète que je connais de nombreuses personnalités, tant dans les administrations qu'au gouvernement, qui ne pensent pas comme M. Bidault. Ont-ils tort ou raison de se déclarer solidaires d'une pacification-guerre qu'ils n'approuvaient pas au temps où ils n'étaient pas encore ministres ?

Quant à moi, je reste fidèle aux opinions que j'ai exprimées dans « La Tragédie algérienne » et dans « L'Algérie et la République », ce que je n'ai nullement rétracté dans le dernier livre, « Immuable et changeante, de la IV[e] à la V[e] République » (mes vraies opinions et non la caricature qu'en ont donnée des polémistes qui ne m'avaient même pas lu). En d'autres termes, je tiens à honneur de tomber sous le coup de la loi que les « nobles » représentants de la France du style de MM. Biaggi et de La Malène ont proposée à l'Assemblée nationale (1).

(1) N.D.L.R. : Raymond Aron fait ici allusion à la proposition de loi déposée conjointement par MM. Biaggi et de La Malène, qui prévoit des peines de travaux forcés pour les journalistes coupables de « démoraliser » l'Armée et la Nation.

FORUM

RETOUR DE VACANCES

par J.-M. DOMENACH

Le véritable commencement de l'année ne se situe pas au 1[er] janvier ; c'est pour chacun le retour des vacances, le moment où il revient au travail avec une forte nostalgie du bonheur. Si la vie quotidienne pouvait ressembler un peu à ces jours de loisir total, si l'esprit pouvait continuer à être libre, le corps à respirer et les hommes à s'entendre comme ils s'entendent dans les jeux !

Mais quand on a joui de l'air, de l'eau, de cette douceur parfumée qui règne sur les routes de France, il faut rentrer dans les villes sans jardins, les usines où les cadences s'accélèrent, les transports interminables, les écoles encombrées... Il y a des gens pour qui ce congé annuel est devenu la seule partie de l'année qui compte ; le reste du temps, ils ne vivent pas, ils préparent leurs vacances. C'est ainsi que le loisir se transforme en moyen d'asservissement : une escapade dans la nature et la liberté, et puis c'est fini, il faut consentir à tout.

La vie libre est dans la mer, dans les prés et les rivières, au sommet des pics... Oui, mais onze mois par an, et pour la grande majorité des hommes de la terre, durant toute l'année, la vie est ailleurs, et c'est elle qu'il faut d'abord gagner, organiser, humaniser. Cent ans de luttes ouvrières nous ont valu ces vacances. Mais ces foules sur les plages, quel avenir se préparent-elles ? Quel avenir pour leurs enfants ? Le même soleil qui les bronze écrase de chaleur les tentes des camps d'hébergement où agonisent les petits enfants. Il n'y a pas de vacances pour la guerre d'Algérie, pas de vacances pour les millions d'hommes qui luttent contre la faim. Et si nous avons le privilège de faire cette halte, c'est aussi pour mieux regarder le destin commun et pour y remettre la main avec une énergie neuve.

Trois semaines, un mois, à voir vivre la France à travers les journaux de province : fête patronale, concours de pétanque, excursion des sapeurs-pompiers, nouvelles des colonies de vacances... à côté de cette vérité heureuse — un peu plus heureuse, dirait-on, chaque année — la politique semble venir d'un monde lointain qui n'appartient pas aux hommes ordinaires. Proclamations, conversations, insurrections, c'est un spectacle sans danger, comme l'orage derrière la montagne. Même le fils du pays qui est tombé en Algérie, l'habitude le récupère et la municipalité l'enterre entre une triple haie d'anciens combattants ; sa place est désormais prévue par décret sur le monument aux morts.

Ce n'est pas que le pays s'assoupisse. On installe l'eau et même, un peu partout, d'affreux éclairages au néon ; bien des fermes se modernisent et il y a dans les villages des maires de trente ans ; la vallée du Rhône elle-même commence à se donner un petit air de Ruhr. Les Français ne dorment pas, mais ils ont renoncé à s'occuper de ce qui échappe à leur prise. Selon l'expression barbare de notre Premier Ministre, le gouvernement a « dépolitisé l'essentiel national », c'est-à-dire qu'il l'a escamoté.

Si l'essentiel national se portait bien pendant ce temps-là, il n'y aurait encore que demi-mal. Mais qu'arrive-t-il à la France en ce mois d'août ? Une rencontre qui n'a pas eu lieu et l'autre qui aura lieu l'atteignent également. Mohammed V est rentré au Maroc sans avoir vu le général de Gaulle : ainsi s'efface, après tant d'autres, un grand espoir. Une solution en Algérie, c'était le premier objectif du gaullisme. Le second était le retour de la France dans le directoire mondial : Kroutchev ira à Washington et, après un petit bonjour à Paris, comiquement transformé en parade protocolaire, Eisenhower discutera avec lui des affaires du monde.

Ces leçons ne suffisent-elles pas ? Il est clair que les nouvelles institutions n'ont presque rien changé aux données de la politique française : la guerre d'Algérie, de victoire en victoire, reste la guerre d'Algérie, et les caprices de grandeur ne suppriment pas les causes profondes de la faiblesse française. Une rumeur d'accusation monte de l'étranger contre la France, souvent chez les moins purs. Mais on aimerait pouvoir se défendre plus aisément. Comment donc est mort Aït Idriss ? On croirait les autorités françaises s'il n'y avait pas eu déjà le « suicide » d'Ali Boumendjel. Le juge Battigne a signé un non-lieu dans l'affaire de « La Gangrène » ; on croirait la justice française s'il n'y avait pas eu déjà l'affaire de « La Question ». On croira les Français lorsqu'ils auront châtié les assassins d'Audin et ceux de M[e] Ould Aoudia.

La France vit sous anesthésie locale, car le reste du monde continue d'être informé, le reste du monde connaît ce qu'on nous cache, et ce n'est pas la bombe du Sahara qui le convaincra que nous menons une politique raisonnable. Une année se termine, une autre va commencer. Comme à la même époque, l'an dernier, on attend la décision de l'Arbitre qui retournera bientôt visiter une Armée qui est toujours maîtresse du destin de l'Algérie.

La France continue de vivre dans l'immédiat ; aucun plan, aucune décision à long terme. Alors qu'il faudrait forcer l'avenir, déterminer des objectifs à la fois réalistes et généreux qui capteraient les énergies françaises et restaureraient notre honneur dans le monde, l'événement nous conduit et il est malheureusement certain qu'une fois de plus il nous dominera, car une nation, pas davantage que ses habitants, ne peut vivre toute l'année en vacances.

J.-M. D.

GANTS — TETINES
+ "OLLA" +
marque mondiale sans rivale
TOUTES PHARMACIES

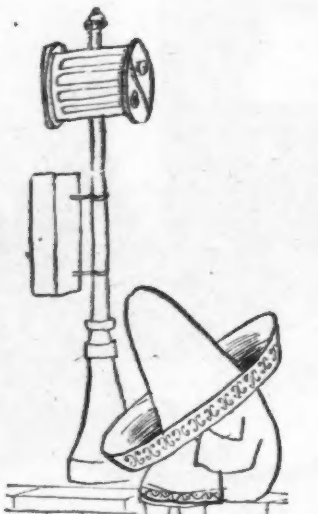
LES TOURISTES A PARIS

par SINÉ

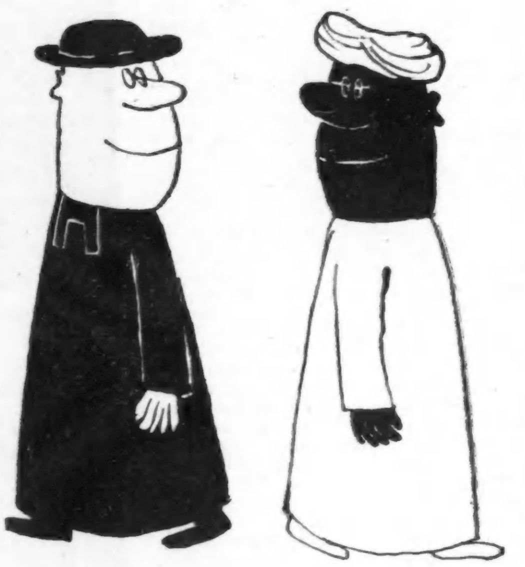
— Porteur !

Deux pailles

— Une langue et un pied pané...



Zone bleue



Rencontre

Emplettes

Distraction

— Une baignoire S.V.P...

PÉTAIN (V)

La fin

● *— Que me reproche-t-on ? — Monsieur le Maréchal, vous troublez la conscience nationale au lieu de l'éclaircir.*

Ami personnel et collaborateur de Pétain, le général Serrigny a consigné au jour le jour ses mémoires, des heures glorieuses de Verdun à la déchéance de Vichy (1). *Voici la fin de son récit.*

PARIS, LE 19 DÉCEMBRE 1942.

J'ai longtemps hésité à donner signe de vie au maréchal lors de mon dernier voyage à Vichy. N'ayant pu lui faire accomplir le mois dernier l'acte de redressement nécessaire, je me trouve désormais en opposition complète avec sa politique. Toute conversation intime est devenue impossible entre nous. Mais l'amitié m'oblige à ne pas l'abandonner au moment où il s'enlise. J'ai donc déjeuné à l'Hôtel du Parc les 17 et 18; à cela se sont bornés nos contacts.

Le pauvre homme ne se rend pas compte de l'état de l'opinion publique à son égard. Les manifestations que lui organisent ses préfets avec des enfants, des bonnes sœurs et quelques imbéciles, lui donnent encore l'illusion de la popularité. Il a confiance dans la durée de son gouvernement, il fait des projets à longue échéance. Ainsi, le 17, il nous a déclaré qu'il modifierait le régime des grandes écoles et l'enseignement de l'Ecole Normale supérieure après la guerre; le 18, il est revenu sur le sujet et a envisagé d'autres réformes éloignées.

Un convive lui ayant demandé quand la guerre serait terminée : « En 1943 », répondit-il. Il croit à la défaite allemande, il me l'a répété maintes fois depuis six mois, et il se jette dans les bras de Hitler ! Cruelle énigme. *A priori*, ni Laval ni lui ne sont atteints d'aliénation mentale. Je cherche des explications à leur conduite et je n'en trouve qu'une seule : l'espoir d'une paix de compromis.

Si cette éventualité se réalisait, ils pourraient peut-être en effet avoir intérêt à ne pas négliger la carte allemande. Ribbentrop, me dit-on, aurait écrit récemment au cardinal Maglione pour le sonder à ce sujet. Serait-ce cette démarche qui aurait troublé le cerveau de nos dirigeants ? Mais comment supposer que la Russie, après avoir sacrifié dix millions d'hommes et la moitié de son territoire européen, accepte, à l'heure où la victoire se range sous ses drapeaux, de renoncer à ses avantages au profit... de ses ennemis !

Laval pense peut-être que les Anglo-Saxons, par crainte de la contagion bolchevique, préféreraient de beaucoup une demi-victoire russe, à un succès retentissant. C'est possible. Mais il se trompe étrangement s'il croit les Russes incapables, à eux seuls, d'abattre Hitler.

Une sérénité déconcertante

Le maréchal ne proteste plus contre les empiétements des services de Laval. La presse de la zone libre elle-même a reproduit d'une façon tendancieuse sa lettre à Hitler sur la reconstitution de l'Armée française ; certaines phrases sont tronquées, certains mots modifiés. Le maréchal envisageait simplement la formation d'un corps de police nationale destiné à maintenir l'ordre au moment de l'évacuation du territoire. Laval et ses séides vont beaucoup plus loin. Leur rêve serait de constituer une véritable armée, capable de figurer sur les champs de bataille aux côtés des Allemands et peut-être aussi de défendre en cas de besoin leurs précieuses personnes contre les représailles de leurs compatriotes. Ainsi s'expliquent les mutilations infligées aux communiqués du chef de l'Etat par la censure de son héritier. Le maréchal grogne, mais capitule.

La conséquence la plus grave des agissements du président du Conseil, c'est le trouble qu'ils jettent dans les consciences françaises. Les Belges, les Hollandais, les Norvégiens, occupés comme nous, mais gouvernés par des gauleiters, connaissent leurs devoirs; ils n'hésitent pas et forment un front unique. Les Français, tiraillés de droite et de gauche, hésitent entre leur sentiment patriotique et leur confiance dans la personne du chef de l'Etat. Les uns vont se faire tuer pour lui, les autres pour de Gaulle. L'anarchie des cerveaux entraînera les pires désordres à l'heure du règlement des comptes.

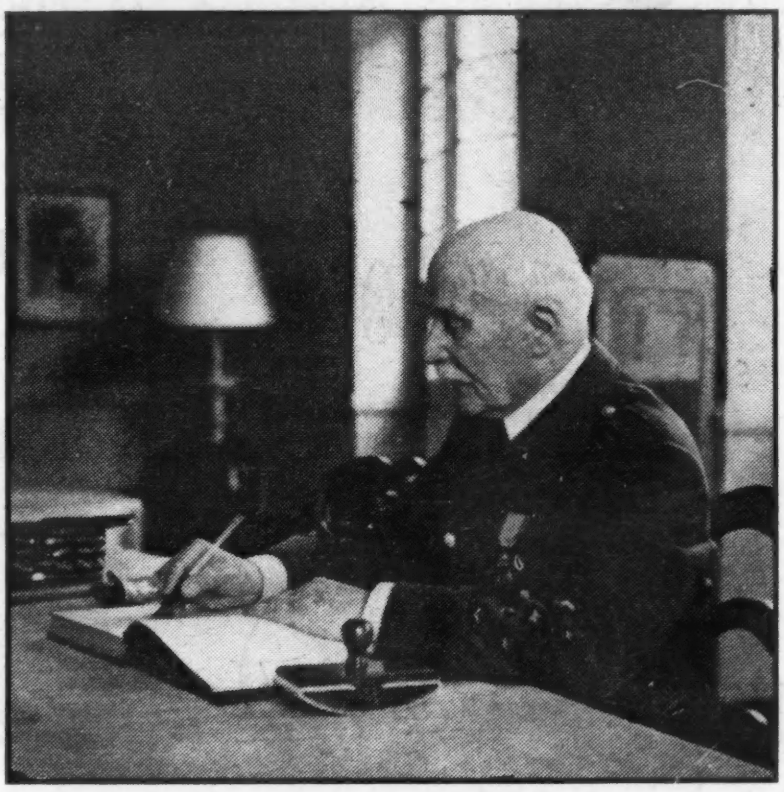
1943,

PARIS, LE 28 JANVIER.

La marche des événements s'accélère, comme je l'avais prédit au maréchal il y a quelques semaines ; lui-même en convient. Voilà les troupes allemandes du Caucase coupées, voilà celles de Stalingrad à bout de souffle !

Dîné à l'Hôtel du Parc. J'ai trouvé le maréchal d'une sérénité déconcertante. Son fidèle Bonhomme par contre était atterré. Nous n'avons pas soufflé mot de politique. Il est inutile maintenant d'essayer de galvaniser ce pauvre vieillard.

Longue conversation avec H. Moisset le 26. Il n'est plus ministre, mais continue à faire des études pour le compte de Laval. « J'accepte avec répugnance, lui dis-je, les dogmes religieux, je crois encore moins aux



VICHY, NOVEMBRE 1943
« Le temps agira, je n'ai qu'à le laisser faire. »

révélations politiques. Quand vous me prescrivez de vous suivre les yeux fermés, je m'y refuse donc, mais par contre, comme je suis de bonne foi, je me déclare prêt à me rendre aux raisons de Laval, si vous me les expliquez clairement ! Je vous pose donc tout d'abord la question suivante : croyez-vous que les Allemands soient perdus ?

— Oui.

— C'est l'évidence même. Pourquoi alors Laval persiste-t-il dans une politique qui, depuis le 11 novembre, n'a plus sa raison d'être et qui trouble profondément la conscience nationale ?

— Vos prémisses sont justes, mais non vos conclusions. La politique de Laval est d'une subtilité inouïe et quand il pourra soulever le voile après la conclusion de la paix, 98 % des Français l'approuveront.

J'essayai d'obtenir tout au moins quelques lueurs sur ce grave problème, mais les phrases de mon interlocuteur, habituellement si claires, étaient aussi embrouillées que celles d'un astrologue. Finalement, j'ai cru comprendre que Laval espérait voir à un moment donné Roosevelt et Churchill, par crainte du bolchevisme, tendre la main à Hitler, afin d'empêcher la vague russe de déferler vers l'Ouest ; il compte jouer dans ce cas le rôle d'intermédiaire.

Que dans quelques années on assiste à un regroupement des puissances, il est facile de l'admettre, mais quant à l'avenir immédiat, il est bien net : les Etats-Unis, l'Angleterre sont absolument d'accord pour pousser la guerre jusqu'au bout. On ne transforme pas le monde en une usine d'armement, on ne fait pas tuer des millions d'hommes pour signer ensuite une paix de compromis ! Si tel est le mirage que poursuit Laval, il est fou.

Petite historiette : M. Horace de Carbuccia, propriétaire du « Journal », et collaborateur impénitent, demandait il y a quelques jours à notre ami commun H. Sévène, de l'inviter à dîner avec moi. Dîner excellent chez Maxim's en cabinet particulier. Pendant quatre heures, nous discutons la situation politique et militaire sans pouvoir nous entendre. En fin de compte, Mme de Carbuccia, qui était présente, me pose une question précise :

— Dans combien de temps finira la guerre ?

— Je n'ose vous répondre n'étant pas devin. Il me semble cependant que l'accouchement normal est de neuf mois. Toutefois, un accident reste toujours possible.

Son mari se retournant alors vers elle :

— Je crois le moment venu de mettre de l'eau dans mon vin.

C'est l'opération qu'exécutent aujourd'hui les collaborateurs prudents... et ils sont nombreux !

9 AVRIL 1943.

Déjeuné à l'Hôtel du Parc avec Scapini et sa femme, le préfet du Tarn et Jardel. Diné avec Angelo Chiappe, René Benjamin et Montigny.

Avant le déjeuner, le maréchal me parle dans le salon (car je me refuse à tout entretien particulier) du bombardement de Paris. Il prétend que les Américains ont lâché leurs bombes au hasard et c'est pourquoi, me dit-il, il a qualifié dans son discours de dimanche à la radio, leur attaque « d'agression totalement injustifiée ». Je lui rétorque qu'au contraire les assaillants ont parfaitement visé les usines Renault, et touché en particulier leurs laboratoires, que d'ailleurs, les Allemands ayant installé de la D.C.A. un peu partout, il était assez naturel que les Alliés tirent contre elle pour s'en protéger. Ce petit fait prouve combien le chef de l'Etat est mal renseigné. Laval dénature les événements suivant les besoins de sa politique. Pétain avale généralement l'hameçon et s'enferre.

Il ne sait rien et n'entend guère que des flatteurs. Le préfet du Tarn lui déclare à table, d'une voix mouillée, que dans son département tous les ouvriers marchent dans son sillage, que le discours de Saint-Etienne constitue leur évangile, que la Charte du travail est un magnifique monument, malheureusement saboté par les patrons. Je me crois obligé d'intervenir pour tempérer l'optimisme de ce haut fonctionnaire.

« En zone occupée, monsieur le maréchal, 95 % des ouvriers vous sont hostiles. Votre discours de Saint-Etienne contient malheureusement quelques phrases qui serviront à provoquer une lutte de classes que vous ne recherchez certainement pas. Quant à la Charte du travail, elle est parfaitement indigeste et ne plaît pas plus aux ouvriers qu'aux patrons. Si on les consultait librement, les uns comme les autres seraient d'accord pour la faire disparaître. »

Mon pauvre préfet paraît assez mal à l'aise ! Le maréchal se tourne alors vers lui : « N'est-ce pas, monsieur le préfet, j'aurais raison de faire pendre ou fusiller le général ? » « Certainement, lui ai-je répondu, monsieur le maréchal, mais vous viendrez ensuite prononcer mon éloge funèbre : ce serait un beau spectacle. »

Le « Cabinet » me raconte que les relations sont de plus en plus tendues entre le chef de l'Etat et son héritier présomptif : les Allemands avaient réclamé que, dans son discours de dimanche, concernant le bombardement de Paris, le maréchal insistât davantage sur la nécessité de la collaboration et affirmât nettement sa position anti-anglo-saxonne. Il a heureusement refusé. Le discours dont il s'est contenté a déjà fait assez mauvais effet !

« Fermez votre porte... »

PARIS, LE 25 NOVEMBRE 1943.

Il y a bien longtemps que je suis allé à Vichy ! Qu'irais-je y faire ? Le maréchal me paraît incapable de secouer la tutelle de Laval et de Ménétrel. Sous leur influence, il s'enlise dans une politique qui lui aliène toutes les sympathies. Ce n'est pas sans raison qu'on lui reproche d'être l'auteur involontaire de la lutte fratricide qui s'étend tous les jours davantage sur le sol de notre malheureuse patrie. Combien de Français servent encore Laval uniquement par fidélité à leur ancien chef !

Un pli d'allure officielle est venu m'apporter à domicile, le 20 novembre, le texte du message, chargeant l'Assemblée nationale de choisir son successeur, qu'il comptait radiodiffuser le 13 novembre, ainsi que sa protestation auprès du représentant Krug von Nidda qui l'en avait empêché.

Sa protestation était conçue dans les termes suivants :

« Une communication du gouvernement allemand demande l'ajournement du message que je dois prononcer ce soir, et M. de Brinon vient de me faire savoir que des mesures militaires seraient prises par les autorités allemandes pour en empêcher l'émission. Je constate le fait et je m'incline. Mais je vous déclare que, jusqu'au moment où je serai en mesure de diffuser mon message, je me considère comme placé dans l'impossibilité d'exercer mes fonctions. »

La lecture de ce papier semblant indiquer une modification d'orientation assez intéressante dans l'âme du grand chef, des amis parmi lesquels Paléologue, de Billy, Dard, Charles-Roux, Noël, m'ont incité à reprendre mon bâton de pèlerin pour aller tâter le terrain et essayer d'enrayer *in extremis* le mal qui nous dévore.

Le 23 novembre, je sortais du bureau du général Campé auprès duquel j'avais été me renseigner au débotté, lorsque je rencontrai le maréchal dans le couloir de l'étage qu'il habite à l'Hôtel du Parc. Il m'accueillit avec son affabilité habituelle, m'introduisit dans son cabinet et s'assit dans un fauteuil à côté de celui qu'il m'avait désigné.

La conversation s'engagea :

« Il y a bien longtemps que je ne vous ai vu. Dans quel état d'esprit arrivez-vous de Paris ?

— Depuis plus de six mois que je n'ai eu l'occasion de vous approcher, monsieur le maréchal, bien des événements intérieurs ou extérieurs se sont produits qui vous ont sans doute permis d'apprécier à sa juste valeur l'expérience Laval. J'ai le sentiment que vous avez assez du personnage et que votre déclaration du 13 novembre, dont je tiens à vous féliciter, est nettement dirigée contre lui.

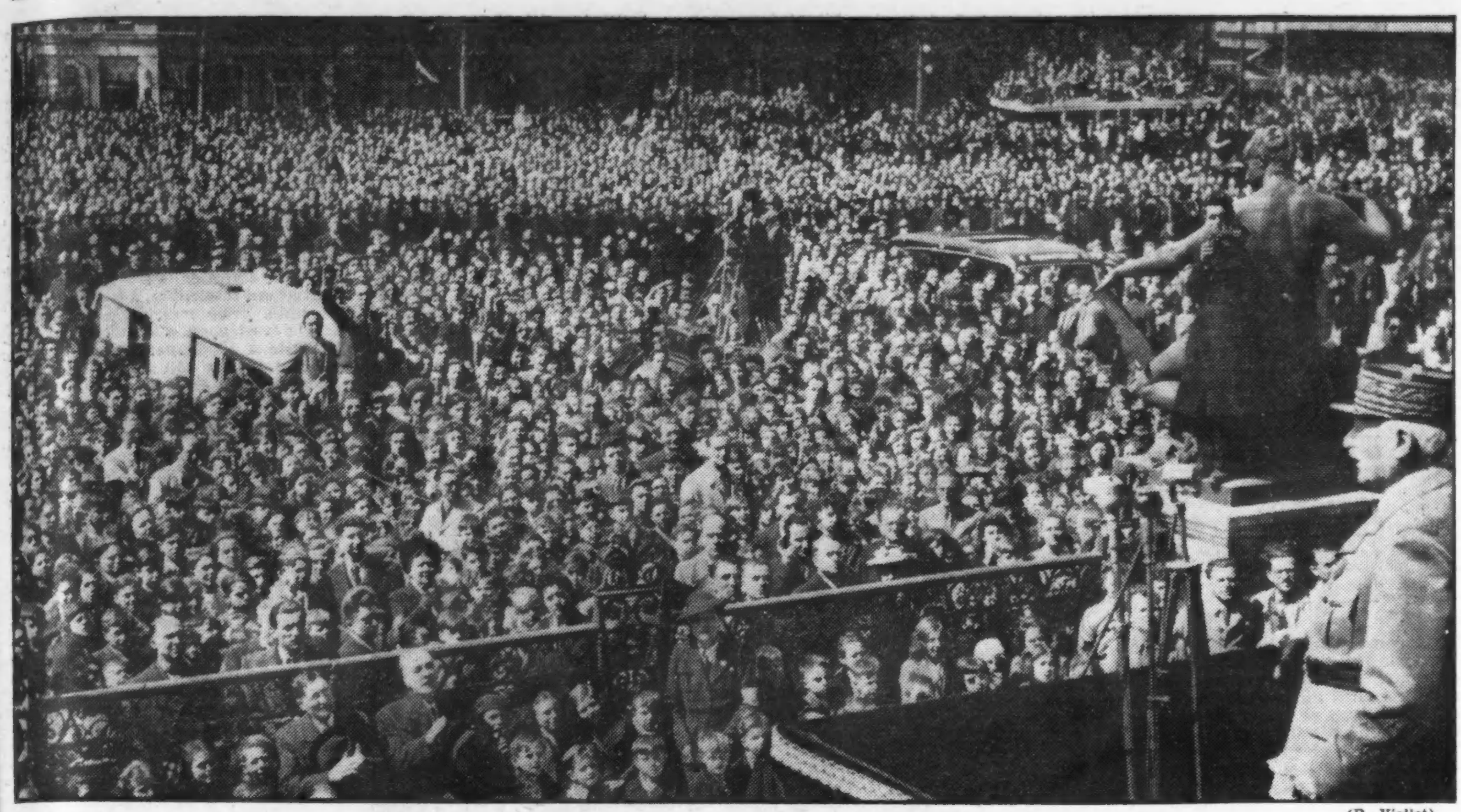
— C'est exact, mais contre de Gaulle aussi. Laval, je dois le reconnaître, a admirablement encaissé le coup. Quand je lui ai présenté mon projet, il n'a pas bronché et m'a répondu qu'il l'approuvait... puis il est allé prévenir les Allemands. »

On sent dans la voix du maréchal une véritable haine contre cet homme néfaste, qui aura été son mauvais génie.

Détail amusant quoique un peu triste : Ménétrel déclare à qui veut l'entendre qu'il n'est pour rien dans son retour au pouvoir.

« J'ai lu votre protestation que vous aviez bien voulu me faire par-

(1) « Trente ans avec Pétain » (Ed. Plon). Voir « L'Express » n[os] 423, 424, 425, 426.



(R. Viollet)

PARIS, AVRIL 1944, A L'HOTEL DE VILLE.
« Combien de Français ont servi Laval par fidélité à leur ancien chef ? »

venir. Mais qu'allez-vous faire maintenant ?

— Rien. Je me consière comme prisonnier, je ne signe plus aucun papier.

— Vous vous considérez peut-être comme prisonnier, mais le public n'en a nullement l'impression, et vous auriez grand intérêt à la lui donner. Vous allez publiquement à la messe tous les dimanches ; vous recevez des délégations ; Laval vous rend compte des délibérations de son Conseil. Ce n'est pas ainsi qu'agit le roi des Belges, aussi a-t-il tout son pays derrière lui. Fermez votre porte à moi comme aux autres. Le plus grand bonheur qui puisse vous échoir, c'est d'avoir un factionnaire allemand montant la garde devant l'Hôtel du Parc !

— Peut-être ; mais, pour le moment, je dois me montrer, sans quoi l'on dira que je suis malade.

— Vous avez fait un geste utile en fixant les conditions de votre succession, mais ne comptez-vous pas aller plus loin ? Les événements vous offrent peut-être une dernière chance de salut. Certes, depuis un an, Laval a commis toutes les erreurs possibles et votre réputation personnelle en a singulièrement souffert. Heureusement pour vous, certains gestes du Comité d'Alger, le choix de ministres plus ou moins tarés, les exécutions sommaires, le rapprochement avec Moscou n'ont pas enchanté la masse de la population. Un geste d'énergie vous rallierait bien des suffrages.

« Que risquez-vous ? »

» Vous ne pouvez pas continuer, d'ailleurs, à patronner une politique que réprouve le pays. Beaucoup de braves gens s'y sont ralliés par confiance en vous ; ils ont fait taire leurs répugnances à cause de vous ; aujourd'hui, ils sont fusillés et rançonnés à cause de vous. Vous troublez la conscience nationale au lieu de l'éclaircir. Le moment est venu de vous ressaisir, de renvoyer Laval et de restaurer une politique nationale. L'entente de Montoire ne nous a pas été imposée ; elle représente un acte bilatéral que vous pouvez rompre comme les Allemands. Ceux-ci n'auront rien à dire si vous constituez un gouvernement ayant comme programme l'application stricte des clauses de l'armistice ou tout au moins de ce qui en reste après l'occupation totale du territoire. Que risquez-vous? De voir vos ministres fusillés ? Peu importe. Choisissez des hommes capables de donner leur vie au pays ; vous en trouverez. D'être vous-même emprisonné ? Vous reconstitueriez l'unité française.

— Vous n'y pensez pas. J'ai reçu une lettre de Berlin, me menaçant de l'envoi d'un gauleiter, si je me séparais de Laval. Songez aux souffrances qui en résulteraient pour les Français.

— Vous pensez trop aux Français et pas assez à la France, monsieur le maréchal ! Ne croyez-vous pas, d'ailleurs, que Hitler serait bien embarrassé s'il se voyait obligé de donner suite à ses menaces ? Actuellement, on compte déjà les fonctionnaires qui obéissent sans réticence aux ordres de M. Laval. Que demain un gauleiter le remplace, aucun préfet, aucun magistrat, aucun fonctionnaire, aucun gendarme n'acceptera de collaborer avec lui ; pour qu'il puisse gouverner, il devra donc commencer par importer deux cent mille fonctionnaires du Reich. L'Allemagne peut-elle se payer ce luxe ? A-t-elle intérêt à exacerber nos sentiments nationaux ? Je ne le pense pas. Cette menace est un bluff.

— Je crois à sa réalité et c'est pourquoi je garde Laval. Ce n'est pas de gaieté de cœur ! Mais je veux éviter à mes compatriotes le plus de souffrances possible.

— Vous leur éviterez peut-être des souffrances matérielles, mais vous accroîtrez leurs souffrances morales, ce qui est beaucoup plus grave. Les divisions que vous avez créées, Laval et vous, en vous obstinant dans la politique de collaboration, les cas de conscience que vous avez fait naître dans des cœurs profondément patriotes, les crimes qui en sont aujourd'hui la suite naturelle, la guerre civile qui en sortira peut-être demain, voilà des conséquences bien plus effroyables pour le pays que la faim ou la schlague allemande ! L'union ne se rétablira qu'à ce prix. Un peuple qui ne mange pas de la vache enragée est incapable de se redresser.

— Peut-être avez-vous raison. C'est le temps qui agira ; je n'ai qu'à le laisser faire.

— Hélas ! que de mal aura été fait en France, lorsque vous vous rendrez compte de la situation réelle du pays, il sera alors trop tard pour agir. »

Vingt heures trente sonnaient au moment où le maréchal s'est levé pour aller dîner avec Bernard Fay, qui s'est montré brillant causeur. Après le repas, il s'est endormi.

1944,

PARIS, LE 21 MAI

La rumeur publique affirme que le maréchal, depuis son arrivée à Voisins, se trouve privé de toute communication avec l'extérieur. Décidé à contrôler le fait, je téléphone à son officier d'ordonnance, le colonel de Longueau de Saint-Michel que j'eus au bout du fil après quelques minutes seulement d'attente. Bref, le maréchal nous invita à déjeuner, le général Anthoine et moi, pour le surlendemain 19 mai.

La maréchale regrette Vichy

Quand nous descendons de voiture, Pétain se jette dans nos bras, nous embrassant avec émotion. Ce geste ne lui est pas familier. Quelle en est la raison ? Nous serions, paraît-il, les premiers de ses amis qu'il aurait vus depuis son internement. Le mot n'est pas trop fort. Il n'est pas venu en effet à Voisins de son plein gré. Sa femme me racontera quelques instants plus tard leur odyssée : ils ont quitté Vichy en quelques heures, accompagnés du secrétaire général de Longueau et de Ménétrel, entourés de dix-huit motocyclistes de la Gestapo, qu'en cours de route des policiers français ont remplacés. Le convoi est arrivé à l'improviste à Voisins, si bien que le maréchal a dû attendre dans la cour que les occupants allemands aient bien voulu évacuer le château.

Nous nous promenons dans le parc jusqu'à l'heure du déjeuner. Pas un mot de politique.

Au repas assistent, outre Longueau et Ménétrel, MM. R. Lachal, directeur général de la Légion française des Combattants, et Palanque, son délégué pour la région toulousaine, qui continuent à venir prendre les instructions du maréchal. Celui-ci s'est, en effet, réservé la direction de la Légion, ou plus exactement Laval a consenti à lui laisser ce jouet sans danger pour lui.

La maréchale se plaint à moi de son installation fort peu confortable. Le château possède une seule salle de bains, réservée naturellement à son mari ; pas d'eau courante dans les chambres, pas même de... bidet. Bien qu'elle sorte en voiture tous les jours, elle semble s'ennuyer profondément : elle regrette Vichy !

Quant au maréchal, les Allemands l'incitent à aller parader dans les villes sinistrées, comptant sur sa popularité pour retourner les sentiments des foules ! Ils se trompent d'ailleurs complètement. Le maréchal est bien accueilli partout. La plupart des habitants considèrent ce « bel et auguste » vieillard comme irresponsable des actes de Laval. Ils lui savent gré d'être resté parmi eux, mais c'est vers de Gaulle et les Anglais que se tournent tous les cœurs.

Pétain est parfaitement intoxiqué. En voici la preuve. La conversation tombe, au cours du repas, sur Henriot ; il nous en fait le plus grand éloge ! Je ne peux m'empêcher de lui répondre que je considère cet orateur plein de talent comme un besogneux, un déséquilibré (un membre de sa famille n'a-t-il pas fini, avant la guerre, sur les bancs de la Cour d'assises !), un homme capable de toutes les palinodies. Ne brûlait-il pas hier ce qu'il adore aujourd'hui ? Le plus clair résultat de son action est de diviser les Français. Aussi porte-t-il une large responsabilité dans l'extension de la guerre civile qui désole la France !

Je suis heureux d'entendre M. Lachal déclarer : « Nous sommes tous de l'avis du général, à la Légion ». Le maréchal ne répond pas... Ménétrel lève les yeux au ciel. Depuis peu, il est devenu anticollaborateur à tous crins ! La conversion est un peu tardive.

« Aucune importance »

J'ai nettement l'impression que le chef de l'Etat ne jouit plus de toute sa lucidité d'esprit. Il nous en a donné une nouvelle preuve au cours de l'après-midi : l'amiral Esteva, descendant de voiture, était venu se joindre à nous. Ce brave marin est beaucoup plus célèbre parmi ses camarades par le soin avec lequel il a conservé toute sa vie sa virginité que par l'envergure de son esprit. C'est un naïf dans toute la force du terme ! J'étais en train d'interviewer le maréchal sur les raisons certainement très puissantes qui l'avaient décidé à prononcer à la radio, au lendemain de son voyage à Paris, un discours nettement germanophile : « J'y ai été obligé, me répondit-il. Les Allemands m'ont assiégé pendant des semaines. A la longue, j'ai dû capituler. Mais, d'ailleurs, que me reproche-t-on ?

— Avant tout, d'avoir dit que les Allemands protégeraient la France.

— Mais c'est que je le pense.

— Peut-être, et même quand vous me le dites, je ne le crois pas. En tout cas, les Français ne demandent nullement à être protégés de cette manière.

— C'est possible, ajoute Esteva, se mêlant à la conversation, leur opinion n'a aucune importance ! ».

C'est sur cette profonde pensée que nous avons quitté le maréchal... probablement pour toujours.

[*Ainsi s'achèvent les Mémoires du général Serrigny. En appendice, le livre contient la déposition faite par l'auteur le* 2 *août* 1945 *devant la Haute Cour de Justice. Elle ne comporte aucun élément supplémentaire et pourrait se résumer en cette phrase terrible, prononcée par le général Serrigny :*

« Reconnaissez, messieurs, que son attitude a épargné quelques souffrances matérielles aux Français. »]

Les Mémoires du général Serrigny sont publiés aux éditions Plon sous le titre « Trente ans avec Pétain ».

EST-OUEST

La tentative yougoslave

Après avoir visité l'Allemagne de l'Est (1), Michel Bosquet vient de passer un mois en Yougoslavie. A la veille de la rencontre Kroutchev-Eisenhower, ces deux voyages permettent une comparaison intéressante sur deux expériences communistes. Voici, sur la tentative yougoslave, le reportage de Michel Bosquet :

UN communisme libéral est-il possible ? Je me posais la question, en rentrant d'Allemagne de l'Est. J'y avais recueilli l'impression que le socialisme, dans sa phase d'édification, comporte nécessairement une certaine uniformité, la crispation dans l'effort, le nivellement des goûts, l'omniprésence des impératifs collectifs, la grisaille des façades et des vitrines.

— *Venez voir chez nous,* m'a dit un ami yougoslave.

J'ai accepté, sceptique. Comment la Yougoslavie serait-elle vraiment libérale ? Son niveau de vie est inférieur de moitié à celui de l'Allemagne de l'Est. Celle-ci est hautement industrialisée, elle a l'une des plus vieilles traditions ouvrières. La Yougoslavie, en revanche, n'a construit ni routes, ni usines, ni barrages, ni chemins de fer (pas un seul barrage, pas une seule usine) de 1918 à 1945. Elle émerge à peine du sous-développement et sa production croît à un rythme proprement stalinien : plus de 13 % d'accroissement annuel du revenu national, l'un des taux les plus élevés du monde.

Planifier une croissance pareille, lorsqu'on manque de cadres et d'ouvriers qualifiés ; moderniser une agriculture et une infrastructure parmi les plus retardataires d'Europe ; reclasser les 290.000 ruraux qui quittent chaque année les campagnes pour les villes (pour la France, plus de deux fois plus peuplée, ce chiffre n'est que de 50.000), tout cela ne devait pas aller sans contraintes et sans tensions visibles, sans pannes et sans engorgements dans le système de production et de distribution, sans résistances psychologiques appelant une surveillance sévère.

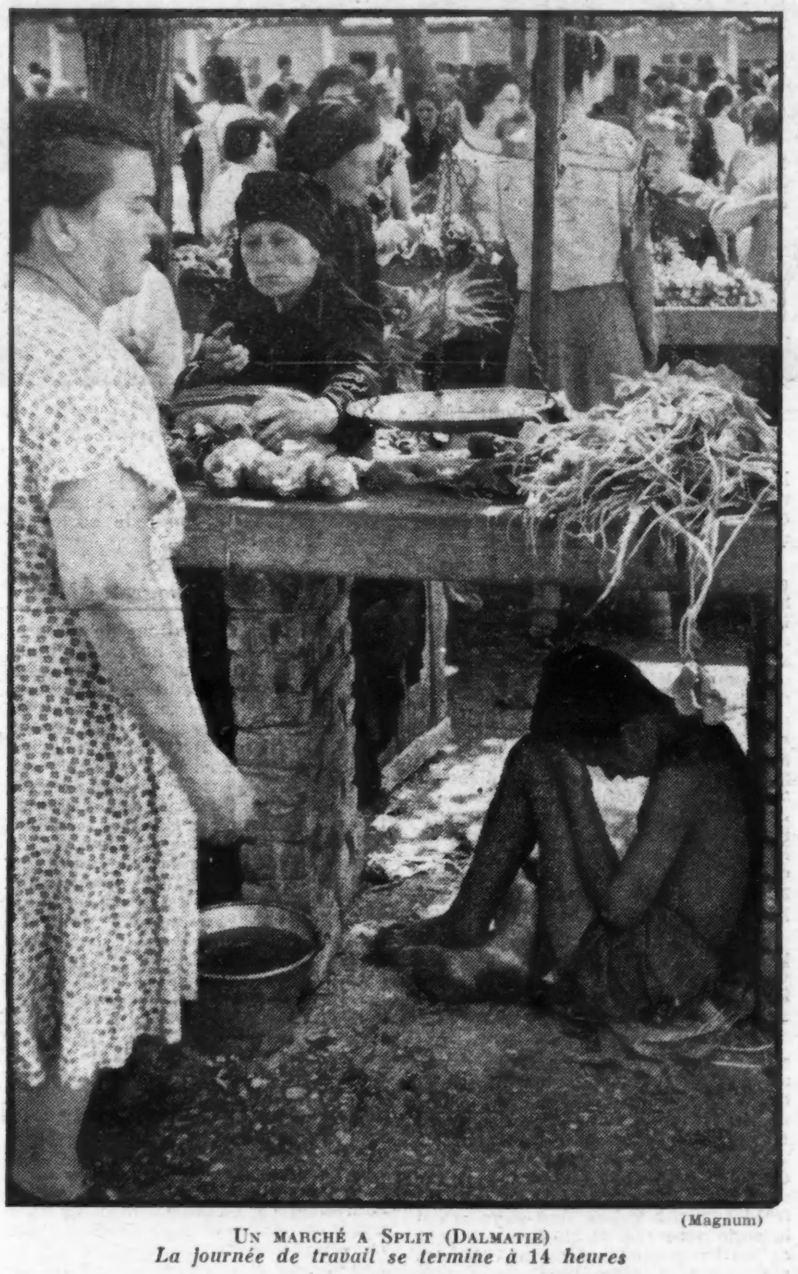
Un socialisme discret

Or je viens de passer un mois en Yougoslavie, j'y ai parcouru 3.000 kilomètres sur des routes qui valent largement celles d'Espagne (elles ne sont vraiment mauvaises que lorsque des équipes de terrassiers viennent de dynamiter la voie pour en faire une autostrade) ; j'ai vu des usines ultra-modernes et d'autres vétustes, des exploitations agricoles coopératives et privées, des professeurs, des fonctionnaires, des employés. Et je reviens stupéfait.

Le socialisme ? Il me sautait aux yeux en Allemagne de l'Est : c'étaient les banderoles rouges, les slogans, le productivisme, le plan affiché partout, la certitude, du haut en bas de l'échelle, d'aller dans le sens de l'Histoire et de détenir le Vrai et le Bien.

En Yougoslavie, au contraire, du haut en bas de l'échelle, je n'ai trouvé trace de forfanterie. Pas même chez Rade Kontchar, l'une des plus grandes entreprises yougoslaves où des ouvriers et techniciens, tous formés depuis la guerre, construisent tout l'équipement des centrales hydro-électriques qui surgissent aux quatre coins du pays. Pas même à Jablanica, la plus grande centrale yougoslave (six alternateurs de 180 MVA chacun ; 720 millions de kWh par an), où l'on s'est bien gardé de me préciser que la puissance installée de cet ouvrage était le double de celle de la plus grande centrale française. L'ingénieur qui m'a fait visiter les installations était pourtant fort bien au courant de ce fait : il venait de visiter tous les barrages de France. Seuls ses yeux brillaient quand, d'une voix calme, il m'expliqua que les mêmes jeunes ingénieurs qui avaient réalisé Jablanica construisaient, en moitié moins de temps, un ouvrage trois fois plus important dans la vallée de la Trebsrica, et que des alternateurs d'une puissance unitaire quatre fois plus grande y équiperaient les chutes.

Mais les Yougoslaves, dans leur immense majorité, ignorent ces prodiges. Je n'ai pas vu une seule affiche, pas une seule banderole à la gloire du Plan ; pas trace de jargon « marxiste » ni de sujet tabou chez mes interlocuteurs les plus « engagés » ; pas de solution de continuité entre le présent et l'avenir, donc pas de fétiches.



(Magnum)

UN MARCHÉ A SPLIT (DALMATIE)
La journée de travail se termine à 14 heures

En réponse à mes questions générales, c'est toujours aux problèmes concrets et humains, aux risques d'erreur, aux insuffisances présentes, aux contradictions inévitables que mes interlocuteurs m'ont ramené. Un amour aussi modeste et scrupuleux de la vérité, autant de détente, de bonne humeur et de fantaisie dans les rapports humains, c'était bienfaisant après le pathos visionnaire des Allemands.

« Où est la dictature ? » me demandais-je en pénétrant, après dix jours de voyage, dans l'hôtel Métropole, à Belgrade. Cet édifice impressionne les touristes les plus blasés (c'est, paraît-il, l'un des plus beaux d'Europe) : blanc, élancé, 400 chambres, dix étages ; au bas de la rampe d'accès, une naïade en bronze, l'épaule droite caressée par un jet d'eau. Portes en bois noble, tapis moelleux, murs ornés de tableaux à moitié abstraits, de mosaïques, de vitraux de couleur. Un bon goût aussi discret témoignait, me semblait-il, de la liberté laissée aux artistes, artisans et décorateurs.

Je fais part de cette impression à mon premier contact belgradois.

— *Nous, libres ?* dit-il. *Savez-vous que le salaire moyen, chez nous, est de* 15.000 *dinars, qu'un ingénieur en gagne* 30.000 *seulement et un chargé de cours à l'Université* 28.000 ? (2) *Et avez-vous remarqué nos prix ? Si, pour manger, vous dépensez deux à trois fois moins de dinars que de francs, pour tout le reste — habillement, chaussures, équipement électro-ménager — vous devez dépenser autant de dinars que de francs chez vous. Notre niveau de vie est deux à trois fois plus bas que le vôtre. La voiture la moins chère coûte* 800.000 *dinars. En France, je pourrais m'en offrir une. Ici, non. La liberté, c'est pour après-demain.*

Propos significatif, pour qui revient d'Allemagne de l'Est. Làs-bas, grâce à une relative opulence, les libertés matérielles existent ; mais les libertés intellectuelles font défaut. En Yougoslavie, c'est l'inverse : la pauvreté, sans jamais aller (comme en Espagne) jusqu'à la misère, est souvent oppressante. La liberté intellectuelle, en revanche, est totale, mon hôte me l'affirme : il est peintre (abstrait), il peint ce qu'il veut, expose où il veut, se moque de la politique, gagne des premiers prix, vend ses toiles 100.000 dinars.

Une foule méditerranéenne

Autre différence immédiatement sensible : en Allemagne de l'Est, j'avais affaire à une société industrielle, avec ce que cela implique de discipline et de hiérarchie dans le travail, d'uniformité dans la production de masse. Ici, j'ai affaire à un peuple composé en majorité de paysans et d'artisans, à un peuple méridional, au surplus, dont la planification, décentralisée à l'extrême, respecte la diversité, l'art de vivre et le sens du beau.

Il suffit de regarder les vitrines pour s'en rendre compte. Les magasins de meubles de Zagreb, Belgrade, Sarajevo (avec sa nouvelle ville toute en H.L.M. aux teintes pastels) sont arrangés avec un goût qui rappelle Paris, rive gauche. A Smederevo (20.000 habitants), je compte dix-neuf modèles différents de chaussures pour homme, dont certaines tendent vers le style italien, dans l'étalage d'un magasin « Prolétaire ». Les coffrets des cinq marques d'appareils de T.S.F. (16.000 à 65.000 dinars), l'émail et le chrome des cuisinières électriques (35.000 dinars pour une « trois feux » avec four) sont d'un goût et d'une finition irréprochables. Les pots de confitures et bouteilles d'alcool, objets ennuyeux par essence, sont présentés aux passants avec le même art que place de la Madeleine.

L'architecture, généreuse, aérée, est à l'avenant. La pompe massive de l'époque stalinienne n'a produit qu'un seul grand immeuble, à Belgrade. Pour le reste, cette métropole trente-deux fois dévastée en six siècles (elle fut détruite à 40 % pendant la dernière guerre) mérite son nom : Ville Blanche. Larges artères au néon, parterres de fleurs de Terazije, audace dans le modernisme et, entre les blocs d'immeubles neufs, des petits passages, des placettes, des arbres, des bancs publics pour rendre les rues habitables.

De fait, la foule y habite, et pas seulement aux terrasses des cafés : elle prend possession des rues, en cet après-midi de juillet et (tout comme à Zagreb ou à Zadar) pratique une sorte de « paseo » espagnol. La journée de travail s'est terminée à 14 heures (elle a commencé à 6 heures pour les ouvriers, 7 heures pour les employés, interrompue seulement par une pause de 30 minutes). Complices des promeneurs, des municipalités interdisent aux véhicules les plus belles artères durant les heures non ouvrables.

Nulle part en Europe, je n'ai trouvé pareille prise de possession de l'environnement par les hommes : non seulement le long de la côte adriatique, mais aussi bien en Croatie du Nord qu'en Serbie, les pêcheurs dans leurs barques, les ouvriers sur leurs chantiers et les paysans aux champs se mettent torse nu dès que le soleil brille. Les étudiantes, sur un chantier de jeunes près de Belgrade, travaillent en culotte et en soutien-gorge. Des bateliers, sur la côte, passent leur journée en slip et les clients des hôtels voient apparaître, à l'heure de la relève, le personnel hôtelier sur les plages publiques ou « privées ». Ils retrouveront d'ailleurs souvent ce même personnel, le soir, au dancing de l'établissement.

Les écrivains d'usine

Pas de barrières de classe, pas d'inhibitions : le rapport des Yougoslaves à leur pays tient de l'amour charnel.

Cet air de liberté, j'ai cru le sentir encore aux devantures des librairies. La première que j'étudiai, place de la République, à Zagreb, me surprit au point, après mon contact avec la censure est-allemande, que je notai au hasard les titres : il y avait Benedetto Groce à côté de Lukacs et de Lounatcharski, Kant, Hegel et Freud à côté de Sartre (« Les Chemins de la Liberté »), un ouvrage de Cornu (éminent « marxologue » français) à côté des œuvres de jeunesse de Marx, d'un roman (« Studs Lonigan ») de James T. Farrell et de « L'Histoire de la Sexualité » de Morus. Des éditions de poche offraient « Contrepoint » de Huxley pour 200 dinars, « Manhattan Transfer » de Dos Passos pour 100 dinars, Tolstoï, Gorki, Balzac, Maurois, Kleist, Lacretelle, Simenon, etc., pour 140 à 180 dinars.

Je cherche en vain le « réalisme socialiste ». Dans les bureaux des ministères, les escaliers des usines, les couloirs des hôtels (l'hôtel Jadran, à Makarska, tient de la galerie de tableaux), le post-impressionnisme règne en maître. Devant certaines maisons des syndicats, je trouve, à la place de la force massive du Travailleur triomphant, la grâce d'une statue de jeune femme nue. Le premier prix d'art dramatique, cette année, est allé à la troupe qui a monté « Fin de partie » de Beckett, et comme je m'en étonne, un militant communiste, à Sarajevo, prend vigoureusement la défense de cette pièce.

« La censure ? C'est moi ! », me dit en riant le directeur littéraire d'une maison d'édition. C'est un ancien surréaliste, traducteur de poètes modernes. Les « écrivains d'usine » ? Personne n'y songe. Il m'explique qu'un jeune auteur, lorsque son manuscrit est accepté, touche un forfait de 15.000 dinars par placard de seize pages, soit environ 300.000 dinars pour la première édition de son livre. Un auteur connu touche le double ou le

(*Suite page* 17)

(1) Voir « L'Express » nos 415, 416, 417.

(2) Au cours touristique, 100 dinars valent 120 francs.

Supplément pratique 4 pages

MADAME EXPRESS

Le tricot n'est pas un « sport » de vieille dame (voir pages II et III)

Cette semaine Madame Express a :

● ***Apprécié*** le nouveau conditionnement de l'huile d'olive qui existe maintenant sous berlingot de matière plastique. Chaque berlingot contient la dose nécessaire pour une salade. Très commode pour les célibataires qui font peu de cuisine et ne veulent pas encombrer leurs placards, souvent réduits, avec une bouteille qui dure plusieurs mois (« Louis d'or », 30 francs, rayon d'alimentation du Bon Marché).

● ***Admiré*** un poste de télévision portatif. L'appareil pèse 15 kilos environ et peut se transporter comme un électrophone. Il fonctionne sur 110 ou 220 volts, possède une antenne intérieure mais se branche également sur une antenne de toit, ce qui garantit une bonne réception. L'écran mesure 36 cm de rayon, et six réglages différents sont prévus selon la station émettrice la plus proche (Paris, Lille, Marseille, etc.). Ce nouvel appareil tentera soit les heureux propriétaires d'une maison de campagne qui pourront l'emporter en week-end (quitte à installer une antenne sur la maison), soit les amoureux de leur intérieur qui redoute de déparer l'harmonie de leur pièce de séjour en y installant un poste fixe, ils pourront en effet le ranger dans un placard une fois l'émission terminée (marque « General Electric », 140.000 francs, en vente à Musica Madeleine, 19, place de la Madeleine, et chez les dépositaires de cette marque).

● ***Trouvé*** au moment des grandes décisions de rentrée, une école pratique pour les jeunes filles arrivées en fin d'études secondaires et qui veulent perfectionner leur culture générale sans entreprendre des études supérieures (ou avant de les commencer). Pendant une année de « propédeutique pratique » elles recevront :

— une formation technique à la vie quotidienne (diététique, puériculture, sciences de la maison) et sociale (enfants, budget, assurances, législation, vie civique) ;

— une formation générale : littérature française et étrangère, arts, langues étrangères, etc., etc.

Le bachot n'est pas nécessaire, les cours durent une année et débuteront le 1er octobre. Prix : 25.000 francs par trimestre. (Centre de formation aux responsabilités de la vie quotidienne, 37, boulevard d'Auteuil à Boulogne, Seine).

● ***Appris*** qu'une nouvelle forme de publicité va faire bientôt son apparition en France (probablement en mars prochain). A cette époque, chaque fois qu'on appuiera sur un bouton de « jukebox » pour écouter un disque, on risquera d'avoir la surprise de déclencher d'abord un disque publicitaire qui ne durera pas moins de 30 secondes ! Des essais ont déjà été effectués dans une quinzaine de cafés parisiens et 800 interviews ont été effectuées pour connaître les réactions du public. On a l'intention de mettre ainsi en service 5.000 jukeboxes publicitaires (sur 17.000 actuels).

ENSEIGNEMENT

« Il ne suit pas »

● ***Grâce aux « classes de rattrapage » un enfant en difficulté peut retrouver en un an le cours normal de ses études.***

S'IL est toujours bien plus souhaitable de poursuivre une scolarité normale et de « monter » classe après classe à chaque rentrée scolaire, être un écolier légèrement en retard n'est plus une catastrophe depuis que l'on a créé des classes dites « de rattrapage ».

Pas de plus sûr moyen de devenir définitivement un « cancre » que de tripler ou même parfois quadrupler (cela se voit) une classe. Le désastre n'est pas seulement psychologique, il est aussi intellectuel : dans une classe de quarante — parfois cinquante — élèves, l'enfant qui ne suit pas n'a pratiquement aucune chance de rattraper son retard : quelle que soit leur bonne volonté, les maîtres n'ont pas le temps de se pencher à fond sur les cas trop « particuliers ».

Restait à essayer la formule des classes à petit effectif où chaque enfant dûment « testé » est placé dans un groupe de niveau, ce qui permet, en le suivant de très près, de reprendre à la base ses lacunes.

Une des premières expériences dans ce sens fut faite vers les années 50 dans une petite école privée (et non confessionnelle), l'Ecole en Marche, filiale de la Petite Ecole Nouvelle, déjà bien connue pour ses méthodes modernes.

A la rentrée de 1949, un afflux d'enfants envoyés par des centres psycho-pédagogiques se présentent à la Petite Ecole.

— *Pourquoi retirez-vous votre enfant de l'école où il était ?* demandait-on aux parents, lesquels répondaient invariablement :

— *Parce qu'il (ou elle) ne suit pas.*

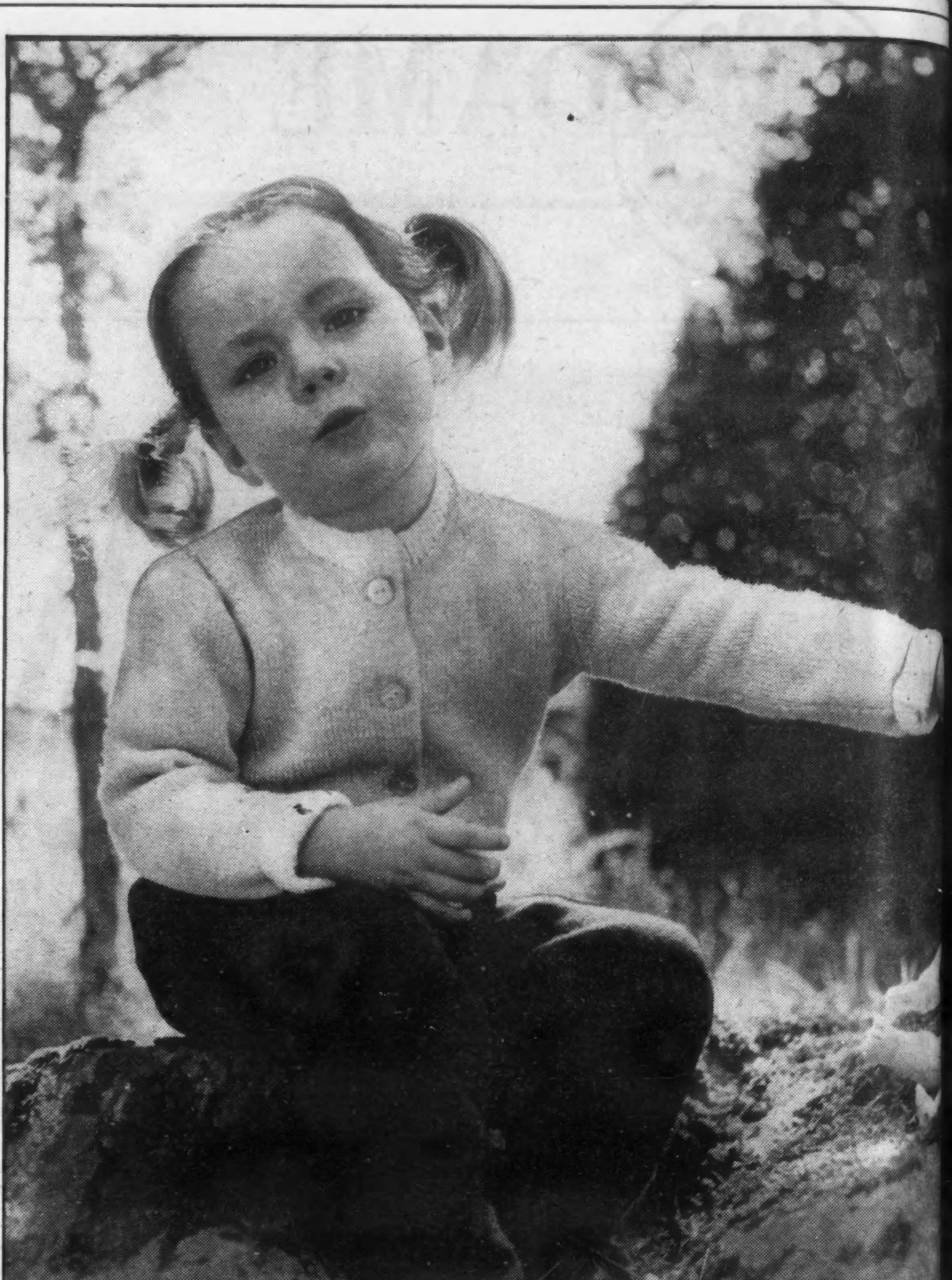
Mais il y a beaucoup d'explications possibles à un fait aussi brut : l'enfant peut ne pas être intelligent, il peut aussi être extrêmement intelligent mais pas intéressé par les méthodes scolaires utilisées avec lui, il peut enfin présenter un problème caractériel ou affectif.

Pas d'isolement

Avant d'accepter les nouveaux venus, l'Ecole en Marche leur fait donc subir un premier test : aucun enfant dont le quotient intellectuel est inférieur à 100 (c'est-à-dire intelligence moyenne) n'est accepté. Puis on applique la méthode de rattrapage à la fois scolaire et psychologique :

1) L'enfant n'est pas mélangé à ceux qui sont plus forts que lui. Il ne risque pas ainsi de jouer l'éternelle lanterne rouge de la classe. Il n'est cependant pas « isolé ».

2) Répartition des élèves par « groupe de niveau » (quel que soit l'âge) dont le nombre de participants peut varier de deux à douze au maximum.



UN CARDIGAN CLASSIQUE
A la main : 650 fr. ; tout fait : 1.500 fr. A vous de choisir.

3) Rapports personnels développés avec la maîtresse que l'on appelle par son prénom dans les plus petites classes (mais que l'on vouvoie) et avec les camarades. Formation d'équipes pour assumer de petites tâches (distribution des cahiers, remise en ordre de la classe, etc.).

4) Utilisation des « méthodes actives » : fiches, recherches personnelles, dessins d'expression libre, calcul appliqué.

5) Programmes aussi proches que possible du programme normal de la classe à laquelle l'enfant devrait appartenir.

6) Enfin, « contrôles scolaires » réguliers pour mettre l'enfant en compétition avec les élèves des classes parallèles normales et établissement d'un classement général. Les parents et les maîtres peuvent ainsi, plusieurs fois par an, apprécier les résultats acquis et mesurer la vitesse plus ou moins grande du rattrapage. Il n'est pas rare, en fin d'année, de voir des élèves de classes de rattrapage se classer très honorablement parmi leurs camarades des classes normales. La « cure » est alors terminée et à la rentrée scolaire suivante, l'enfant rejoindra la classe supérieure ordinaire.

Dix ans d'expérience

Depuis près de dix ans, cette méthode expérimentée à l'Ecole en Marche a fait ses preuves. Certains enfants, arrivés avec l'air totalement absent, qui n'ouvraient pas la bouche, sont actuellement de bons élèves de 4[e] ou de 3[e] classique. Car l'Ecole en Marche, qui occupe maintenant tout un immeuble au 103, avenue des Ternes, a dû s'agrandir : des classes de rattrapage ont été créées pour les garçons de la 6[e] à la 3[e] à l'ancien Lycée russe, 25, boulevard d'Auteuil. Cette année, des classes primaires normales (du jardin d'enfants à la 7[e]) vont être adjointes aux classes de de l'avenue des Ternes, ce q habiter » les élèves des class et ceux des classes de ratt les mélanger. Les prix de 1959-1960 seront les suivants :

— 37.000 F par trimestre la 6[e].

— 44.000 F pour la 6[e] et l certificat d'études.

Enfin, dans Paris, commen liférer d'autres « écoles de r certaines ayant des indicatio lières. En voici une liste qui utile aux parents embarrassés

● Cours Roche, 33, rue Paris (16[e]). TRO. 62-06. (Av tion de dyslexie à l'école m

● Centre de rattrapage et r scolaire, 28, avenue Hoche (b et 42, rue de Billancourt, (B.E.P.C.). MOL. 12-11.

● Cours Molière, 21 bis, Philippe, Neuilly. MAI. 59-35 classe de 6[e], filles et garço légers. 25.000 F pour cou demi-pension. Cours de réédu parole : 7.000 F par mois.

● Externat médico-p 50, rue Sainte-Anne. RIC. 95-1 par la Sécurité sociale).

● L'Ecole, 24, rue de l'In bert-Keller, Paris (15[e]). VAU ternat, enseignement second

● Collège Saint-Maximin, min (Oise). 6[e] à la 3[e]. Ca dyslexiques. (Agréé par la ciale.)

IDES
L'Institut d'Etudes Supérieures
Cours Denis Huisman
organise sur place
UNE PREPARATION DE VACANCES
(groupes à effectifs limités) aux examens suivants :
BACCALAURÉATS
TOUTES SERIES
3 août au 6 septembre
BACCALAURÉATS
admissibles de juin
17 août au 6 septembre
PROPÉDEUTIQUE
Toutes options
24 août au 30 septembre
M.G.P. - M.P.C. - S.P.C.N. - P.C.B.
Licence et capacité en droit
(1[re] et 2[e] années)
H.E.C. - Jeunes Filles
Institut d'Etudes Politiques de Paris
24 août au 20 septembre
Certificats de
LICENCE ES LETTRES
1[er] au 20 septembre
RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :
76, rue d'Assas - PARIS-6[e]
LIT. 20-18

FONTAINEBLEAU
Internat « Le Doux Logis »
Atmosphère calme, propice au travail, études surveillées
Les pensionnaires peuvent suivre les cours des Lycées, Lycée international, des Cours Complémentaires, des Ecoles primaires, des Institutions
Pour tous renseignements :
11, rue d'Avon - Tél. : 931-35-94
FONTAINEBLEAU

Au-dessus d'AIX-LES-BAINS
PUGNY-CHATENOD
LA CHATAIGNERAIE
Ecole secondaire de Jeunes Filles
Enseignement du 1[er] cycle
Inscriptions
pour la rentrée de septembre

Cardigan bleu et blanc (2 ans)

FOURNITURES : 2 pelotes de moyenne bleu ciel. 1 pelote de moyenne blanche. Aiguilles 1/2 (pour les côtes) et 3 (pour rsey). 5 boutons de 14 mm.

ECHANTILLON : 20 mailles = m. 20 rangs = 4,6 cm.

DOS : Monter 80 mailles en . Tricoter 10 rangs en côtes n. end., 1 m. env.). Commencer te le jersey en bleu. Augmenter nq fois 1 maille tous les 10 rangs. cm. de hauteur totale, former nanchure en diminuant tous les rangs : deux fois 2 mailles et fois 1 maille. A 28,5 cm. de eur, fermer les épaules en dimi- t de chaque côté trois fois illes tous les 2 rangs. Fermer les es restantes en une seule fois.

DEVANT : Monter 52 mailles blanc. Tricoter 10 rangs en côtes, commencer le jersey en bleu. menter à gauche de six fois aille tous les dix rangs. Simul- ment, après deux rangs de jer- commencer la première bouton- (tricoter 2 mailles, fermer ailles, tricoter 2 mailles, fermer ailles, tricoter ensuite). Au rang nt, réaugmenter les mailles fer- . Espacer les autres bouton- s de 5 cm. environ. A 20 cm. de hauteur totale, former l'emmanchure en diminuant à gauche de deux fois 3 mailles, deux fois 2 mailles. A 26 cm. de hauteur totale, diminuer à droite d'une fois 14 mailles, deux fois 2 mailles, trois fois 1 maille, pour former l'encolure. A 28,5 cm. de hauteur totale, diminuer à gauche de trois fois 9 mailles. Faire un deuxième devant de la même faon, mais vice versa et sans boutonnières. Intervertir les boutonnières pour les garçons.

● MANCHES : Monter 52 mailles en blanc. Tricoter 10 rangs. Commencer le jersey en bleu, augmenter de chaque côté de dix fois 1 maille tous les 8 rangs. A 22 cm. de hauteur totale, diminuer à droite de deux fois 3 mailles, sept fois 1 maille, six fois 2 mailles, trois fois 3 mailles. A gauche, de neuf fois 1 maille, six fois 2 mailles et trois fois 3 mailles. Fermer les mailles restantes en une fois.

● BANDE D'ENCOLURE : Monter 114 mailles en blanc, tricoter 10 rangs de côtes et fermer en une fois.

● ATTENTION : au montage, faire de chaque côté des devants une parementure de deux centimètres, pour que les boutonnières se trouvent l'une sur l'autre. Les rebroder avec de la laine, elles seront ainsi plus solides.

TRICOT

ment trouver le temps ?

● *Quelques heures en voiture ou devant la télévision : 2.000 frs d'économies.*

TRAIREMENT à une opinion fort pandue, chez les hommes en parti- r, il n'est pas nécessaire d'être -mère ou future mère pour tricoter. fit d'être mère, douée d'une habileté moyenne, d'un minimum de sens de nomie, et, condition plus difficile mplir, d'être indifférente aux sar- es.

dame Express en a fait elle-même rience à maintes reprises, en sor- aiguilles et pelote de laine devant roupe d'amis en vacances. Les ré- ns qui l'accueillaient alors étaient urs les mêmes : *« Comment, vous ez? Je ne vous aurais jamais ima- tricotant, vous, une femme qui tra- , comment trouvez-vous le temps ? »*

effet, les économies considérables représente chaque chandail d'enfant la main se payent en capital-temps. ès une enquête que nous avons ef- ée dans les grands magasins en te- compte de la qualité de la laine et façon des chandails, le prix du main » est en général la moitié de du « tout fait » jusqu'à six ans. les plus grands, le gain varie de à 2.000 francs par chandail. Cela des laines classiques.

is dès que l'on entre dans la caté- des gros chandails de sport et des ges poilus (comme les mélanges de et mohair), la différence devient e plus considérable.

Un calmant nerveux

us avons vu des chandails de mohair enfants de 12 à 14 ans, valant francs, alors que le même vêtement la main nécessite treize pelotes à fr., soit 4.500 fr. (3.500 fr. d'éco- e).

l'on tient compte de la rapidité avec lle on peut travailler ces grosses s (qui demandent toujours des gros- aiguilles), le problème ne se pose pas, à condition bien entendu de r faire un point à l'endroit et un à l'envers.

is encore faut-il trouver le temps ! ait, à moins de n'avoir jamais au- minute assise, avec les mains inoc- es, toute femme a le temps de tri- . La seule condition : avoir un sac amment grand pour trouver son ou- s à portée de la main dans ses mo- s perdus.

ux circonstances parfaitement en d avec la vie moderne : en voiture e la jeune femme que nous avons ographiée sur notre couverture (sur- si l'on voyage seule avec un homme qui n'aime pas faire la conversation pendant qu'il conduit) et devant la télévision (le tricot devient rapidement un geste purement mécanique qui ne diminue en rien l'attention intellectuelle).

En somme, les femmes qui attendent d'avoir un moment tranquille et solitaire au coin du feu, sans mari et sans enfant, pour sortir leur tricot, font aussi bien d'y renoncer tout de suite. Mais les autres, quel que soit leur âge, trouveront dans cette activité non seulement une source de satisfaction morale (la fierté de pouvoir dire : *« C'est moi qui l'ai fait »* et la bonne conscience des économies réalisées), mais un excellent calmant pour leurs nerfs. Sans parler des fumeuses impénitentes qui renoncent automatiquement à une cigarette quand elles sont en proie à la fureur du « rang à terminer ».

Si vous n'êtes pas une habituée de ce « sport », voici quelques conseils qui vous permettront agréablement de vous remettre sur le fil :

● Commencez toujours, après une longue période sans pratique, par un tricot de petites dimensions. Vous trouverez facilement dans votre entourage un enfant de moins de trois ans à qui destiner le fruit de votre courage.

● Choisissez de la laine et des aiguilles pas trop fines, le travail avancera plus vite.

● Evitez les aiguilles longues qui encombrent et empêchent de mettre votre ouvrage dans un sac.

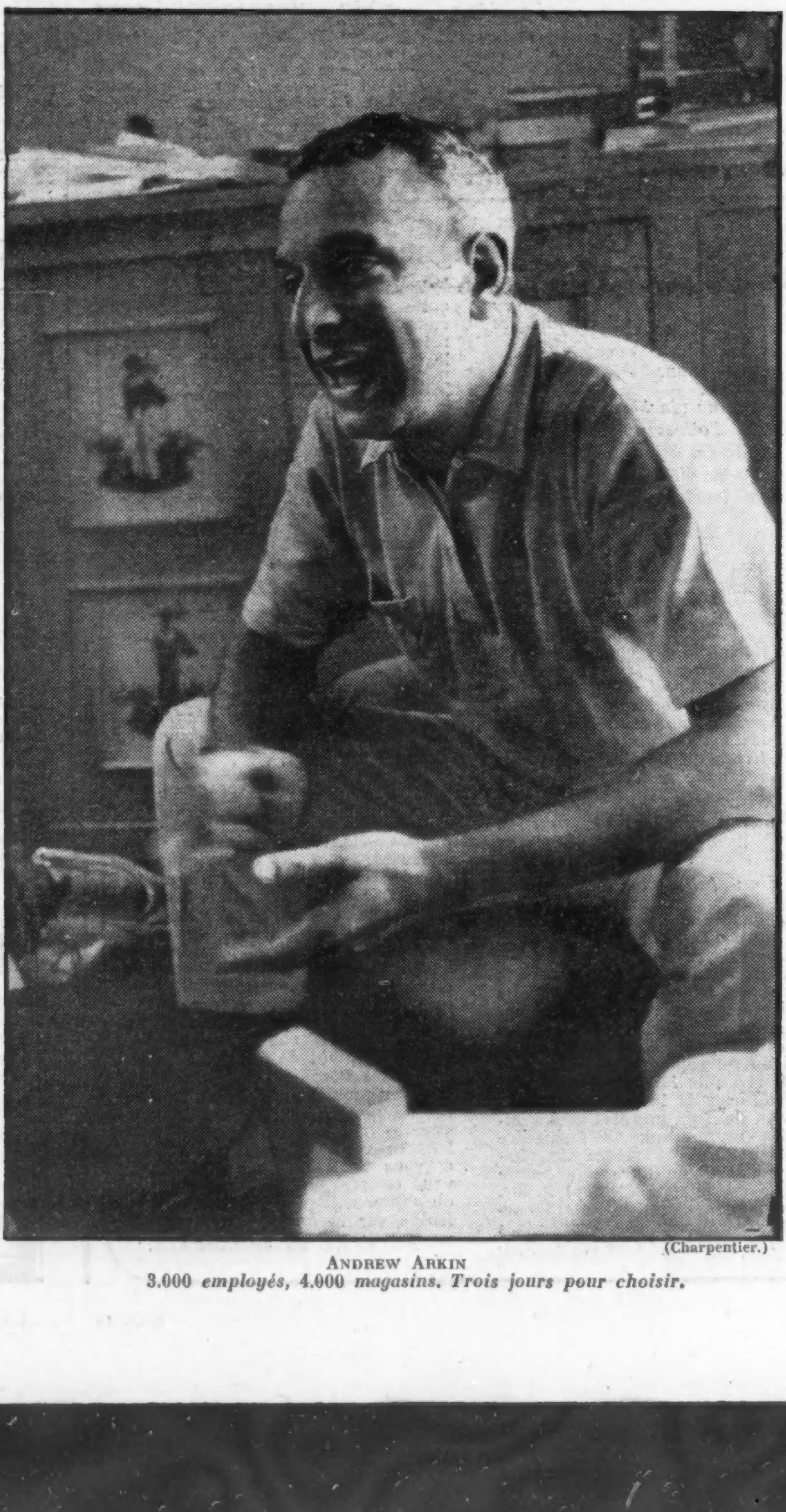
● Ne devenez pas subitement fanatique. Quand votre mari vous appelle pour sortir ou pour aller à table, ne dites pas : *« Une seconde, je finis mon rang »* et ne laissez pas subitement tomber la conversation pour compter vos mailles ou calculer vos augmentations.

● A moins d'être maître « ès tricots », ne vous attaquez pas aux points tarabiscotés et aux torsades, méfiez-vous de la côte anglaise (elle prend deux fois plus de temps et de laine). D'ailleurs, le jersey simple est presque toujours plus joli. La nouvelle mode des chandails italiens essaye même de « copier à la machine » le tricot main.

● En voiture, ne mettez jamais une aiguille dans la bouche, c'est dangereux. (« A terre » non plus, c'est inesthétique.)

● Achetez toujours la quantité de laine nécessaire en une fois. Vous risqueriez, sinon, de ne pas pouvoir réassortir exactement le coloris, et les tricots bicolores ne sont pas très heureux.

● Et surtout entraînez-vous à travailler sans regarder, c'est la condition essentielle pour intégrer sans complexes le tricot dans votre vie.



(Charpentier.)

ANDREW ARKIN
3.000 *employés*, 4.000 *magasins. Trois jours pour choisir.*

HAUTE COUTURE

Un acheteur parle

● *« Les femmes américaines ne sont presque jamais dehors... et elles ne veulent pas souffrir pour être belles... »*

LE 27 août, la reproduction des modèles de haute couture sera autorisée dans les journaux du monde entier. Le même jour, un avion de transport quittera Paris pour New York, emportant à son bord une cargaison de plusieurs dizaines de millions : les robes et les patrons de grands couturiers commandés au début du mois par les acheteurs américains. En groupant tous les achats en un seul envoi collectif, couturiers et acheteurs se sont mis d'accord pour qu'aucun confectionneur ne soit favorisé par rapport à ses concurrents.

« Je me suis toujours demandé ce qui arriverait si l'avion s'écrasait... dit Andrew Arkin. *Les femmes américaines se promèneraient sans doute avec une serviette de toilette enroulée autour du corps. »*

Andrew Arkin représente « The Arkin Organization », il est le fils de Leonard Arkin, le plus grand confectionneur de luxe (« Better Dresses ») de New York. Les robes « Arkin » (3.000 employés) sont vendues dans 4.000 magasins et se divisent en trois catégories : les modèles « Leonard Arkin » directement adaptés de Givenchy, Dior, etc., destinés à la clientèle de luxe ; les modèles « Andrew Arkin », d'inspiration parisienne plus simplifiée et meilleur marché, et enfin les robes de la modéliste américaine Anne Fogarty — qui ne vient jamais à Paris, car elle ne veut pas se laisser influencer par la mode française — de style purement américain.

Grand, les yeux bleus, très « décontracté », Andrew Arkin reçoit en pantalon rayé et polo-shirt bleu ciel dans sa suite de l'hôtel Plaza-Athénée. Son assistante, une jeune Anglaise du nom de Prudence, est auprès de lui. Parfois, il se laisse aller à des vagues d'enthousiasme, sans que son œil cesse pour autant d'être celui — malin et rusé — d'un businessman :

— Paris est le centre artistique du monde dans tous les domaines. Nous sommes fiers de venir à Paris. J'essaye de parler le français. J'aime la poésie française, Prévert. C'est tellement plus simple et plus direct que notre poésie. Ce n'est pas seulement pour les robes que nous venons ici, c'est pour l'air de Paris. La façon dont ils font les vitrines rue du Faubourg-Saint-Honoré...

Pas éduquer, mais vendre

— Comment avez-vous trouvé les dernières collections ?-

— J'ai aimé Dior, bien qu'il ait été très critiqué par d'autres confrères américains, je trouve les modèles très « sexy » et très beaux. Ce sera un grand succès. Quant à Chanel, c'est, à mon avis, sa meilleure collection. Son style est beaucoup plus jeune qu'avant. Peut-être parce qu'elle ne conçoit plus ses modèles pour elle-même, mais pour Marie-Hélène Arnaud. Nous lui avons acheté trois fois plus de robes que la dernière fois. Cardin ? excellente collection, mais un peu trop avant-garde pour nous. Il faudra transformer beaucoup les modèles pour que cela soit portable. Car, savez-vous (*et là Andrew Arkin délaisse la poésie pour l'efficacité*), nous ne voulons pas éduquer les Américaines mais leur vendre des robes. Nous sommes toujours obligés de transformer les modèles. Vos tissus sont lourds et épais pour nous. En Amérique, les bureaux et les maisons sont toujours surchauffés, les robes doivent être aussi légères que possible. Les femmes ne sont presque jamais dehors. Si elles sortent, elles ont des voitures ou prennent des taxis. Et puis — surtout

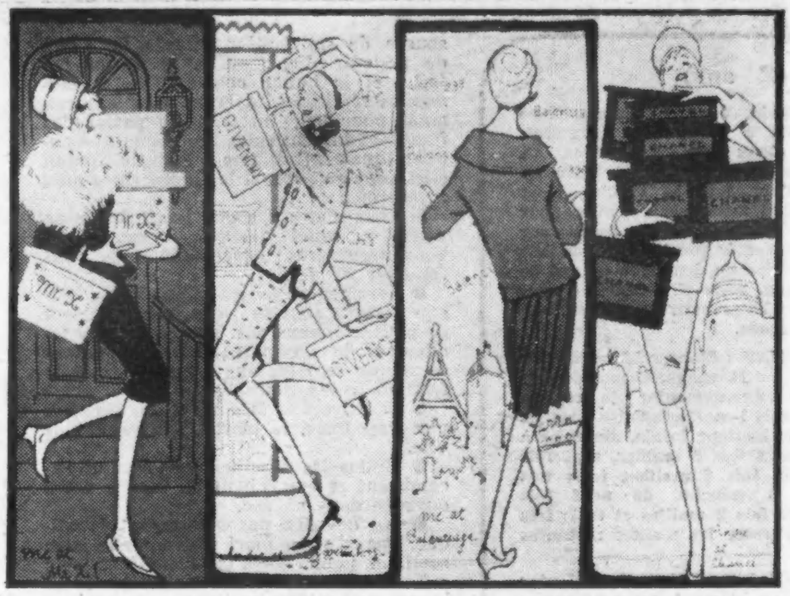
→

E. Oxeda
recherche beaux bijoux anciens et modernes et tabatières en or
334 Rue Saint-Honoré, PARIS-1er
OPERA : 65-68 - RICHELIEU : 81-80

chez Dior — les modèles sont très compliqués, avec des corselets, des pressions, des boutons, des fermetures dans le dos. Une Française a besoin de deux hommes pour l'aider à enfiler une robe. Une Américaine veut pouvoir l'enfiler toute seule.

« Enfin, il y a un fait certain, c'est que l'Américaine, contrairement à la Française, ne veut pas « souffrir pour être belle », ni sacrifier son confort à la mode. Cela ne veut pas dire qu'elle n'aime pas la mode parisienne. Pour elle, « français » est synonyme de chic. D'ailleurs, elles sont toutes un peu jalouses de la réputation que les Françaises ont auprès des hommes...

« En résumé, j'ai trouvé la plupart des collections réussies. Balenciaga est toujours très important. Ses modèles se vendent bien en général. Si j'avais une prédiction à faire, je dirais que les deux géants de la prochaine génération de couturiers seront Cardin et Givenchy. Ils lutteront pour avoir la première place.



La carte postale d'Andrew Arkin a ses dépositaires américains
Datée du Plaza-Athénée, Paris (*)

La ligne et l'esprit

— Comment cela se passe-t-il lorsque vous avez choisi les robes et vu toutes les collections ?

— Mes concurrents et moi venons à Paris chaque saison. Certains n'achètent que deux ou trois modèles. Cette fois-ci, j'en ai acheté trente. Uniquement des robes finies, pas de toiles. Deux modélistes américaines m'accompagnent et nous décidons ensemble de l'achat de tel ou tel modèle. Je leur dis : « Cette ligne me plaît, essayez de vous en inspirer. » Parfois nous voyons la collection deux fois de suite, pour nous imprégner de l'esprit de la nouvelle mode, nous voulons comprendre ce que le couturier a voulu dire...

« Lorsque les robes arrivent à New York, nous invitons les cinq cents commissionnaires qui nous achètent nos modèles et nous leur présentons la collection. Nous leur expliquons pourquoi nous avons acheté tel modèle, de quelle façon il est transformable, et ce qui nous a séduits dans la ligne. Ces commentaires sont indispensables car la première réaction est toujours mauvaise. Il leur faut du temps pour s'adapter. Ensuite, nous fabriquons nos propres modèles d'après Paris, et nous les vendons sous le label « Adaptation de Givenchy, de Chanel, etc. », ou de « M. X... ». Tout le monde sait que M. X... c'est Dior, mais il y a une succursale de Dior à New York qui nous interdit de citer son nom. Il est exclu, bien entendu, que nous puissions copier exactement une robe de 500.000 francs pour 30.000 francs, mais nous essayons d'en garder la ligne et l'esprit. Une « adaptation from Paris » vendue à 2.000 exemplaires est un succès, mais il nous arrive de vendre à 10.000 exemplaires un modèle Arkin... »

M. Arkin indique par son sourire que son horaire surchargé ne lui permet pas de poursuivre l'entretien. En guise d'adieu, il nous offre un maillot de bain dessiné par sa modéliste américaine et conclut avec satisfaction :

— Savez-vous qu'ils ont beaucoup aimé, à Paris, certaines créations d'Anne que j'avais apportées avec moi ? Un jour, peut-être, les Françaises aimeront-elles la mode américaine...

Si Andrew Arkin avait rencontré de jeunes Française en week-end ou en vacances, il en aurait été convaincu. Les blue-jeans, les ballerines, les collants de couleur, la chemise *sur* le pantalon, les pieds nus dans des mocassins, la lingerie de couleur, toute la mode « junior » et « sport » vient d'Amérique. Et c'est aux U.S.A. que les grands magasins vont régulièrement chercher des idées... lorsqu'il ne s'agit pas de robes.

Mais cela est une autre histoire que nous vous raconterons un jour.

(*) Au dos, le texte suivant : *« Nous sommes au cœur de la haute couture, travaillant comme deux abeilles, étudiant des milliards de modèles, pour rapporter la plus excitante et la plus portable collection de robes que vous ayez jamais vue. La splendeur des lignes françaises alliée à la perfection de la fabrication américaine. Vous et vos clients en serez fous ! »*

A VOIR

● cinéma

Julie la Rousse : un petit rien, agréable grâce à Daniel Gélin et Pascale Petit (voir critique page 27). (*Berlitz, *Wepler-Pathé, *Lord-Byron.*)

La Fille Rosemarie : le vrai scandale d'une « call girl », traité à la manière du vieux cinéma allemand. (*V.f. *La Rotonde, La Royale ; v.o. *Biarritz.*)

Hiroshima, mon amour : le film le plus important de la saison mais qui peut conduire à l'exaspération. (**Vendôme, *George-V.*)

Orfeu Negro : un vieux mythe ressuscité à travers un étincelant reportage en couleurs sur le carnaval de Rio. (**Marignan, *Français.*)

Les 400 Coups : l'histoire d'un enfant inadapté; un film qui vient du cœur. (**Marivaux, *Colisée.*)

Drole de drame : un Marcel Carné burlesque et charmant. (*Studio des Ursulines.*)

Les Tricheurs : surboums et jaguars. Carné décrit le mal du siècle. (*Hollywood.*)

Pour qui sonne le glas : peu de Hemingway mais beaucoup d'Ingrid Bergman. (*Studio* 28.)

Ivan le Terrible : en version intégrale, le monument d'Eisenstein (3 heures). (*Agriculteurs.*)

Le Million : René Clair poétique, et la plus célèbre poursuite du cinéma. (**Monte-Carlo.*)

Arsenic et vieilles dentelles : Cary Grant et des « dames aux chapeaux verts » qui empoisonnent avec humour. (*Ranelagh.*)

La dame de Shanghai : suspense sophistiqué avec Rita Hayworth et Orson Welles. (*Actua-Champo.*)

Un Homme dans la foule : une satire des mœurs américaines où Elia Kazan fait violemment le procès de la publicité. (*Studio* 43).

Le Cuirassé Potemkine : d'Eisenstein. Le plus grand classique du cinéma. (*Hôtel-de-Ville.*)

Douze hommes en colère : Henry Fonda à la recherche de la justice. (*Studio Cujas.*)

Les Fraises sauvages : l'histoire d'une solitude ; du pur Ingmar Bergman. (*Bonaparte.*)

* *Salles climatisées ou « ventilées ».*

● télévision

Jeudi 20 aout a 22 h. 06 : « La Cenerentola » de Rossini en Eurovision pour le 25e anniversaire de l'Opéra de Glyndebourne (Angleterre).

Samedi 22 aout a 21 h. 55 : « La Flûte enchantée » de Mozart (2e acte), avec Christiane Edapierre, Teresa Stich-Randall, Richard Holm, Erich Kunz, etc.

Dimanche 23 aout a 20 h. 40 : « Une nuit orageuse », comédie de Ion Luca Caragiale avec Georges Wilson, Jacques Duby, Marthe Mercadier, etc.; réalisation de Marcel Bluwal.

Mardi 25 aout a 20 h. 35 : « Critérium du film », une émission-concours de Marcel L'Herbier.

Mercredi 26 aout a 22 h. 05 : « Lectures pour tous », l'émission de Pierre Dumayet et Pierre Desgraupes, avec Nicole Vedrès.

Ce supplément pratique
a été réalisé par :
Christiane Collange
avec la collaboration de :
Djenane Chappat, Martine Fell, André Gobert, Danièle Heymann, Suzanne et Henriette, Anne-Marie de Vilaine.
(Les renseignements contenus dans ce supplément pratique sont libres de toute publicité.)

RECETTES

Trois idées pour les champignons

Il faut éviter de laver les champignons des bois ou des prés car cela enlève leur arôme. On les gratte légèrement et on les essuie avec soin. Les champignons de couche peuvent être lavés mais il faut les sécher avant de les employer.

● CORDON BLANC

Champignons sautés

400 *gr de champignons.*
2 *cuillerées à bouche d'huile blanche (ou de beurre).*
Persil, estragon.
1 *verre d'eau.*
Sel.

Vous mettez l'huile dans la poêle et vous faites revenir les champignons (l'huile est préférable au beurre parce qu'elle est plus digeste et dénature moins le goût des champignons : affaire de goût).

Vous ajoutez ensuite le persil, l'estragon, l'eau, le sel. Vous couvrez et vous laissez cuire à feu doux pendant environ 25 minutes.

● CORDON BLEU

Gratinée de champignons

300 *gr de champignons.*
1 *citron.*
1 *béchamel épaisse.*
1 *jaune d'œuf.*
Des fines herbes (estragon, ciboulette, persil).
Sel et chapelure.

Vous faites cuire les champignons pendant 10 minutes dans de l'eau aromatisée au jus de citron.

D'autre part, vous faites une béchamel très épaisse. Vous y incorporez le jaune d'œuf, les fines herbes hachées et l'eau de cuisson des champignons. Salez. Mélangez les champignons à la béchamel, saupoudrez de chapelure et faites gratiner 15 minutes.

Girolles aux olives

300 *gr de girolles.*
200 *gr de macaroni.*
1 *gros oignon.*
2 *carottes.*
1 *verre de vin blanc sec.*
100 *gr d'olives noires.*
3 *cuillerées à bouche d'huile.*
1 *clou de girofle.*
Thym, laurier, persil.
Sel.

Vous faites blondir dans la cocotte et dans l'huile l'oignon émincé, puis vous ajoutez les carottes coupées en fines rondelles et les girolles ; ensuite le vin blanc, les olives dénoyautées, le clou de girofle, les herbes, le sel. Vous laissez mijoter sur le feu pendant environ 1 heure. D'autre part, vous faites cuire les macaroni (12 minutes à l'eau bouillante salée) puis vous les égouttez. Vous les ajoutez aux girolles 10 minutes avant de servir.

Deux méthodes pour les prunes

Plusieurs lectrices nous ont demandé des conseils sur les conserves de fruits et les confitures. Voici, à leur intention, deux méthodes mises au point par Suzanne et Henriette pour les prunes qui sont particulièrement sucrées et pas chères cette année.

Pour conserver les prunes (et autres fruits)

Vous faites un sirop ainsi composé :
500 *gr de sucre par kilo de fruits,*
1 *verre d'eau par livre de fruits.*

Vous laissez bouillir le sirop à gros bouillons pendant dix minutes puis vous jetez dedans les fruits (cerises et prunes entières, pêches pelées et coupées en deux, poires pelées et coupées en quatre). Quand le sirop est remonté au-dessus des fruits et qu'ila fait deux bouillons, vous écartez la bassine du feu et au bout de deux minutes vous remplissez les bocaux (à fermeture hermétique). Vous versez sur chaque bocal d'une livre une bonne cuillerée à bouche d'alcool à 90°. Et vous fermez tout de suite. Le secret de la réussite, c'est d'aller très vite. Les fruits gardent belle apparence et conservent toute leur saveur sans être trop sucrés.

Confiture de mirabelles

750 *gr de sucre par kilo de fruits,*
2 *décilitres d'eau par kilo de sucre.*

Voici une formule de confiture qui permet de conserver la forme du fruit. Elle s'applique surtout aux mirabelles, les autres espèces de prunes étant en général trop aqueuses.

Vous dénoyautez les fruits sans les ouvrir complètement. Vous faites dissoudre le sucre avec l'eau et vous portez à ébullition. Vous jetez les fruits dans ce sirop. Vous laissez bouillir dix minutes, puis vous réduisez le feu : le sirop ne doit plus que frémir légèrement. Cela pendant environ dix minutes. Vous versez alors la confiture dans un grand récipient de faïence et vous l'y laissez bouillir très doucement jusqu'au moment où quelques gouttes de sirop étant mises sur une assiette froide gardent une forme bombée sans s'étaler. Vous retirez et vous versez dans les pots que vous couvrez immédiatement avec du papier cellophane mouillé d'eau froide sur la face extérieure.

SUZANNE ET HENRIETTE.

JACQUES FATH
parfums
rouge à lèvres
vernis pour les ongles

(*Suite de la page* 12)

triple de cette somme. C'est royal dans un pays où le salaire moyen est de 15.000 dinars par mois.

Si les artistes demeurent entièrement libres de suivre leur inspiration, l'enseignement de la philosophie, lui au moins, est orienté ? Je pose la question au professeur V. Il me répond par une longue tirade contre l'endoctrinement. Il est marxiste ; mais il ferraille contre toute forme d'orthodoxie. Il défend la « dialectique de la nature », mais il admet que ses étudiants la contestent. Il tient l'existentialisme pour une philosophie sans cohérence mais il le fait étudier à ses élèves (de même que les professeurs d'économie font étudier Keynes et Schumpeter aux leurs). « *L'existentialisme,* dit-il, *est la mauvaise conscience des marxistes.* » Il a donné cette année comme sujet de dissertation : « *La critique de l'essentialisme hegelien par Marx et par Kierkegaard* ». Sa meilleure élève, dit-il, est sartrienne.

— *Intellectuellement,* affirme le professeur V., *nous sommes tous des libéraux. Jusqu'au sommet du parti.*

— *C'est justement ce que je m'explique mal,* lui-dis-je. *Jusqu'en 1948, et même durant les quelques années qui suivirent la rupture avec le Kominform, le régime yougoslave passait pour l'un des plus staliniens. Quelle force a contraint votre bureaucratie toute-puissante à relâcher son contrôle ?*

— *Les contradictions mortelles dans lesquelles le parti s'était fourvoyé,* répond le professeur V. *Allez donc voir mon ami B. à ce sujet.*

Et Djilas ?

B., responsable communiste, grand et maigre, est un fils d'ouvrier, dans la trentaine. Ancien surréaliste comme beaucoup, ancien partisan comme tous les hommes de son âge. Il me parle d'abord des contradictions humaines du stalinisme, devenues insoutenables pour les individus :

— *Sans jamais aller jusqu'aux camps de concentration,* dit-il, *la terreur, chez nous, était étouffante. Exemple : ni à moi ni à mon meilleur ami, alors ministre adjoint, personne ne nous avait jamais rien reproché ; mais nous savions que nous pouvions être arrêtés d'un moment à l'autre. Nous ne nous couchions jamais sans préparer une petite valise que nous emporterions en prison.*

« *Le souvenir de la terreur est resté si vivace, chez nous, que son retour est inconcevable. Il n'est pas de pouvoir, dans notre pays, qui pourrait survivre à la tempête de protestations que provoquerait une atteinte aux libertés personnelles. A cet égard, nous disposons aujourd'hui de garanties juridiques et institutionnelles parmi les plus solides du monde.*

— *Et l'exemple de Djilas ?* lui dis-je.

— *Dans quel autre pays communiste,* rétorque B., *un dirigeant exclu et condamné pourrait-il continuer d'écrire dans les journaux étrangers ? Djilas a été inculpé, défendu et jugé en toute régularité. Il savait exactement quels risques il prenait. C'était un procès politique, oui, mais pas un procès arbitraire. Nous vivons pour le moment en régime de parti unique, par opportunité politique, notez-le bien, et non par pétition de principe. Chacun peut critiquer impunément ce* que fait *le régime ; mais nul ne peut s'en prendre* à l'existence *même du régime, comme fit Djilas. Le parti n'admet ni les initiatives scissionnistes nit les partis d'opposition. Mais toutes les tendances (et Dieu sait qu'il y en a) peuvent s'exprimer en son sein.*

« *Le libéralisme,* ajoute B., *est pour notre parti une nécessité. Il n'a pas d'abord été le parti d'une classe, mais le parti de l'émancipation nationale, porté par l'intelligentsia, la jeunesse, les paysans, les ouvriers.*

« *Même durant la période stalinienne, ce libéralisme n'a jamais entièrement disparu. Dans ma section, par exemple, nous étions des dizaines à dénoncer les erreurs du parti. Impunément, je vous l'assure, et avec violence. Les timorés nous regardaient faire avec effroi. Ils ne comprenaient pas que l'on puisse oser sans être foudroyé sur place. Savez-vous que moi-même ou mon ami K. étions pris par beaucoup de camarades pour des agents provocateurs à cause de notre franchise ?*

Un groupe d'ouvriers yougoslaves
« *Le souvenir de la terreur...* »

« *La rupture avec le Kominform a libéré tout ce bouillonnement intérieur. Sans la rupture, je crois bien que le parti, que le pays allait au désastre. Car il vous faut comprendre ceci : avec nos six républiques fédérées (3), nos trois régions autonomes (4), nos trois langues, nos trois religions (5), nos minorités hongroise, roumaine, slovaque et ruthène, nous sommes une nation si composite qu'à moins de laisser vivre la diversité et les contradictions, nous allons vers l'éclatement et le chaos.*

« *Avoir cimenté l'unité du pays, par la résistance d'abord, par la décentralisation et le respect des particularités locales ensuite, c'est, de la part du P.C. yougoslave, une réussite unique au monde. Même l'émigration monarchiste le reconnait.*

« *Je ne dis pas,* conclut B., *que le respect des autonomies régionales n'ait pas des inconvénients. La liberté se paie toujours. Le professeur K. pourrait vous dire des choses intéressantes à ce sujet.*

Un village serbe

Je vais trouver le professeur K. après avoir visité, à 80 kilomètres de Belgrade, un village serbe croupissant dans la boue. Maisons en paille et briques crues, sol en terre battue, âtre antique, puits à poulie, charrues en bois, rien n'a bougé depuis le moyen âge, à l'exception de l'école communale, toute neuve, et des poteaux électriques, neufs également. Un paysan, extraordinairement crasseux, noble et hospitalier, me reçoit sur ses terres : 4 hectares, d'où il tire 15 quintaux de blé et 15 quintaux de maïs à l'hectare. Les coopératives ? Il est contre (mais il trouve que la bombe atomique est une bonne chose : « *Elle tue les généraux comme les soldats. Ça empêche les premiers de faire la guerre* »).

Or, sur la coopérative voisine, la même terre, grâce aux semences sélectionnées, aux engrais, à l'outillage moderne, donne des rendements trois fois plus élevés, sans parler des 100 quintaux de blé, des 600 quintaux de maïs, des 150 tonnes de luzerne (records du monde) tirés d'un hectare de culture expérimentale.

Les coopératives, d'une productivité double à triple de celle des exploitations privées, ne représentent que 15 % des superficies cultivées. Il suffirait qu'elles doublent leur étendue pour couvrir 70 % de la consommation yougoslave et effacer le déficit agricole. Et pourtant, le gouvernement respecte les résistances paysannes au système coopératif. Pourquoi ? Je pose la question au professeur K., l'un des meilleurs économistes yougoslaves.

— *En économie,* répond ce savant aux yeux brûlants et à la voix douce, *il n'y a pas que l'aspect technique : il y a aussi le facteur humain. Vous avez le choix : vous pouvez imposer, de manière volontaire, des solutions techniquement valables ; vous obtiendrez de beaux résultats sur le papier, comme dans un pays voisin, où 50,5 % des superficies (notez la subtilité du chiffre) sont maintenant exploitées collectivement. Des « activistes » se sont rendus dans les villages, ont rassemblé les paysans dans la mairie et leur ont dit qu'ils n'en sortiraient pas avant d'avoir adhéré à la coopérative. C'est une méthode possible. Mais quels fruits porte-t-elle, à long terme ? Nous aussi nous avons recouru à des méthodes semblables, avant* 1948. *Durant la guerre des partisans, nous avions accumulé un capital de bonne volonté presque inépuisable chez les paysans. Nous avons failli le perdre. Alors nous avons tout effacé et recommencé à zéro. Le socialisme, c'est l'enfer quand il n'est pas porté par la liberté des individus. Actuellement, aucune forme de pression n'est exercée sur les paysans pour leur imposer des rapports qu'ils ne peuvent comprendre. Nous devons les gagner par l'exemple et y mettre le temps.* »

Effectivement, seule de tous les pays socialistes, à l'exception de la Chine (et depuis peu de la Hongrie), la Yougoslavie ménage les préjugés paysans au point d'assurer une rente (environ 10.000 dinars par an et par hectare) à ceux qui apportent ou louent leur terre aux coopératives. Toute une gamme de régimes de transition s'offre au paysan privé : il peut rester indépendant et vendre ses produits au marché libre : il peut, tout en gardant son indépendance, faire commercialiser ses produits par une coopérative, à des prix garantis ; il peut, sans aliéner ses terres, louer les services d'une coopérative pour les gros travaux ; il peut enfin adhérer à une coopérative et toucher, en plus de sa part du produit collectif, une rente proportionnelle à la superficie de ses terres (la propriété privée est limitée à 10 hectares au plus).

Dans ce dernier cas, il fera l'apprentissage concret de la gestion socialiste. La coopérative, plus encore que les entreprises industrielles, jouit, en effet, d'une autonomie presque complète. Elle ne paie pas d'impôts sur les bénéfices qu'elle tire de la vente de ses excédents (c'est-à-dire les produits en sus de son plan annuel). Elle peut, au gré de ses membres, étendre son activité à des secteurs productifs non agricoles. Les coopérateurs ne gèrent pas seulement la coopérative elle-même (par l'intermédiaire d'un conseil et d'un comité dont les membres sont révocables), ils participent également à l'administration et à la gestion de la commune.

Cette pratique de l'autogestion des communes et des entreprises est la plus grande originalité de l'expérience yougoslave. Elle a fait disparaître, avec les ordres centralisés, l'arbitraire bureaucratique et les entreprises non rentables. Ele a réduit le Plan à n'être qu'un cadre régulateur, orientant par crédits sélectifs et stimulants fiscaux les initiatives venant d'en bas.

Le paradoxe, à première vue, est déroutant : comment une économie peut-elle croitre régulièrement de 13 à 14 % par an sans planification autoritaire ? Comment un pays moins développé que l'U.R.S.S. au temps de Staline, peut-il progresser à un rythme stalinien en confiant les usines à la gestion des ouvriers et des communes ? Je l'exposerai dans un prochain article.

MICHEL BOSQUET.

(3) Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine.

(4) Province de Voïvodine, régions autonomes de Kosovo et de Metohija.

(5) Catholique, orthodoxe et musulmane.

Prochain article :

QUI DÉCIDE ?

Des correspondants de « L'Express » dans le monde

CUBA

Comment Castro a mis l'opposition cubaine hors de combat.

LA HAVANE. — *De notre correspondant particulier.*

AU début de la semaine dernière, assis sous un manguier, près de l'aéroport de Trinidad, Fidel Castro observa deux nuits durant le déroulement du « complot » qu'il avait monté de ses propres mains.

« *Plus palpitant qu'un film policier* », selon les termes du président cubain, ce complot s'était noué il y a plusieurs mois déjà. Castro avait chargé l'un de ses commandants, le major Morgan, un Américain idéaliste et aventurier, de rassembler les financiers, gros propriétaires et autres opposants au régime castriste en se faisant passer pour l'un des leurs.

Le major Morgan réussit au-delà de tout espoir. Dimanche dernier, il fit convoquer un important groupe de conspirateurs dans un hôtel de La Havane, sous la présidence du major Guttierez, son second. Fidel Castro, qui avait feint de quitter la capitale, fit irruption au beau milieu de la réunion et arrêta tout le monde.

Mais ce ne fut là que la première phase de l'opération. Le lendemain, le major Morgan, toujours considéré comme le chef des contre-révolutionnaires, entra en contact avec le gouvernement dominicain du « généralissime » Trujillo, protecteur des Cubains exilés et ennemi juré du castrisme.

A la faveur de troubles contre-révolutionnaires réels dans la région de Trinidad, Morgan, avec la complicité de Castro, avait occupé cette ville, à la tête de troupes prétendument insurgées, mais qui appartenaient en fait à l'armée régulière. Il y eut même des simulacres de combat entre faux insurgés et forces de l'ordre. Trinidad, complètement coupée du reste du pays, passait pour la tête de pont des rebelles.

Morgan n'eut pas de peine à persuader le gouvernement dominicain de lui dépêcher un haut émissaire. L'homme arriva par avion, mercredi soir. Morgan arrêta avec lui un plan « d'offensive générale » et obtint pour le lendemain la promesse d'un important envoi d'armes et de renforts.

De sous son manguier, Castro vit effectivement arriver, dans la nuit de jeudi, un second avion, chargé d'armes, de partisans de l'ancien régime et d'officiers dominicains. Durant le déchargement de l'avion, Castro donna l'assaut et s'empara des envahisseurs.

Pour Castro, l'opération se solde par la destruction de réseaux adverses, par la réception d'une cargaison gratuite d'armes dominicaines et par la récupération de 300.000 dollars, versés par le gouvernement dominicain au major Morgan pour prix de sa fausse trahison.

Mais c'est politiquement, surtout, que le scénario monté par Castro peut être payant. Deux fois trompés, les contre-révolutionnaires cubains sont hors de combat pour un certain temps. Castro saura-t-il mettre ce répit à profit ? Si l'exécution rapide de la réforme agraire l'assure du soutien des masses paysannes, il lui reste à reclasser les 30.000 soldats de l'armée de Batista, licenciés sans pension et frappés d'interdiction de travailler. Il lui reste à reclasser 50.000 fonctionnaires, également licenciés, et 300.000 ouvriers en chômage.

(A.P.)

LE MAJOR MORGAN
300.000 *dollars et des armes*

Heureusement pour lui, de massifs achats russes viennent de faire remonter le prix du sucre. La conférence panaméricaine de Santiago, en condamnant les dictatures, montre que le nouveau régime cubain jouit de nombreux appuis extérieurs, dont celui du Venezuela est le plus précieux. Pour Castro, après les 4.000 arrestations préventives de la semaine dernière, il ne restera plus qu'à éviter que son propre régime, qui gouverne par plébiscite et par discours télévisés, ne dégénère en dictature à son tour.

U. R. S. S.

Une toile critiquée par Eisenhower est le grand succès de l'exposition américaine de Moscou.

MOSCOU. — *De notre correspondant particulier.*

DE l'aveu même de certains de ses organisateurs, l'exposition américaine du parc Sokolniki n'est qu'un demi-succès. Ce n'est pas que les Soviétiques la boudent : des milliers de visiteurs continuent de défiler chaque jour devant ses stands. Mais beaucoup d'entre eux en ressortent déçus. S'ils apprécient l'agrément de la présentation et la qualité des produits exposés, ils jugent l'ensemble confus et peu instructif. « *En sortant de l'exposition,* écrit un jeune lecteur de la « Komsomolskaïa Pravda », *on continue à se demander à quoi peut bien ressembler cette fameuse Amérique.* »

« *Nous avons commis une erreur psychologique,* a admis un observateur américain, *en cherchant à impressionner les Russes plus qu'à les instruire. Ils savaient déjà que nous fabriquions les appareils ménagers, les « gadgets » les plus perfectionnés du monde, et l'étalage des produits finis de notre technique ne les a pas tellement étonnés. Ce qu'ils auraient voulu savoir, c'est comment nous les fabriquons, avec quelles machines, dans quelles conditions. Ils auraient été plus intéressés par la chaîne de montage d'un seul appareil que par l'exposition de dix « gadgets » inconnus d'eux.* »

Les Soviétiques regrettent également de ne pouvoir se faire une idée plus précise des conditions de vie et de travail aux Etats-Unis. Les guides américains sont harcelés de questions sur les budgets familiaux, les impôts, le système scolaire, les vacances, la sécurité sociale, les retraites, et ne disposent pas toujours d'une documentation suffisante pour satisfaire la curiosité des visiteurs.

« *Les organisateurs,* écrit le correspondant du « New York Times », *ont péché par paresse intellectuelle, par arrogance et par méconnaissance du public soviétique. Certaines des compagnies privées qui participaient à l'exposition ont cru qu'il suffirait de bourrer les stands d'appareils étincelants pour séduire les Russes. Ceux-ci eussent préféré une présentation moins brillante mais plus didactique et plus claire.* »

Paradoxalement, c'est une réaction de mécontentement du président Eisenhower qui est à l'origine d'un des meilleurs succès de propagande de l'exposition. Au cours d'une conférence de presse, M. Eisenhower a en effet critiqué l'envoi à Moscou d'une toile de Jack Levine intitulée « Le retour du soldat » et représentant un général se gorgeant de nourriture au cours d'un banquet. « *Il s'agit davantage,* a-t-il dit, *d'une caricature satirique que d'un tableau.* »

Lorsque les Russes ont appris l'incident, ils ont été stupéfaits de constater qu'une toile qui déplaisait au président des Etats-Unis continuait d'être exposée, et ils se pressent maintenant devant « Le retour du soldat », devenu pour eux, selon le chef des services d'information américains, « *le symbole de la liberté américaine* ».

le Bic-mystère avec
"encre à réaction"
monté sur amortisseur, ne coûte que 100 F.
Sa cartouche-rechange "encre à réaction", sous ampoule verre étanche (conservation illimitée), s'adapte aussi aux BIC-Clic et Super-BIC.
BIC
CLICHY-SEINE

Des correspondants de « L'Express » dans le monde

ANGLETERRE

● La prochaine naissance royale est un atout pour les conservateurs.

LONDRES. — *De notre correspondant particulier.*

L'ANNONCE de la prochaine maternité de la reine Elizabeth a indirectement servi les intérêts électoraux du parti conservateur. Elle a d'abord permis à M. Macmillan de mettre au point ses calculs stratégiques pour la fixation de la date des élections. Jusqu'à l'annonce des espérances royales, il était pratiquement tenu de fixer les élections au mois d'octobre, la reine devant se trouver au Ghana en novembre. Cette visite ayant été décommandée, il devient possible de repousser la consultation électorale à novembre.

M. Macmillan poursuit deux objectifs :

1° Il désire que les élections aient lieu *après* la convocation d'une conférence au sommet mais *avant* que celle-ci se réunisse. Cela lui permettra de dire aux électeurs : « *Je suis l'architecte de cette rencontre ; laissez-m'en assurer le succès.* »

2° Il souhaite que le congrès annuel du Labour Party (prévu pour le 5 octobre), se tienne *avant* la fixation de la date des élections. Si cette date était déjà connue, les travaillistes pourraient soit reculer leur congrès, soit en faire une simple démonstration d'unité. Si le doute demeure au contraire quant aux intentions du gouvernement, il est probable que M. Frank Cousins (secrétaire général du plus puissant syndicat britannique) et l'aile gauche du Labour Party ouvriront un débat sur la bombe H qui divisera profondément le parti.

M. Macmillan prévoit que la conférence au sommet sera décidée pendant la visite de M. Kroutchev en Amérique (du 15 au 25 septembre) mais que la date n'en sera fixée — après consultation des alliés européens — que vers la première semaine d'octobre. Etant donné les préparatifs qu'elle suppose, la conférence ne pourrait donc se tenir avant la troisième semaine de novembre, ou même au début de décembre seulement.

Ce calendrier convient parfaitement aux conservateurs. Il leur permettra d'annoncer la date des élections au cours de leur congrès annuel, le 16 octobre, soit dix jours après le congrès travailliste, et de fixer cette date à la seconde semaine de novembre, soit à la veille de la conférence au sommet.

La seule inconnue reste l'attitude de M. Kroutchev. En 1956, après un violent échange avec les dirigeants travaillistes, le président du Conseil soviétique avait déclaré : « *Si j'étais Anglais, je voterais conservateur.* » A-t-il changé d'avis depuis ? S'il préférait rencontrer MM. Gaitskell et Bevan à la conférence au sommet plutôt que MM. Macmillan et Selwyn Lloyd, il pourrait favoriser une victoire travailliste aux élections en bousculant le calendrier prévu par M. Macmillan. MM. Gaitskell et Bevan s'envolent pour Moscou la semaine prochaine et l'un des buts de leur voyage sera de découvrir qui M. Kroutchev préfère voir à la tête du gouvernement britannique.

DÉPLACEMENTS ET VILLÉGIATURES

par TIM

De Gaulle en Algérie — **Eisenhower à Paris** — **Malraux en Amérique du Sud**

ÉTATS-UNIS

● La lutte contre les gangsters du syndicalisme devient une grande bataille politique.

NEW YORK. — *De notre correspondant particulier.*

IL y a deux ans, le sénateur démocrate McClellan ouvrait le dossier de la corruption qui sévissait dans certains syndicats américains. Des mois durant, des témoignages irréfutables révélèrent au public stupéfait comment des gangsters avaient su — par le chantage, la menace, le coup de revolver dans le dos, le truquage électoral — transformer certains syndicats en une source de revenus fabuleux pour les hommes qui terrorisaient syndiqués et employeurs.

D'innombrables malversations avaient été prouvées contre Dave Beck, président du syndicat des camionneurs, et son adjoint, Jimmy Hoffa, qui menaient un train de vie princier. Leur syndicat, de même que celui des dockers ou des charpentiers, était plutôt un « racket » organisé à l'échelle nationale.

Deux ans après ces révélations, si Dave Beck a été écarté du syndicat, Jimmy Hoffa, qui a pris sa place, règne toujours sur les camionneurs, et les syndicats des dockers ou des charpentiers sont restés pareils à eux-mêmes.

Mais les enquêtes bruyantes du comité McClellan, menées par le jeune frère du sénateur Kennedy, n'ont donc servi à rien ? Si. Elles ont abouti à un grand débat législatif sur le contrôle du syndicalisme.

L'utilisation politique des révélations de la commission McClellan avait été prévue, dès l'origine, par les démocrates libéraux. Pour empêcher que la droite, qui n'a jamais accepté le « New Deal » rooseveltien, profitât du scandale pour « casser » les syndicats, le sénateur Kennedy avait introduit l'année dernière un projet de loi prévoyant des mesures précises et strictement limitées contre la corruption syndicale.

Adopté par le Sénat, le projet fut repoussé par la Chambre, après que le président Eisenhower l'eut dénoncé comme trop modéré.

Cette année, pendant que la Chambre examinait trois projets de loi différents, le président Eisenhower prit parti pour un projet — le « Landrum-Griffin bill » — qui comporte à côté de clauses dirigées contre le gangstérisme syndical, l'interdiction du « boycott secondaire », par exemple, grâce auquel les syndicats pouvaient empêcher jusqu'ici qu'une firme livre ou achète à un patron coupable d'irrégularités dans ses rapports avec son syndicat d'entreprise.

La Chambre n'en approuva pas moins, à une forte majorité, le projet Landrum-Griffin.

Pour devenir définitif, le projet de la Chambre doit toutefois être approuvé par le Sénat, toujours fidèle au projet Kennedy. Or, l'hostilité syndicale au projet Landrum-Griffin est si vive que les sénateurs, en cette période pré-électorale, ne voudront pas prendre le risque de s'aliéner les 18 millions de syndiqués américains. Le projet Landrum-Griffin a ainsi toutes les chances de sortir très atténué de la réunion commune que vont tenir les commissions du Sénat et de la Chambre.

(A.P.)

M. JIM HOFFA
Entre la Chambre et le Sénat

Toutefois, le président Eisenhower est résolu à opposer son veto à tout projet de loi moins « dur » que le projet Landrum-Griffin. Ainsi, après deux années de révélations et de discussions, les chances sont aussi minces que jamais de voir Hoffa et ses pareils éliminés par une législation appropriée.

● Un prophète raciste noir inquiète les Américains.

NEW YORK. — *De notre correspondant particulier.*

« L'*HOMME blanc sait maintenant que ses jours sont comptés* », a déclaré il y a quelques semaines un orateur noir devant quelques milliers de fidèles réunis à New York. « *Je suis ici pour vous apprendre à être libres, libres du joug de l'homme blanc. Nous voulons l'unité de tous les peuples noirs de la terre. Alors, nous deviendrons maîtres des Etats-Unis et nous traiterons les blancs comme ils le méritent.* »

Tel est l'appel lancé à tous les noirs américains par le « Messager d'Allah » Elijah Muhammad, chef d'une secte religieuse intitulée « Les Musulmans ». Fils d'un pasteur baptiste, Elijah prêche la suprématie noire depuis 1931, mais sa prédication remporte depuis quelques années un succès qui inquiète les Américains. Avec le réveil des peuples d'Afrique noire qui commencent à secouer le joug colonial, les mots d'ordre des « Musulmans » deviennent moins utopiques et nourrissent de rêve le prolétariat noir misérable des grandes villes américaines.

Elijah Muhammad ne compte encore que 70.000 fidèles dans 29 villes mais il affirme que leur nombre augmente sans cesse. Il leur demande de renoncer au tabac, à la drogue et à l'alcool, de se baigner souvent, de prier cinq fois par jour en se tournant vers La Mecque, même s'il leur faut pour cela s'agenouiller en pleine rue. Réclamant l'abolition de toute forme de dépendance à l'égard des Blancs, Elijah a ouvert un restaurant, une teinturerie, un salon de coiffure, une boucherie, une épicerie et un grand magasin « musulmans » à Chicago, un café à Harlem, un café et une ferme près d'Atlanta. Il a également fondé des « Universités de l'Islam » à Chicago et à Detroit, où les dogmes de la secte sont enseignés aux enfants et aux adolescents.

« *L'ennui*, a déclaré un policier, *c'est que les « Musulmans » respectent scrupuleusement les lois et que nous ne pouvons rien contre eux. Nous préférerions quelques explosions de violence qui nous permettraient de les coincer.* »

Quant aux hommes politiques noirs, ils s'inquiètent de la popularité croissante d'Elijah. « *Ce qu'il dit*, a déclaré l'un d'eux, *frappe beaucoup plus les masses noires écrasées par le système économique que ce que je peux leur raconter moi-même. J'ai le sentiment désagréable que l'aventure d'Elijah Muhammad est très significative.* »

HOMMES

Vingt ans au café de Flore

Maurras devant la statue de la Déesse, Sartre auprès de son poêle à sciure, un amiral dans la cave, les « mignons » à la terrasse... et mille consommations par jour.

(Charpentier.)

PAUL BOUBAL DEVANT SA TERRASSE...
« Ils payent, ces gens-là ?... »

SI vous passez un matin boulevard Saint-Germain, vers 6 heures, levez les yeux... Au troisième étage de l'immeuble situé à l'angle de la rue de Rennes, vous verrez bouger un rideau. Derrière ce rideau, une paire de puissantes jumelles. Derrière ces jumelles, un homme de 49 ans, trapu, cheveux en brosse, visage mobile et pâle qui s'empourpre à la moindre contrariété, Paul Boubal.

Depuis vingt ans, le propriétaire du café de Flore s'assure ainsi, dès potron-minet, que dans son univers le ménage a commencé. Puis il va se recoucher. Mais Jacques Prévert assure que lorsqu'un verre tombe et se casse au Flore, Paul Boubal l'entend de son lit.

Ce sont ces vingt ans de règne sur l'un des cafés les plus célèbres du monde que Paul Boubal célèbre en ce mois d'août.

« Combien de demis, combien de limonades... » Combien ? Entre 600 et 700 les mauvais jours.

Mais y a-t-il des mauvais jours, au Flore ?

Pas plus qu'aux Deux-Magots, dont la terrasse est contiguë ; pas plus que chez Lipp, en face, brasserie bastion de la choucroute et des parlementaires, dont le patron trie pourtant sa clientèle d'une main de fer et refuse de se compromettre avec le « quartier »...

Poêle et métro

Entre ces trois établissements s'inscrit toute la légende de Saint-Germain-des-Prés. D'autres « bistrots » ouvrent, ferment, prospèrent, périclitent... Imperturbables, les trois grands demeurent et s'il n'est plus vrai que l'esprit souffle au fond de chacune de leurs soucoupes, c'est toujours là qu'il faut aller pour être vite et bien renseigné sur ce que prépare Queneau, sur ce que raconte Delouvrier, sur ce que va exposer Giacommeti, ou sur le titre du prochain Goncourt.

Lequel des trois établissements est le plus laid ? Le plus mal éclairé ? Le plus inconfortable ? Il y a longtemps que personne ne se pose plus la question et que, oscillant de l'un à l'autre, la vague des habitués constitue à elle seule le décor que l'on vient voir de tous les coins du monde.

A l'origine de cette persistante notoriété il y a eu, bien sûr, la présence et la vogue de Sartre. Mais il y a eu aussi un poêle à bois, et une station de métro.

Lorsque, en 1939, Boubal débarqua de sa province, le Rouergue, avec une jolie blonde, sa femme, à la recherche du café où il pourrait enfin s'établir à son compte après avoir beaucoup travaillé pour les autres, le Flore était à vendre.

L'établissement avait déjà son folklore. Devant la statue de la déesse Flore, disparue aujourd'hui, qui ornait le premier étage, l'Action Française avait été fondée, et on y rencontrait parfois Charles Maurras et ses amis.

A la terrasse, on trouvait essentiellement un groupe d'habitués qui avaient adopté le Flore pour faire enrager le patron des Deux-Magots.

Paul Boubal franchit le seuil du Flore, jeta un coup d'œil circulaire sur les personnages hirsutes, dépenaillés et bruyants qui hantaient les lieux, et demanda, soupçonneux, au propriétaire avec lequel il allait traiter :

« Ils payent, ces gens-là ? »

Ces gens-là étaient Chagall, Picasso, André Breton, Robert Desnos, Giacommeti, Léon-Paul Fargue, André Derain...

Il y avait aussi la bande des frères Prévert, Marcel Duhamel, qui allait devenir le père de la Série Noire, Henri Crolla, qui avait 17 ans et qui faisait ses débuts de guitariste dans les boîtes de Montparnasse.

Ils payaient.

Mais c'est à l'occupation que le « quartier » doit sa prospérité.

Les Allemands, férus de parisianisme culturel, avaient envahi Montparnasse. Une partie de la clientèle du Dôme, peu soucieuse de les rencontrer, émigra alors vers Saint-Germain-des-Prés avec un empressement d'autant plus vif que la station de métro Vavin, qui desservait les cafés de Montparnasse, avait été fermée, tandis que la station Saint-Germain-des-Prés était restée ouverte.

Sartre et Simone de Beauvoir furent parmi les premiers émigrés de Montparnasse.

Or, Boubal avait installé, au rez-de-chaussée du Flore, un poêle à sciure qui répandait une douce chaleur, en un temps où tous les Parisiens grelottaient.

Si l'on peut montrer aujourd'hui aux touristes respectueux la table où Sartre écrivit « Les Mouches », c'est parce qu'elle se trouve à côté de l'endroit où soufflait non pas l'esprit, mais le poêle.

A une autre table, un jeune homme, Jean Jausion, l'un des plus doués de sa génération, écrivait son premier et dernier roman, « Un homme marche dans la ville », dont Pagliero fit plus tard un film. Jausion est mort en déportation. Comme Desnos.

Amiral et marquis

A une autre encore, Antonin Artaud exorcisait on ne sait quels sortilèges en se piquant le crâne avec la pointe d'un grand couteau.

Et tous les soirs, le Marquis venait apporter, dans un langage obscur et postillonnant, aux habitués, les dernières nouvelles diffusées par Radio Londres. Le Marquis était un vieillard saugrenu et riche qui possédait à côté du Flore un appartement et deux jeunes amies.

En ce temps-là on vit même un jour, au Flore, un amiral. C'était un matin. La trappe par laquelle s'effectuent les livraisons était ouverte. Un monsieur distrait qui passait par là fit un pas de trop... et disparut dans les profondeurs du monte-charge.

Boubal, affolé, s'en fut le repêcher. Il avait atterri, sain et sauf, sur un tas de chiffons.

Un peu étonné, mais très poli, il accepta un « remontant ». Il s'appelait l'amiral Cirette.

Après la guerre, il y eut la période où chacun se crut « existentialiste », à l'aide d'un pantalon, d'un chandail et de quelques ongles noirs, et où la vie nocturne de Saint-Germain-des-Prés se déroula dans les caves.

Les « vedettes » du quartier, harcelées par les photographes et les touristes, se terrèrent, laissant en pâture à la curiosité publique une jeune personne aux cheveux longs, Juliette Gréco, une jeune personne aux cheveux courts, Anabel, et quelques loups tristes à leurs trousses. L'une et l'autre avaient encore le nez que la nature leur avait donné et qui, pour être moins photogénique que le suivant, leur conférait un peu de sauvage noblesse.

Tout cela dansait beaucoup, buvait un peu, et ne mangeait guère.

Une nouvelle vague de clientèle déferla sur le « quartier » lorsqu'une série de rafles organisées aux Champs-Elysées rejeta vers la rive gauche ceux que Paul Boubal appelle « Mes Mignons ».

(Charpentier.)

...ET DERRIÈRE SES JUMELLES.
Le plus bourgeoisement du monde

Citoyen tolérant, il s'attendrit volontiers sur eux. Mais, patron clairvoyant, il déplore leur propension à prolonger plus que de raison leurs papotages devant des guéridons où quelques verres tristes témoignent de leur indifférence à l'égard des boissons alcoolisées.

D'Auvergne ou de Rouergue

Alors, périodiquement, une sainte colère le soulève. Et dans une forte inspiration, il décide l'augmentation générale des tarifs, laquelle vient frapper impartialement les représentants de tous les sexes qui fréquentent le Flore.

Après quoi il murmure tout de même, furieux : *« C'est moi le c... »* Aujourd'hui, le verre de pouilly se vend chez lui 150 francs.

Comme tous ceux qui vivent de la bohème des autres, de leur fantaisie ou de leurs névroses, de leur génie ou de leurs aspirations au génie, Paul Boubal vit, lui, le plus bourgeoisement du monde, entre sa femme, sa fille, son gendre, et son chien.

Ses clients, les plus illustres en tête, sont couverts de dettes, harcelés par leur percepteur. Lui, il a acheté une maison de campagne près de Fontainebleau où il déguste paisiblement, le dimanche, un vrai gigot des familles.

Comme tous ceux qui règnent sur une parcelle de Paris, il est provincial. Comme tous ceux qui réussissent « dans la limonade », il est originaire du Rouergue qui fournit 80 % des « bistrots » de Paris. Les autres sont Auvergnats. Ne pas confondre, bien que les uns et les autres soient également rudes au travail et âpres au gain.

Ainsi, M. Cazes du Lipp, et M. Boubal du Flore lisent « Le Rouergue amicaliste ». Tandis que M. Mathivat des Deux-Magots, lui, « un étranger » natif du Puy-de-Dôme, lit « L'Auvergnat de Paris ».

Informé du petit article que « L'Express » comptait lui consacrer, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa vie germano-pratine, Paul Boubal, méfiant, a déclaré :

> *« Je me demande si c'est bien vrai ce que vous marquez dans « L'Express » ? »*

Nous attendions l'amorce d'une discussion politique, mais il a poursuivi :

> *« L'autre semaine, il y a Jean Cau qui a écrit que Mme Walter ne savait pas ce que c'est qu'une brique. Pour une dame qui est de l'Aveyron, moi, j'y crois pas. Elle doit le savoir, qu'une brique, c'est un million... »*

III. « NÉVROSE » *par Boileau et Narcejac*

MONSIEUR, c'est le dentiste du sixième qui veut vous parler.

— *Un dimanche ?* grommela le psychiatre. *A onze heures du matin. Il m'embête ! Si tous les voisins étaient aussi... Bon, faites-le entrer.*

Maugrelles se confondit en excuses. Jamais il ne se serait permis de déranger le docteur. Mais il lui arrivait quelque chose d'extraordinaire et de tellement troublant que... bref... il fallait agir, tout de suite.

Il avait encore ses gants à la main et son missel à tranche dorée sous le bras ; sa paupière gauche battait sans arrêt.

— *Remettez-vous,* dit le psychiatre. *Qu'est-ce qui ne va pas ?*

— Vous connaissez ma femme, docteur ?

— *Mais... oui...*

Le psychiatre revoyait une personne longue, fade, qui dans l'ascenseur serrait toujours contre elle un basset mélancolique.

— La croyez-vous capable de voler ?

— *Pardon ? Heu... Il m'est difficile, comme ça... de... Cependant, non, je dirais plutôt non.*

— Et mes enfants ? Vous les connaissez aussi, naturellement ? Raymond, vous savez, ce grand brun, les cheveux ras comme on fait maintenant ?

— *En effet.*

— Et ma petite Françoise ?

— *La jupe courte et la queue de cheval ?*

— Oui... Eh bien, pensez-vous qu'ils puissent voler ?

Le psychiatre observa pensivement Maugrelles.

— *J'aimerais que vous m'expliquiez calmement votre cas,* dit-il.

— C'est très simple, fit Maugrelles. Nous sommes sur le point de partir en vacances et, hier matin, j'ai retiré un million de la banque : dix liasses. Une manie, si vous voulez. Je pourrais avoir un chéquier, comme tout le monde. Je préfère l'argent liquide. Ça me donne un petit choc, tous ces billets. Je les ai enfermés dans mon secrétaire. Hier soir, j'ai vérifié : ils y étaient toujours. Et puis, tout à l'heure, en revenant de la messe, machinalement, j'ai donné un petit coup d'œil au passage. On m'a pris cent mille francs. J'ai compté les liasses, vous pensez ! Il y en a neuf. C'est clair : j'ai été volé !

— *Je le regrette infiniment,* dit le psychiatre, *mais je crains que cette affaire ne soit pas de ma compétence.*

Maugrelles s'agitait, malheureux, essuyait ses mains moites avec sa pochette.

— Mais si, docteur, vous allez comprendre... Car j'ai tout de suite fait le tour du problème... Hier, mon cabinet était fermé. Donc, pas de clients. D'autre part, je n'ai ni bonne ni femme de ménage. Alors ? Concluez vous-même... C'est ma femme, ou ma fille, ou mon fils. Il n'y a pas à sortir de là.

Sa voix trembla. Il s'accrocha au bord du bureau.

— Tout cela est absurde, docteur, croyez-moi. Ma femme, la pauvre Clémence, si elle savait que je la soupçonne ! C'est la meilleure des épouses, la meilleure des mères ! D'ailleurs, elle a une jolie fortune personnelle. Me voler cent mille francs, elle ! C'est im-pen-sa-ble ! Et mes enfants, docteur ! Ils sont si gentils, tous les deux ! Raymond a 22 ans. Il pourrait sortir, vous savez ce que c'est... On a des amis, on se laisse entraîner. Mais lui, pas du tout ! D'abord, je ne lui donne pas d'argent, c'est un principe. Le dimanche, il fait du sport. Ce matin, il est allé disputer un championnat de basket, je crois. Tout est clair, de ce côté. Je ne parle même pas de ma petite Françoise. C'est une enfant, malgré ses 17 ans.

Le psychiatre se leva.

— Attendez, docteur, dit Maugrelles. Je vous ai apporté leurs photos.

— *Leurs photos ?*

— Oui...

Le psychiatre se rassit lentement.

— *Malgré tout,* murmura-t-il, *vous les soupçonnez un peu, n'est-ce pas ? Et vous aimez mieux me laisser le soin de désigner le coupable ? Vous croyez que je peux vous dire : c'est votre fils ou c'est votre femme, rien qu'en étudiant la forme de leur nez, de leur bouche ?*

Il repoussa les photos.

— *Parlons de vous, monsieur Maugrelles... Personne ne sait que vous avez découvert le vol ?*

— Non.

— *Et vous n'avez pas le courage de les interroger ?... Hum... Vous arrive-t-il de revenir sur vos pas pour vous assurer que le gaz est fermé ou l'électricité éteinte ?*

— Cela m'arrive, oui...

— *Et pourtant, vous êtes bien sûr que cette précaution est inutile ?*

— Oui, mais je ne vois pas le rapport...

— *Ces billets, vous les avez comptés plusieurs fois ?*

— Oui.

— *Avez-vous songé qu'on pourrait vous les voler ?*

— Oui. Dès que j'ai de l'argent en ma possession, je pense au vol.

— *Vous aimez vous procurer de petites émotions ! Et cela vous pousse, de temps en temps, à laisser l'électricité allumée ou le gaz ouvert ! Bien entendu, vous accusez tous les vôtres d'étourderie, c'est bien cela ?*

— Docteur, je vous donne ma parole qu'il me manque une liasse.

— *Pourtant, vous vous êtes trompé... oh ! inconsciemment, sans doute, mais vous vous êtes trompé !*

— Je vous jure, docteur, que...

— *Mais non... Vous vous êtes trompé ! Le cas est bien connu... Vous avez fait exprès — à votre insu — de vous tromper.*

— Ecoutez, docteur, il est facile de vérifier. Venez voir vous-même.

— *Soit.*

Le psychiatre monta dans l'ascenseur à côté de Maugrelles qui cachait mal sa mauvaise humeur. L'appartement du dentiste était cossu, douillet et révélait au premier coup d'œil les manies de son propriétaire.

— Entrez, dit Maugrelles... Vous ne me dérangez pas... Ma fille déjeune chez une amie... Ma femme doit être à la cuisine... Par ici, docteur... Voici mon secrétaire... Et voici l'argent... Comptez...

Le psychiatre rangea les liasses les unes à côté des autres : une, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix...

— *Comment dix ?* s'écria Maugrelles.

— *Eh oui, dix ! C'est bien ce que je pensais,* conclut le psychiatre.

Maugrelles, du bout des doigts, recomptait, incrédule. Il y avait dix liasses.

— *Nous commencerons le traitement demain,* dit le psychiatre. *Rassurez-vous, ce n'est rien de bien méchant, mais il faut vous débarrasser de ces petits tics... A la longue, on ne sait jamais !*

— Docteur, s'écria Maugrelles, je ne suis pas fou, je vous prie de le croire. Il y avait neuf liasses. La tête sur le billot, je maintiendrais qu'il y avait neuf liasses !

— *Alors, d'où viendrait la dixième ?* objecta le psychiatre.

Ecrasé, Maugrelles se tut. Il n'eut même pas la force de reconduire son visiteur.

Le psychiatre, revenu dans son bureau, rédigea une fiche :

« Maugrelles, Charles. Marié. Deux enfants... »

Il rêva un peu, avant de consigner ses observations, puis se mit à écrire... Après le déjeuner, il écouta quelques disques, parcourut quelques revues et, l'esprit dispos, s'assit devant sa machine pour taper le dernier chapitre d'un rapport au Congrès international des aliénistes. Vers six heures, on frappa.

— Monsieur, c'est le dentiste qui voudrait être reçu...

— *Encore...*

Le psychiatre faillit se fâcher, mais ce gros homme aux joues tombantes, aux yeux timides, l'intéressait...

— *Qu'il entre...*

Et Maugrelles entra, décomposé, les lèvres blanches.

— *Eh bien, eh bien,* dit le psychiatre, *vous avez tort de vous frapper comme ça.*

— Les liasses... balbutia Maugrelles.

— *Je sais. Il y en avait neuf. Ensuite, nous en avons trouvé dix.*

— Oui, ce matin... fit Maugrelles. Mais maintenant, il y en a onze.

— *Comment ?*

— C'est affreux, bégaya Maugrelles, il y en a onze. !

— *Je vois,* dit sévèrement le psychiatre. *Vous les avez recomptées et, pour vous punir, inconsciemment, vous vous êtes encore trompé.*

— Jamais de la vie, cria Maugrelles. J'ai même recommencé trois fois et trois fois j'ai trouvé onze liasses. C'est pire que si on m'avait volé.

— *Voyons, décontractez-vous. Là... Les bras bien mous... La tête bien calée. Que s'est-il passé exactement ?*

— Mais rien, docteur. J'ai déjeuné avec ma femme. Je ne lui ai parlé de rien pour ne pas l'effrayer. Ensuite, j'ai passé l'après-midi dans mon cabinet... Un travail de prothèse assez délicat... Mais évidemment, je ruminais tout seul, j'étais tellement sûr d'avoir compté neuf liasses. J'avais une envie terrible d'aller dans mon bureau et de recompter encore une fois... C'est dur de s'entendre dire qu'on n'est peut-être pas tout à fait normal. Enfin, tant pis... J'ai cédé... J'y suis allé... et il y avait onze liasses.

Les yeux de Maugrelles s'embuèrent. Il baissa la voix, comme honteux.

— Docteur, je vous en supplie... Venez avec moi... parce que, maintenant, j'ai peur. C'est idiot, mais j'ai peur... Venez compter. Il y en a onze. Je les vois, devant moi. Même un enfant ne ferait pas d'erreur.

— *Réfléchissez, monsieur Maugrelles,* dit le psychiatre. *Vous vous rendez bien compte que personne n'a intérêt à venir ajouter une liasse à la pile, n'est-ce pas ? Alors ?... Il y a dix liasses, logiquement, fatalement !*

Maugrelles fit non de la tête. Le psychiatre ouvrit la porte.

— *Je vous accompagne, monsieur Maugrelles.*

L'appartement était toujours aussi paisible et accueillant. Dans une pièce éloignée, on entendait une vague rumeur de foule.

— C'est la télévision, expliqua Maugrelles. Ma femme adore ça. Et je crois qu'aujourd'hui c'est le tirage du sweepstake...

Il haussa les épaules, s'effaça devant le psychiatre. Celui-ci s'approcha du secrétaire, sortit les billets et aligna les paquets, comme le matin.

— *Un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix...*

Les yeux exorbités, Maugrelles regardait.

— *Dix,* dit le psychiatre. *Vous êtes d'accord ?*

Maugrelles fit un pas et s'effondra dans les bras du médecin.

★

Ici s'arrête pour aujourd'hui le récit de Boileau-Narcejac. Il y manque vingt lignes. Quelle est la conclusion logique de ce mystère ?

A vous de jouer et de nous envoyer votre explication.

Si elle est conforme à celle des auteurs, que nous publierons dans notre prochain numéro, vous recevrez deux microsillons long-playing ou deux volumes de la collection de la Pléiade, à votre choix.

Les réponses devront être adressées à « L'Express », Service Jeux, 91, Champs-Elysées, avant le mercredi 26 août à midi.

En page 2, les noms des gagnants de la première épreuve.

SOLUTION DE « VRAIMENT FOU ? »

Nous proposions la semaine dernière à nos lecteurs amateurs d'énigmes de trouver la solution logique de la nouvelle intitulée « Vraiment fou ? » la deuxième écrite pour eux par Boileau et Narcejac, que nous avions publiée amputée de ses vingt lignes de conclusion. Voici la clé de l'énigme, telle que l'avaient rédigée Boileau et Narcejac :

— Vous comprenez, dit Mme Gervaise, pourquoi je vous ai envoyé mon mari ? La vie n'est plus possible.

— Voyons, dit le psychiatre... Il y a quelque chose qui m'échappe...

La jeune femme l'entraîna dans l'antichambre, décrocha la toile du Douanier, la remplaça par la copie.

— Je vais emporter l'original, dit-elle doucement. Mon mari, qui ignore ma visite, rapportera ce tableau et s'arrangera pour le substituer à celui que je viens de suspendre. Pendant huit jours, il sera heureux. Il restera persuadé qu'il possède votre Rousseau. En réalité, il n'aura pris que sa propre copie. Depuis des années, il collectionne ses copies ; ce qui lui donne le droit de mépriser l'univers.

— Et vous ?

— Je passe avant lui. C'est moi qui vole les vrais tableaux. C'est lui qui les rapporte. La vérité le tuerait. Qu'est-ce qu'on peut faire, docteur ?

Le psychiatre considéra les deux toiles, la vraie et la fausse, et déjà il ne savait plus où était la vraie, où était la fausse. Il se passa la main sur les yeux et décida brusquement :

— Je vais vous adresser tous les deux à un confrère. Puis, se tournant vers son assistante :

— Simone, vous décommanderez mes rendez-vous. J'ai terriblement besoin d'un peu de repos.

BOILEAU-NARCEJAC.

Nous publierons la semaine prochaine les noms des participants à notre jeu qui nous auront envoyé une réponse conforme à cette explication.

ÉCRIVAINS

Conversation avec Hemingway

Samedi, aux arènes de Bayonne, Hemingway était le spectateur le plus attentif du « mano a mano » opposant Dominguin à Ordonez. Sur les taureaux, sur l'amitié, sur le vin et sur la mort, voici ce qu'il a confié à Jean Daniel.

A Bayonne, samedi, peu après 5 heures, dans des arènes triomphantes de couleur et de vie, Antonio Ordonez — le jeune beau-frère de Dominguin — arrêta les picadors, qui creusaient, sous les huées de la foule, dans les flancs du taureau, un trou d'où le sang jaillissait maintenant à flots.

C'était une bête magnifique, toute en échine et en cornes, de la *Ganaderia* de Don Carlos Nunez, de Séville.

La sonnerie de trompettes annonça la sortie des picadors ; deux banderilles seulement, au lieu de six, furent plantées dans le cou de la bête, dont la langue ne pendait pas encore : elle était en pleine vigueur. Ordonez fit signe à sa *cuadrilla* de partir. Il était seul, dans l'arène, face à *son* taureau. Son règne commençait.

Dès la première « pasa naturale », c'était gagné. Ordonez accomplissait son merveilleux travail de dialogue et d'échange. Agile, trapu, instinctif, arrivant à faire corps avec la bête dans une simplicité joyeuse qui paraît facile à tous ceux qui n'ont pas vu de mauvaises corridas, il suscita le pieux silence, si rare et si impressionnant, sur les gradins élevés. Le moment où l'on n'ose pas encore accompagner du « *ollé !* » rituel le torero dans ses *suertes*. Le moment où, comme l'a écrit l'essayiste Maranon : « *on comprend bien qu'on n'est pas là pour s'amuser* ». C'est la tragédie. Ce n'est évidemment pas un combat de force entre un homme et une bête. La question est : « que va pouvoir tirer du taureau qui doit mourir le torero digne de tuer ? ».

Dans le « callejon »

A ce moment précis, j'ai vu Ernest Hemingway près de moi dans le *callejon* (le corridor circulaire qui sépare l'arène des gradins et où se réfugient les matadors poursuivis). Hemingway, sans cesser de regarder Ordonez, levait une main que prenait Laureen Bacall, la vedette de cinéma, qui, assise au premier rang des tribunes, entre plusieurs Espagnols, paraissait jouer une nouvelle scène du « Soleil se lève aussi ».

Hemingway portait sa casquette à longue visière, son gilet de cuir brut et jouait avec vigueur son rôle d'impétueux prophète de la tauromachie. Tous les hommes et toutes les femmes qui l'avaient applaudi à son entrée dans le callejon ne le connaissent peut-être que pour cela. Il aime cette gloire qui ne doit rien à la littérature.

— *Les plus nombreux de mes amis ici n'ont pas lu mes livres. Ce sont peut-être les meilleurs amis,* me dit-il plus tard.

Il était à côté de l'ancien grand torero Domingo Ortega. Il s'est penché vers Ortega et a dit :

— *J'aime Ordonez pour son « alegria ».*

Cela ne veut pas dire seulement allégresse. Pour Hemingway, cela veut dire le sens de la fête. De la fête dans la tragédie. De nombreux aficionados ont regardé dans la direction de Hemingway, tandis que quelques photographes voulaient saisir une expression d'impatience sur le beau visage de Dominguin devant la perfection technique d'Ordonez qui venait de réussir une extraordinaire estocade. Parce que, pour ceux « qui savent », le couple ce n'est pas seulement le duo trop mis au point Dominguin-Ordonez, c'est surtout l'association Hemingway-Ordonez.

Rendez-vous à Biarritz

J'avais rendez-vous le dimanche à Biarritz avec Hemingway. Il avait accepté avec une joie bruyante à cause de ma référence à des amis communs. Et puis aussi, disait-il, il aurait plaisir à parler à nouveau français et surtout argot. A Biarritz, je suis arrivé un quart d'heure en retard et l'entretien a mal débuté.

— Ainsi, vous suivez Ordonez dans tous ses déplacements ?

— *Je ne le suis pas. Je l'accompagne. De quoi d'autre voulez-vous parler ?*

— De vous...

— *Je ne suis pas mon sujet favori.*

— Puis-je vous offrir un apéritif ? (Nous étions dans un bar.)

— *Le vin est mon régime. Et je veux observer ce régime.*

— En ce cas, dis-je, en ayant assez, il y a une solution, c'est que je vous fiche la paix.

Et soudain j'ai vu naître dans le regard bourru de Hemingway qui m'empêchait de partir une lueur de fraternité. Après avoir plusieurs fois « observé son régime », il s'est laissé aller, et il m'a tutoyé, sans que je sache si c'est par une bienvaillante familiarité ou par ignorance de l'usage en français.

— *Ecoute, tu veux savoir pourquoi j'accompagne Ordonez ? Je suis content que tu me poses cette question, j'avais peur que tu me parles de littérature. Et moi, je n'écris pas des livres pour pouvoir en parler ensuite ! Je ne sais pas parler de littérature. Je ne sais pas, et puis cela ne m'intéresse pas. D'ailleurs, je n'aime pas la compagnie des écrivains. Les peintres, oui, parce qu'ils ont un art normal. Mais les écrivains ce sont des anormaux. Evidemment, je suis un peu anormal moi aussi, de ce fait. Les écrivains sont des êtres instables, condamnés à l'infidélité. C'est difficile de trouver des hommes parmi les écrivains. Je ne peux me lier qu'avec des vrais hommes. Il y en a quelquefois En France, les écrivains comme Prévert ou Sartre sont des hommes « bien ». Sartre ne se prend pas au sérieux dans les rapports humains. C'est sympathique, cela fait solide. Et c'est pour ça aussi que j'aime Antonio Ordonez. Parce que c'est un homme. Et qu'il y a du mérite à être un homme quand on est torero. Au moins autant que quand on est écrivain.*

« Comme torero, c'est très simple. Ordonez fait tout le temps ce que les autres font quelquefois dans leur vie, ce que les plus grands ne font que par accident. Pour moi, je n'ai jamais rien vu de semblable au travail de ce petit gitan. Et puis c'est un ami. J'avais très bien connu son père, Nino de la Palma, j'étais lié avec toute la famille. Lorsque j'ai eu un grave accident en Afrique du Sud où je chassais, le premier télégramme était signé de quelqu'un que je ne connaissais pas, le troisième fils de Nino de la Palma, Antonio Ordonez. Et quand, pour la première fois depuis la guerre civile, je suis revenu en Espagne, j'ai été accueilli par Antonio qui m'a dit dès les premiers moments : « Venez ! je voudrais savoir si je torée aussi bien que mon père. »

« Je suis allé le voir toréer et je lui ai dit : « C'est bien mieux que ton père. » Et il n'a pas cessé de se perfectionner, avec ce que je respecte le plus au monde : la modestie de l'artisan. Il est artisan et maître, artisan encore dans la maîtrise. Pour moi, c'est une référence, dans l'expression je veux ne jamais finir de me considérer comme un artisan. C'est parce qu'il fait bien son métier qu'il est un véritable artiste...

« Il vaut mieux que j'écrive. »

« Et puis, bien sûr, il y a autre chose, l'essentiel. Ordonez et moi, nous avons quelque chose en commun : nous recherchons dans la vie des impressions de vie et de mort. Tu comprends bien ? De vie et de mort. *Nous ne sommes pas tristes. Nous sommes vivants, heureux, intenses. Ordonez sait être heureux. Je me méfie des gens qui ne le savent pas. En tout cas, ils ne m'intéressent pas. Ordonez et moi, nous disons « merde » à la mort. Tu sais ce qu'on dit en espagnol, pour parler de la mort ? On dit : « cette autre putain ». Oui, oui : cette autre putain. C'est plus compliqué, mais tu me fais parler de ce que je suis en train d'écrire, alors ? Il vaut mieux que je l'écrive complètement, non ? Je suis venu aux arènes parce que toutes les guerres étaient finies en 1930 et que moi, ce qui m'intéressait, c'était la vie et la mort. La vie près de la mort. Et la mort elle-même, qu'on regarde sans se boucher les yeux.*

« Antonio, j'ai une sorte d'amitié paternelle pour lui. J'ai trois enfants, le premier est capitaine de parachutistes, le second chasse les fauves en Afrique du Sud, le troisième a voulu être étudiant en médecine. Eh bien, avec le premier, mon aîné, j'ai réussi à oublier que j'étais son père. Nous avons été de vrais amis. Avec Antonio, j'ai les mêmes rapports. Et comme je n'ai pas cessé de l'admirer et de croire en lui, comme il a autant confiance en moi que j'ai confiance en lui, nous avons constitué une association. Lui connaît les taureaux, moi le reste. Alors nous travaillons ensemble et nous partageons. Tu fais des papiers sur les taureaux dans ton journal ?

— Non, hélas ! C'est une passion. Mais je m'occupe plutôt d'autres choses en ce moment. La guerre d'Algérie, par exemple.

— *Quand on a connu la guerre et le journalisme, il reste les taureaux. C'est mieux que de parler littérature.*

— Mais vous n'avez jamais fait, étant jeune, de critique littéraire ?

— *Non, je n'ai jamais été prétentieux.*

— Vous ne lisez pas ce qu'on écrit sur vous ?

— *Cela ne m'intéresse en aucune façon. A deux exceptions près, les critiques ne m'ont jamais aidé à me comprendre moi-même ni à me faire comprendre. D'ailleurs, tout le monde me comprend. Je n'ai pas besoin qu'on traduise. Maintenant, on va s'arrêter et tu vas boire avec nous et puis ensuite tu te débineras parce que j'ai beaucoup de choses sérieuses à faire : il faut que je m'amuse, que je mange que je boive encore... »*

Antonio Ordonez et Luis Miguel Dominguin sont venus ensuite le rejoindre à l'hôtel. Dominguin, mince et mat, dans son tricot et son pantalon noir, rayonnant de séduction douce et de charme castillan. Ordonez, au port négligé et au regard consciencieux, vint prendre le bras de Hemingway. Un essaim de jeunes filles attendait Dominguin.

J. D.

(Reporters associés.)

ERNEST HEMINGWAY (1).
« C'est difficile de trouver des hommes parmi les écrivains. »

(1) Debout dans la tribune, Laureen Bacall.

ESSAIS

● *Entre le drapeau rouge et le drapeau noir.*

Jeunesse du socialisme libertaire

par Daniel Guérin. Ed. Marcel Rivière, 187 pages, 500 francs.

« L'AVENIR, écrit Daniel Guérin, *est toujours, est plus que jamais au socialisme, mais à un socialisme libertaire* ». Ce « socialisme libertaire » capable de faire la synthèse du marxisme et de l'anarchie, du drapeau rouge et du drapeau noir, n'est-il qu'une des multiples idéologies nées avec la révolution industrielle ? Survivra-t-il au désastre qui engloutit en ce milieu de siècle la plupart des systèmes « de gauche » ? Quelle construction faut-il faire pour qu'il apparaisse sinon comme une « réalité nécessaire », du moins comme une vérité historique et une chance probable ?

Récit d'un combat

Le livre que Daniel Guérin publie aujourd'hui, « Jeunesse du socialisme libertaire », vient à la suite de trente années de combat intellectuel et politique contre l'oppression coloniale, l'exploitation ouvrière, le fascisme et, plus généralement, l' « ordre bourgeois ». De « Fascisme et grand capital » qui est la première analyse marxiste du système économique et social de l'hitlérisme et du mussolinisme aux livres plus récents sur l'Amérique et les Antilles, Guérin poursuit la même critique.

Mais on peut combattre des années contre ce qui est sans s'expliquer d'une manière positive sur ce qui doit être, sans éclairer la critique des idéologies d'une idéologie critique. C'est ce que Guérin tente dans son dernier livre, constatant à la fois l'échec du socialisme autoritaire et organisé de type stalinien et la toujours jeune capacité des masses ouvrières à la révolte.

Ce n'est pas, à vrai dire, un problème nouveau, et Guérin rappelle lui-même le jugement de Proudhon selon lequel « aucune force politique n'a encore donné la vraie solution de l'accord de la liberté et de l'ordre ». Mais cette réconciliation n'est pas moins actuelle parce qu'elle a été perdue de vue.

La révolution libertaire

Deux chapitres de « Jeunesse du socialisme libertaire » reviennent sur la Révolution française, à qui Daniel Guérin a consacré un livre important : « La lutte des classes en France sous la Première République » (1), ouvrage dont l'influence ne cesse de grandir.

C'est dans ce livre que Guérin entreprend la construction du type sociologique qui lui permet de conclure à la jeunesse de l'idéologie libertaire. C'est que la révolution de 1793 a sécrété deux mouvements contraires : l'ordre jacobin et la spontanéité des masses révolutionnaires.

Du jacobinisme, on sait qu'il est une forme d'organisation politique et autoritaire qui ne le cédait en rien aux habitudes de pensée des grands fonctionnaires de la monarchie absolue. Il a d'ailleurs été poussé à ses conséquences les plus rigoureuses par des hommes formés dans l'ancien régime et les valeurs qu'il impliquait.

Ainsi s'explique que la révolution de 1793 ait vu une dictature presque bureaucratique d'un appareil jacobin sur les masses encore mal conscientes de leur force. Il faut attendre la fin de la Révolution et la mort de Robespierre pour voir l'idéologie libertaire se définir dans une certaine mesure avec Babeuf. Mais le mythe de la révolution organisée a corrompu les partis ouvriers au XIX[e] et au XX[e] siècles. Il a même servi de justification aux hommes de droite.

L'importance prise par l'autorité ne saurait effacer cependant le dynamisme interne des masses, la spontanéité des groupes actifs sans lesquels il n'y aurait pas de révolution : les « bras nus » de 1793, les communards, les ouvriers de Saint-Pétersbourg en 1905, ce n'est pas l'idéologie de l'ordre qui les entraîne, mais un idéal absolu de liberté, jailli spontanément du groupe en tant que tel. Ainsi, sous l'histoire officielle, court, comme une rivière souterraine dont les résurgences sont imprévisibles, l'idéal libertaire, cette révolution permanente des masses.

Dans un remarquable chapitre sur « Lénine ou le socialisme par en-haut », Guérin rappelle les dangers de la « bureaucratie rouge » : on sait que Marx, sociologue de génie, avait pressenti ce danger, mais la mort ne lui a pas permis d'achever « Le Capital ».

Une voie nouvelle

C'est qu'il s'agit du « dépérissement de l'Etat » dont on sait qu'il demeure l'idéal du communisme — idéal sans cesse renvoyé aux calendes grecques. Guérin pense justement que le socialisme, pour cesser d'être une idéologie parmi les autres et apparaître comme une perspective valable pour la civilisation industrielle où nous vivons, devrait partir de cette destruction de l'Etat et non la ranger au réfrigérateur parmi les divinités respectées et oubliées.

D'ailleurs, ce dynamisme des groupes ne ressortit plus seulement à l'histoire : depuis des années, avec un succès et une intelligence diverses, des sociologues tentent d'analyser en laboratoire la vie effervescente des petits groupes. Qu'il s'agisse de la sociométrie de Moréno ou des multiples aspects de la « socio-analyse » que le charlatanisme peut toujours menacer, il y aurait sans doute une possibilité de vérifier ici les données de l'histoire.

Pourtant, c'est au dynamisme général des sociétés que doit être rapportée, en dernière analyse, la force d'intervention de ces groupes. La spontanéité des masses ne se calcule pas en laboratoire comme les réactions des Indiens enfermés dans les réserves. Une perspective socialiste dépasse les idéologies socialistes et les diverses tentatives pour établir la mesure partielle des groupements artificiels. Ce dépassement continuel, c'est précisément ce que Guérin appelle le socialisme libertaire.

Reste à savoir si l'on trouve ici une politique et une perspective d'action. Guérin ne se propose pas ici un but si complet. Tout au plus veut-il en finir avec « les vieilles lunes » et les slogans éculés, rappeler qu'il existe une autre histoire sous l'histoire, et que la liberté des masses, si elle n'est pas officielle, n'en existe pas moins. Aussi, son livre, délivré du dogmatisme, est-il bien fait pour attirer les jeunes gens soucieux de l'avenir du socialisme et des chances d'intervention des masses modernes dans la vie politique. Au-delà des habitudes de pensée du XIX[e] siècle, Guérin suggère des directions, appelle des intuitions, tente de recréer une utopie — car, sans utopie, il n'est pas de politique ni d'histoire.

JEAN DUVIGNAUD.

(1) Gallimard.

ÉTRANGER

● *Ce qu'ont lu cette année Américains, Anglais et Allemands.*

Une année de littérature

TROIS grands succès internationaux — « Lolita », « Jivago » et les « Justine » — ont relégué cette année au second plan la production littéraire des grands pays occidentaux, qui mérite cependant un meilleur sort.

Aux Etats-Unis, après que « Jivago » et « Lolita » se sont disputé pendant quarante semaines la première place parmi les best-sellers, « Exodus », de Léon Uris vient de les détrôner.

Ce document romanesque, qui retrace l'épopée de l'immigration juive en Israël, sera publié en France, à la rentrée, chez Robert Laffont.

D'autres livres ont rencontré, sinon une très large audience, du moins l'attention de la critique. Deux romanciers de la jeune génération ont confirmé cette année leurs progrès. Truman Capote a quitté le sillage de Faulkner, et s'est arraché à la fascination du Sud pour situer son nouveau sujet à New York même. « Breakfast at Tiffany's », histoire d'une petite call-girl, montre que ce dépaysement lui a été salutaire.

SAUL BELLOW
Des idées.

MONTGOMERY
Des généraux.

ARNO SCHMIDT
Des pronostics.

Sage et solide

Saul Bellow est moins connu en France que Truman Capote. Il représente pourtant un des grands espoirs de la jeune littérature américaine. « Les Aventures d'Augie March », qui viennent de paraître en France, chez Plon, permettent déjà aux lecteurs français d'apprécier son talent. Son nouveau livre, « Henderson, the rain king », histoire d'un millionnaire au contact des peuples primitifs dans la brousse africaine, le montre à la fois romancier d'aventures et romancier d'idées.

Si la « beat generation » continue à faire parler d'elle, sa contribution à l'évolution de la littérature a été cette année plutôt modeste. Son chef de file, Jack Kerouac, s'est contenté de publier un vieux manuscrit, vaguement autobiographique, qui raconte de façon fort sage son adolescence.

En Angleterre, les homologues de la « beat generation », les « jeunes hommes en colère », semblent s'être aussi quelque peu assagis. Ils ont renoncé à publier, comme les années précédentes, des manifestes comminatoires et se sont contentés de poursuivre leurs travaux littéraires en publiant une série de romans solides, bien charpentés, qui ne bouleversent nullement l'art du roman, mais apportent à la littérature romanesque anglaise un peu d'air frais, ce dont elle avait bien besoin depuis que Aldous Huxley s'est retiré sur d'autres astres et que Graham Greene s'est spécialisé dans l'espionnage.

Le lecteur anglais, lui, a avalé comme tous les ans un nombre considérable de romans bien démodés, ainsi que des mémoires (il a fait un succès particulier à ceux du maréchal Montgomery qui disait beaucoup de mal des généraux américains et autant de bien de ceux de l'Angleterre — en particulier du maréchal Montgomery lui-même) et des études politiques consacrées aux pays les plus divers.

Un solitaire

La politique a également passionné le public allemand. En particulier, tout ce qui traitait des problèmes du communisme : le livre de Djilas, ainsi que celui d'un journaliste allemand, Klaus Mehnert, consacré à l'*homo sovieticus*, ont été longtemps à la tête des best-sellers, l'emportant même sur des romans dans la faveur du public. Il est intéressant d'observer à ce propos que le lecteur allemand s'est intéressé surtout à ce qui se passe au-delà de ses frontières, alors que le lecteur américain est passionné par lui-même : il fait actuellement un sort particulier à l'étude de Vance Packard (connu en France par son livre sur la publicité), sur les classes sociales qui se constituent à l'intérieur des Etats-Unis.

Quinze ans après la fin de la guerre, la littérature allemande est toujours en convalescence. Parmi les nombreux poètes et romanciers qui cherchent à renouer avec une tradition interrompue par le nazisme, sans se couper de l'évolution la plus récente des littératures étrangères, un seul nom se détache : Arno Schmidt. Cet homme d'une quarantaine d'années est encore inconnu en France où les éditeurs les plus courageux reculent devant la difficulté que pose la traduction de son style extrêmement personnel. Son dernier roman se passe au XXI[e] siècle, après une guerre atomique, dans une réserve où l'on trouve les mutations les plus effrayantes à mi-chemin entre l'homme et l'animal, dues aux radiations. Chaque nouveau livre de cet écrivain apocalyptique provoque en Allemagne la même passion chez les critiques, la même indifférence du public. Mais Schmidt se console : non seulement « Der Spiegel », le plus grand hebdomadaire allemand, lui a consacré sa couverture et un article de quinze pages mais il a déclaré lui-même qu'il était un des plus grands prosateurs allemands de tous les temps alors que Goethe ne comprenait que fort peu de chose à ce genre littéraire...

F. E.

RJ
Vient de paraître...
JULLIARD

Pierre VERY
La Révolte des Pères Noël

Dans une petite république sud-américaine, où règne un dictateur féroce, un brave garçon, Père Noël de profession, préfère renoncer à lutter. Mais son geste de désespoir sème la perturbation dans la ville d'Iquipilla, et voici que le jour de Noël, des centaines de Pères Noël parcourent la ville, sèment la panique et la révolte, et grâce à la belle Dolorès, la débarrassent de son tyran. Merveilleux récit, coloré, plein d'humour : on retrouve dans le roman, délicieuse lecture d'été, la verve inimitable de l'auteur d'UN GRAND PATRON et de PONT EGARÉ.

Dvorah DAYAN
Une mère en Israël

Dvorah DAYAN, la mère du fameux général israélien, s'est installée en Palestine avant la guerre de 1914, alors que ce pays n'était qu'un désert. Animée de l'esprit messianique des anciens juifs, Dvorah DAYAN contribua ainsi à la fondation de l'Etat actuel, luttant contre tous les occupants successifs de la Palestine, élevant ses enfants à la dure, mais veillant à ce que le niveau intellectuel moral de la nouvelle génération soit toujours porté au plus haut degré. Dvorah DAYAN, dans ce récit qui vient de paraître en français, trace l'œuvre accomplie. L'âme d'un peuple entier s'exprime ici par la voix d'une mère. C'est ce qui rend bouleversant ce témoignage unique de la résurrection d'un peuple au berceau même qui le vit naître.

JULLIARD

crime-club
BOILEAU-NARCEJAC
LES VISAGES DE L'OMBRE
denoël 1 vol. 250 frs

Soyez curieux...
Faites un essai et comparez. Demandez le catalogue de 600 titres des meilleurs écrivains français et étrangers
LIVRES RELIES DE LITTERATURE, D'HISTOIRE, à des prix
INCROYABLES
230 fr. le volume 350 fr. le volume
400 fr. le volume 600 fr. le volume
et un choix de 20 Grandes Collections littéraires et historiques
Aujourd'hui même, demandez la liste du CLUB O.T.L. POUR TOUS à
l'Office Technique du Livre
Fondé en 1924
14, rue Bezout - PARIS (XIVe)

crime-club
BOILEAU-NARCEJAC
L'INGÉNIEUR AIMAIT TROP LES CHIFFRES
denoël 1 vol. 250 frs

ROMANS

Lorsqu'une femme ne parle pas d'amour.

Denier du rêve

par Marguerite Yourcenar. Ed. Plon, 236 pages. 740 francs.

MME YOURCENAR vient de retaper — « rapetasser » dirait François Mauriac — un de ses anciens romans. Nous n'avons pas la première version (1934), mais celle d'aujourd'hui, qui est faite pour la compléter et la parachever, doit se suffire à elle-même.

Il est cependant bon de savoir que ce livre fut écrit il y a vingt-cinq ans : le terrorisme antifasciste, le désir féminin d'absolu opposé à celui — masculin — de l'existence à faire, sont là, en effet, des effets qui commencent tout de même à dater. Mme Yourcenar avait donc traité ces gros morceaux avant Anouilh et son « Antigone » ? avant Camus et ses « Justes » ?

De quoi s'agit-il ? D'une femme qui meurt d'un cancer, d'une autre qui meurt lynchée d'un coup de pistolet qu'elle a donné ; et d'hommes qui ne meurent pas du tout.

« Denier du rêve » date, aussi, du temps de « La Condition humaine ». Il n'est pas question de comparer. Mais à ce moment-là les intellectuels se demandaient gravement comment ils allaient encore pouvoir régner. On retrouve dans « Denier du rêve » cette façon d'alors, souveraine, de se poser les problèmes de son rôle — social, politique ou humain — qui va vite changer par la suite, tournant au bavardage philosophique, puis à l'humilité.

Le goût de tuer

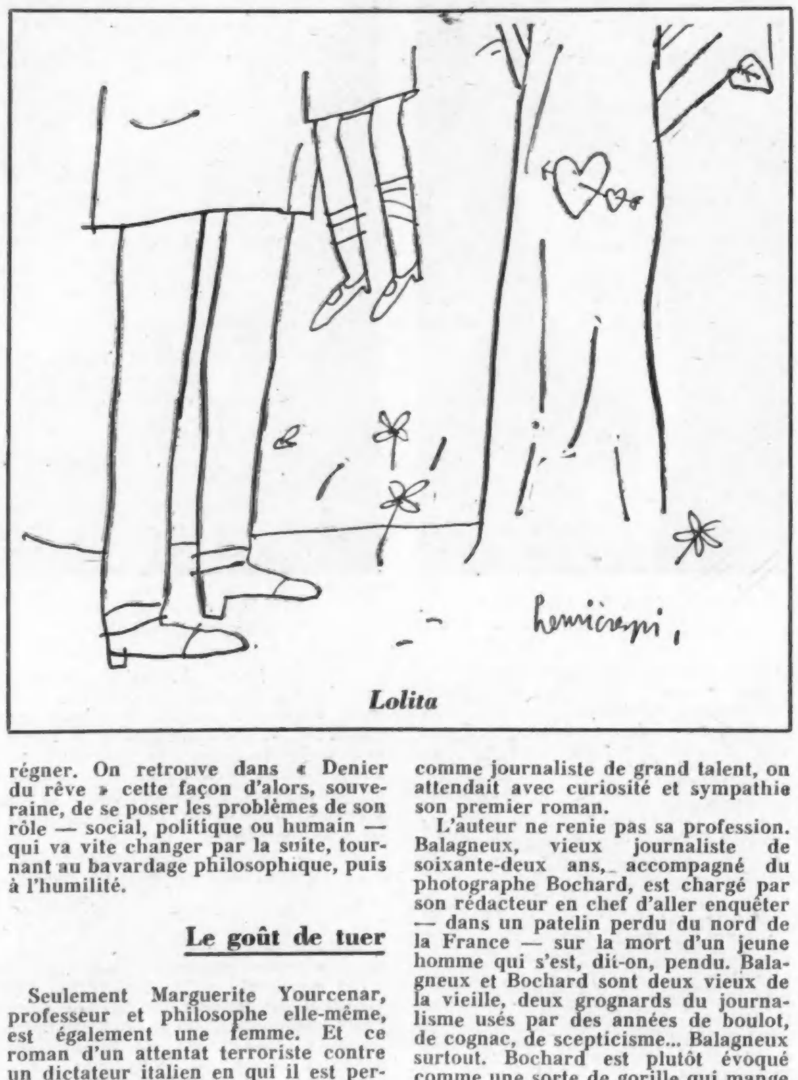
Seulement Marguerite Yourcenar, professeur et philosophe elle-même, est également une femme. Et ce roman d'un attentat terroriste contre un dictateur italien en qui il est permis de reconnaître qui nous savons, est aussi l'histoire d'un détresse féminine. C'est ainsi : quelque sérieux et composés que puissent être les romans féminins qui parlent de l'intérêt d'une femme pour autre chose que l'amour, on a toujours le sentiment qu'il s'agit d'un château de cartes qu'on abattrait d'une caresse. Ce qui anime Marcella c'est moins le goût profond de tuer un délirant énergumène que le désespoir de n'avoir pas été retenue, liée, par des bras amoureux. Ils ont beau être là, les hommes, autour d'elle, à discuter, batailler, s'inquiéter ; pas un pour lui mettre comme il faut la main sur l'épaule.

Après tout, les femmes, qui n'ont pas la guerre, aiment la mort — quand rien ne va — tout autant que les hommes. *« Sans étonnement, comme elle eût constaté un besoin quelconque de sa chair, elle sentit tout à coup qu'elle avait envie de mourir. »*

Mme Yourcenar a certainement écrit des livres plus explicites et plus voyants. Mais « Denier du rêve », c'est ce noyau dense, encore fermé, et tout ignorant de lui-même, d'où sortira plus tard — dans les amollissements et les pourrissements de la réussite — le véritable écrivain.

On y trouve également ce grand ton — devenu si rare dans nos lettres — de refus et presque d'horreur, dont parle admirablement Michel Leiris à propos d'une de ses propres premières œuvres : *« Le déni à cette condition d'homme devant laquelle — si raisonnablement que la vie collective puisse être un jour aménagée — certains ne cesseront pas de se cabrer. »*

MADELEINE CHAPSAL.



Lolita

POUR LES PRIX

Un premier roman qui paye les dettes d'admiration et d'influence.

L'Expérience

par Albert Palle
Ed. Julliard. 328 pages, 1.200 fr.

LES prix sont encore lointains, mais dès le mois d'août certains croient pouvoir discerner les « papabili » et, parmi ceux-ci, Albert Palle est pour le moment un des favoris. Connu comme journaliste de grand talent, on attendait avec curiosité et sympathie son premier roman.

L'auteur ne renie pas sa profession. Balagneux, vieux journaliste de soixante-deux ans, accompagné du photographe Bochard, est chargé par son rédacteur en chef d'aller enquêter — dans un patelin perdu du nord de la France — sur la mort d'un jeune homme qui s'est, dit-on, pendu. Balagneux et Bochard sont deux vieux de la vieille, deux grognards du journalisme usés par des années de boulot, de cognac, de scepticisme... Balagneux surtout. Bochard est plutôt évoqué comme une sorte de gorille qui mange ses mots et frappe de grands coups sur sa boîte (l'action débute avant la dernière guerre, d'où l'encombrant matériel que traîne Bochard) d'un air simplet.

Pendant les cinquante premières pages (environ) de son roman, « L'Expérience », Albert Palle va surtout s'efforcer de créer une « atmosphère ». Ses deux héros donneront ainsi l'impression d'être perdus dans une sorte de tableau de Vlaminck à la recherche de tuyaux sur la mort de leur pendu. Ciels lourds, chemins boueux, estaminets où l'on siffle cognac sur cognac... La poésie d' « atmosphère » veut ici, à tout prix, trouver son compte. Quant à l'histoire du pendu, elle nous est racontée par bribes et morceaux et, selon le désir arrêté de l'auteur, jamais elle ne se dégagera des brumes où celui-ci l'entretient. La volonté de « faire flou » n'est pas loin ici de devenir un assez irritant procédé littéraire.

Charlot, l'ahuri.

A l'occasion de l'enquête (et A. Palle sacrifie à divers poncifs du journaliste en campagne : événements, mensonges divers, grossièreté, lassitude que rien n'étonne ni ne réveille, j'm'enfoutisme éperdu, etc.) Balagneux fait la connaissance d'une patronne de bistrot qui lui rappelle une prostituée qu'il a jadis, au cours de ses adolescences, beaucoup aimée. Et les souvenirs, en « flash-back », vont monter jusqu'à la fin du roman ; et la biographie du vieux Balagneux va nous être contée. Biographie provinciale et havraise, biographie d'un homme né fatigué et écœuré.

Sans nul arrivisme et toujours écœuré par de mystérieuses et métaphysiques et « essentielles » difficultés d'être (de Céline à Sartre, en passant par Queneau, A. Palle connaît ses auteurs...) Balagneux, grâce à quelque talent et à une bourgeoise maîtresse (qui n'en restera pas moins poétique et « floue ») monte en grade et devient personnalité locale. Vient la guerre. Comme il avait un jour participé à une grève — sans y rien comprendre et parce qu'il était *là* — Balagneux participe à la Résistance parce qu'un jour il est *dedans*.

Thème de l'ahuri chaplinesque, du personnage « libre pour rien », sartrien, de l'étranger camusien, etc., entre tous, Palle ne choisit pas, si bien que son livre n'est plus que l'écho dégradé de ce qui fut — chez ses aînés — un véritable ton authentique de littérature.

Il reste que « L'Expérience » est un premier livre et que, payées les dettes d'admirations et d'influences, A. Palle — quelques pages en assurent — arrivera sans doute à nous parler un jour d'une voix plus personnelle.

JEAN CAU.

LU, VU, SU

● **« Le Chantier des morts vivants »,** un film tiré du roman « Le Suivant au Paradis », de l'écrivain polonais Marek Hlasko, est projeté à Varsovie depuis une semaine sans que le nom de Hlasko soit mentionné au générique. Les critiques de film passent eux aussi sous silence la participation du romancier, mais les journaux reçoivent de nombreuses lettres de protestation demandant la réhabilitation de Marek Hlasko, qui vit actuellement en Israël.

● **Jean Domarchi** écrit le plus simplement du monde dans les « Cahiers du cinéma » du mois d'août : *« Si donc « Yang Kwei Fei » peut évoquer la « Bérénice » de Racine par son déchirement élégiaque, « Cinna » ou « Nicomède » de Corneille par l'ampleur des intérêts en jeu, « Richard II » de Shakespeare par le rôle du personnage impérial, c'est finalement avec Mozart que s'impose le rapprochement en raison d'une suavité de modulation sans pareille. »*

● **« Les Jeunes Années »,** une biographie de Marcel Proust écrite par George D. Painter, et considérée comme l'un des meilleurs ouvrages consacrés à l'enfance de Proust, vient de paraître en Amérique. En France, André Maurois publiera, à la rentrée, une étude sur « Le Monde de Marcel Proust » et André Serré « Les Années de collège de Marcel Proust ».

● **« Le Hameau »,** roman de William Faulkner, publié il y a longtemps aux Etats-Unis, paraîtra au mois d'octobre chez Gallimard. C'est le dernier livre important de Faulkner qui n'ait pas encore été traduit en France.

crime-club
PIERRE FORQUIN
L'HOMME AUX PETITS CIGARES
denoël 1 vol. 250 frs

THÉATRE

A Sarlat, Robert Kanters a vu pour vous :

● *Une pièce de Jacques Copeau écrite pour la célèbre troupe du Vieux-Colombier qui n'avait pas de répertoire.*

JACQUES COPEAU ET QUELQUES MEMBRES DE SA TROUPE DU VIEUX-COLOMBIER (1)
Un empire qui s'étend de Paris à Avignon

POUR le dixième anniversaire de la mort de Jacques Copeau, Maurice Jacquemont a clôturé le festival de Sarlat en montant « L'Illusion », une « romance populaire en trois parties » que Copeau écrivit dans la deuxième partie de sa vie pour sa jeune compagnie. En même temps, une intelligente exposition de documents et de photographies retrace l'œuvre et la vie de celui qui fut le grand maître à penser, et aussi le grand maître à faire du théâtre français contemporain.

Jacques Copeau, c'est le fondateur du Vieux-Colombier, on le sait, mais c'est aussi le maître de Louis Jouvet, de Charles Dullin, de Jean Dasté, de Maurice Jacquemont lui-même, et de A.-M. Jullien, le directeur actuel des théâtres lyriques, dont l'ancien complice, Gilles, a fait les chansons pour cette « Illusion ». Et à partir de ces grands disciples, il s'est formé une tradition du théâtre moderne dont sont tributaires bien des compagnies plus jeunes. L'empire de Jacques Copeau dans le Paris de 1959 s'étend donc de l'Opéra au Studio des Champs-Elysées, de l'Atelier d'André Barsacq aux petites troupes, comme celle de M. François Maistre, qui vont de l'Alliance Française au théâtre de Lutèce. Et, comme dans la seconde partie de sa vie, en Bourgogne comme à Florence, Copeau fut le grand rénovateur du théâtre en plein air, l'ancêtre des festivals, son rayonnement est encore plus grand. Par ses idées, mais surtout par son action, par son enseignement et son influence sur ses disciples, l'exposition de Sarlat le rappelle utilement, Jacques Copeau est une personnalité de la taille d'un Bertolt Brecht.

L'illusion

Mais il n'était pas, et la représentation de « L'Illusion » le rappelle aussi, un poète et un dramaturge de la puissance de Brecht. Ce qui frappe en visitant l'exposition, en regardant les vieilles affiches du Vieux-Colombier, c'est la pauvreté du répertoire de création. On ne peut plus jouer le répertoire de Shakespeare à Molière et à Musset après l'expérience de Copeau comme avant ; mais le répertoire, à part « Le Paquebot Tenacity » de Charles Vildrac, s'est enrichi de bien peu de pièces durables. Ce seront ses disciples qui auront la chance de monter les premiers Achard, les premiers Salacrou, les premiers Giraudoux, plus tard les premiers Anouilh... Jacques Copeau, qui avait été écrivain avant d'être animateur, décida alors de se servir lui-même : d'où par exemple cette « Illusion » qui, sous une apparence de jeu, est quelque chose de très personnel.

« L'Illusion », bien sûr, c'est celle du théâtre. Imaginons une troupe de comédiens ambulants qui, le soir, dressent leurs tréteaux ; cela est d'autant plus facile que le charmant festival de Sarlat, un des plus sympathiques par la continuité, la qualité et l'atmosphère, se déroule au cœur de la vieille ville, sur une place, en présence d'un vrai public local. Un jeune paysan arrive — il fuit son père, sa maison natale ; le chef de troupe l'accueille, le fait entrer dans le monde du théâtre, monde de l'illusion, qui le défendra contre son père. Et, en fait, le père arrive, il devient le spectateur privilégié de la représentation qui se déroule, sorte de libre adaptation simplifiée de « La Célestine » de Rojas. Le paysan Petit-Pierre y devient Calixte, amoureux de Mélibée, partagé entre les deux valets Parmeno et Sempomo, servi ou joué par l'entremetteuse, la Célestine. Illusion du théâtre, illusion pathétique qui devient plus forte que la réalité, si bien que lorsque, à la fin, le père et le fils se réconcilient et regardent partir les comédiens, on ne sait pas si le fils est arraché au théâtre ou le père jeté dans l'illusion. Ainsi peut-être l'auteur, Jacques Copeau, déserteur de son milieu bourgeois, a cherché toute sa vie, en purifiant l'illusion dramatique, à se réconcilier avec le Père.

Un bel hommage

Est-ce une romance populaire comme le voulait Copeau, mélange de la belle histoire d'amour de Calixte et de Mélibée avec une complainte de l'enfant prodigue ? Je ne le crois pas. La méditation parlée sur l'illusion nuit à l'illusion, une certaine sécheresse didactique qui vient du chroniqueur théâtral de la « Nouvelle Revue Française » que Copeau était avant le Vieux-Colombier, refroidit parfois les discours des jeunes amants et même le personnage épique, légendaire de la sorcière-entremetteuse (composé sous le masque avec beaucoup de courage par Mlle Marcelle Ranson). Mais si ce n'est pas tout à fait populaire, théâtre et méditation sur la puissance du théâtre, c'est une œuvre intéressante en elle-même, passionnante par rapport à son auteur. Elle est très bien servie par Maurice Jacquemont, fidèle gardien de la tradition de Copeau, et par ses comédiens, Serge Malin, Jean Berger, Pierre Vassas, Françoise Goléa, etc. On n'imagine pas de plus bel hommage à Copeau que celui de Sarlat et on souhaite le retrouver à l'automne prochain, au dixième anniversaire exact de sa mort — comme un hommage qui pourrait être rendu par le Théâtre de France au plus grand animateur français.

R. K.

(1) *Au premier plan :* Charles Dullin, Copeau, Blanche Albane (actuellement Mme Georges Duhamel), Jane Lory, Suzanne Bing, Antoine Cariffa.

Au deuxième plan : Armand Tallier (fondateur du cinéma « Les Ursulines »), G. Roche, Louis Jouvet, Roger Karl.

FESTIVAL

La retraite de Moscou

● *Un film a blessé la délégation française au cœur, mais elle aurait pu partir en emportant la palme d'or.*

(De notre envoyé spécial Alain Saunders)

« HIROSHIMA, mon amour » aura été le film le plus projeté à Moscou. Six projections, dont une au Kremlin. La première eut lieu à l'Oudarnik, un cinéma populaire. Malgré l'insuffisance notoire des sous-titres (un tiers au moins du dialogue n'est pas traduit), la salle émue, saisie, « sentit » le film sans forcément le comprendre parfaitement. La timide Emmanuelle Riva obtint un triomphe personnel. On lui baisa les mains, les femmes plus que les hommes, à la vieille manière russe.

Les deuxième, troisième et quatrième projections furent moins heureuses. « Cinéballets de Paris », de Louis Cuny, passé au même programme, prépara mal les spectateurs à cet « Hiroshima » qui exige d'eux une attention intense, épuisante.

Il y eut des conversations, des bruits. On applaudit, mais avec des réserves.

La cinquième projection, suscitée par Chris Marker, défenseur et messager d'Alain Resnais, eut lieu samedi matin. Partisans et détracteurs s'affrontèrent passionnément.

Au moment de décerner les récompenses, les jurés ont discuté pendant six heures. On peut affirmer de source très sûre que si « Hiroshima » n'avait pas été éliminé par le Quai d'Orsay de la sélection française, c'est le film d'Alain Resnais et non « Le Destin d'un homme », film soviétique de Serge Bondartchouk, qui eût emporté l'étoile d'or. Les jurés se déclarèrent déçus et même furieux de n'avoir eu à juger, à titre officiel, que « La Sentence ». Il fallut aux jurés amis de la France et à Christian-Jaque se battre plusieurs heures pour décrocher un accessit de consolation attribué, il est important de le signaler, non au film lui-même, mais à son jeune réalisateur, Jean Valère. « La Sentence » conte les derniers moments de cinq résistants arrêtés par les Allemands lors du débarquement en Normandie. Condamnés à être fusillés, enfermés dans une cave, ils attendent l'heure de l'exécution. Peur, courage, doute, s'emparent tour à tour de ces hommes moyens qui mourront courageusement.

Le film porte en épigraphe cette phrase de Bernanos : « *C'est une grande duperie de croire que les hommes moyens ne sont capables que d'un courage moyen.* »

Une très remarquable entrée en matière : l'attentat contre la voiture d'un colonel allemand, la fuite puis la capture des résistants, leur condamnation sommaire ; un final très beau : les cinq résistants menés sur la plage où ils vont être exécutés, constituent les deux sommets de l'ouvrage. Le corps de l'œuvre fléchit malheureusement. Il tend par trop vers le théâtral, la psychologie sommaire, le facile en somme.

B.B. en sari

Œuvre artistiquement honorable, le film de Valère a rencontré auprès du public un succès considérable et sans contradicteur. Entendu par tous, il ne choque point et il a été servi par la présence de ses interprètes : entrée vertigineuse de Marina Vlady, robe noire à grosses fleurs blanches, et Robert Hossein, cheveux roux, visage pâle, tout juste descendus du Tupolev qui les amenait de Paris.

La jolie productrice de « La Sentence », Mme Christine Gouze-Raynal, dans le privé Mme Roger Hanin, a profité de son séjour à Moscou pour annoncer son prochain film : réalisé aux Indes, mis en scène par Marcel Camus, une pure et poétique histoire d'amour entre B.B., en sari transparent, et un acteur non encore désigné...

Au total, la France est, de tous les pays, l'U.R.S.S. y compris, celui qui a eu le plus de films projetés au Kremlin.

Une belle victoire, si l'on songe qu'un film acheté en U.R.S.S. est vu par 100 ou 200 millions d'habitants.

→

STUDIO 43 - 43, Faubourg-Montmartre
Un homme dans la foule
de Elia KAZAN - v. o.

FOLIES BERGÈRE
SUPER-SPECTACLE
Clients de province et de l'étranger
LOUEZ PAR CORRESPONDANCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
JACQUES VILLON
PEINTRE-GRAVEUR
58 RUE RICHELIEU

GALERIE CHARPENTIER
76, Faubourg-Saint-Honoré
Exposition
CENT TABLEAUX DE SOUTINE

Ce festival a été une fête à laquelle ont participé non seulement vingt cinémas de Moscou, mais des maisons d'édition et de disques. Il a été tiré 600.000 exemplaires d'ouvrages consacrés au cinéma et vendu un chiffre record de disques de musique de film.

Hors festival

Evénement douloureux pour nous et hors Festival : la projection, dans un cinéma de la ville, par son réalisateur, le jeune metteur en scène égyptien Youssef Chahine, de « Djemilah Bouhired ».

Tous les Français s'y sont rendus. Tous en sont sortis angoissés, oppressés.

Malgré ses outrances, le film de Chahine relate, hélas ! des moments peu glorieux pour la France. Les scènes de torture de Djemilah, quoique traitées avec le minimum d'effets, sont effroyables à supporter quand on est Français.

Youssef Chahine semble d'ailleurs avoir voulu faire ressortir l'aspect Jeanne d'Arc berbère de son héroïne. A plusieurs reprises, il a dû songer (il possède une grande culture et parle le français couramment) à la Jeanne d'Arc de Falconetti, dans le film de Carl Th. Dreyer. Le personnage de Djemilah est remarquablement servi par une jeune comédienne égyptienne appelée Magda, par ailleurs productrice du film. Son jeu est sobre, son visage émouvant, très émouvant même.

Un film qui, malgré ses erreurs, son schématisme, sa longueur, nous a blessés au cœur.

La délégation française n'a cessé de s'enfler pendant dix jours. Les Français occupaient la plus longue table dans l'énorme restaurant à colonnes de marbre vert de l'hôtel Moskva où, avec un peu de chance, on déjeune rapidement en une heure et demie.

Mais, à Moscou, c'est partout pareil.

Prédominance très nette, à cette table, des producteurs. En quantité insoupçonnable, ils sont d'origine russe et retrouvent ici de lointains souvenirs d'enfance.

Plus de rayures

Vieux dieu de cette tablée bigarrée, majestueux, l'œil vif, la crinière léonine et blanche, André Debrie, le plus grand inventeur du cinéma français depuis les frères Lumière.

En 1907, André Debrie construit sa première caméra, la petite Parvo, toujours en usage, et une machine à tirer les films. C'est lui qui construit, en 1925, les caméras utilisées par Abel Gance pour son « Napoléon » et la prise de vues sur triple écran. C'est lui qui réalise, toujours pour le « Napoléon » de Gance, les premiers essais de stéréophonie. En 1929, Debrie met également au point une pellicule large de 65 mm.

Il affirme qu'elle sera celle de l'avenir. On lui rit au nez.

Trente ans plus tard, aussi bien en U.R.S.S. qu'aux U.S.A., le 70 mm. constitue la grande nouveauté.

Ses deux dernières inventions ?

Une caméra révolutionnaire qui réunit les avantages de la caméra de cinéma à ceux des techniques de T.V. A pied mobile, gyroscopique, orientable, à foyer variable et viseur électronique, elle supprime travelling et grue. Elle permet au réalisateur, sans avoir engagé un mètre de pellicule dans son appareil, de « voir » toute la scène qu'il va tourner, de la mettre au point, de la répéter. Grâce à un véritable « manche à balai » copié sur celui des avions, le metteur en scène peut aussi, s'il utilise plusieurs caméras et prend sa scène sous différents angles, immédiatement procéder à son montage.

Ensuite, l'appareil « anti-scrash » — traduisez : anti-rayures.

...Vous ne possédez plus qu'une copie rayée d'un film rare. Vous la mettez dans l'appareil anti-scrash et il restitue une copie... totalement dérayée.

Paradoxe, si les commandes affluent des pays étrangers — Japon, Chine, U.R.S.S., Inde, U.S.A., Allemagne, Angleterre — pour l'appareil anti-scrash, aucune n'émane encore de France...

Mais André Debrie, infatigable, est aussi le champion du dépôt légal des films, qu'il préconisa en 1940-1941 pour sauvegarder les films des metteurs en scène israélites que les Allemands voulaient détruire.

Le dépôt légal du négatif de chaque film permettrait, selon lui, et la conservation *in aeternum* des films et le tirage « gratuit » des premières copies, celles-ci étant entièrement payées par les assurances...

Quant au dépôt légal, il attend toujours le ministre qui prendra cette indispensable mesure de protection.

Une femme mince

Qui flâne dans Moscou peut y rencontrer, en ce moment, tournant sur la place Rouge ou devant l'hôtel-gratte-ciel à décoration pâtissière Okraïna (29 étages, les ascenseurs de gauche ne vont que jusqu'au 10e, ceux de droite directement jusqu'au 10e, puis d'étage en étage jusqu'au 29e et une terrasse qui découvre toute la ville), Marcel Pagliero et les interprètes de « Vingt mille lieus sur la terre » : le reporter de radio et de télévision Léon Zitrone, Jean Gaven, le jeune comédien, auxquels s'est joint l'acteur soviétique comique Bielov.

Protagoniste féminine probable des « 20.000 lieues », Tatiana Samoïlova, la triomphatrice de « Quand passent les cigognes » (si le film qu'elle tourne en Sibérie n'est pas encore retardé par les conditions atmosphériques).

« 20.000 lieues sur la terre » raconte les mésaventures comiques et sentimentales de trois Français en U.R.S.S. : un reporter, un photographe, un représentant en automobiles, partis de Paris le soir du 14 juillet.

Un des trois Français fait la cour à une jeune liftière et passe, pour la mieux courtiser, la moitié de son temps dans l'ascenseur qu'elle actionne. Pour trouver son interprète, Pagliero demanda à auditionner des j e u n e s comédiennes soviétiques. Comme on lui dépêchait quantité de jeunes et robustes personnes, potelées, aux joues bien éclatantes, et qu'il voyait autrement son personnage, il réclama des comédiennes plus minces et plus pâles... « Ah ! ah ! lui fut-il répondu par l'entremise de Léon Zitrone, *c'est donc d'une PROSTITUEE qu'il s'agit ! Or, apprenez que si une liftière était jamais soupçonnée d'être une prostituée, elle serait immédiatement chassée de son emploi, de son syndicat...* », etc.

Marcel Pagliero n'en est pas encore revenu, la minceur et la pâleur n'ayant point, à ses yeux, de signification délictueuse...

Cependant, le Revizor n'est pas mort. Aux portes des hôtels, des Russes vous proposent d'acheter vos dollars (si vous en avez) au double du cours officiel, d'acheter aussi fort cher tout vêtement dont vous voudriez vous séparer. Avec un peu de chance, vous pouvez vous faire mener où vous voulez par un taxi clandestin, et au restaurant arménien El Ararat, où joue un orchestre typique et où on ne mange qu'une certaine sorte de gros pain blanc, on peut apercevoir des hooligans, cheveux plats sur le dessus de la tête et longs dans le cou, et même des jeunes gens équivoques, le poignet ceint d'une gourmette d'or épaisse, chemise de soie et regard languide. Les très rares spécimens de cette secte antinaturelle se promènent ordinairement aux alentours du théâtre Bolchoï (très rares, précisons-le, car les punitions encourues sont d'une sévérité à faire pâlir les plus aguerris).

Mais le fleuve paisible et souriant du peuple moscovite emporte tous trafiquants, invertis et hooligans...

A. S.

PASCALE PETIT DANS « JULIE LA ROUSSE ».
Une philosophe hindouiste

LAURENT TERZIEFF DANS « LES RÉGATES DE SAN FRANCISCO »
Un docker révolté

CINÉMA

Les 39 salles

● ***Que verront les Parisiens en septembre ? Ce que les producteurs leur ont refusé au mois d'août.***

TANDIS que les Parisiens en quête de bons films parcourent en vain les programmes, les circuits des salles sont en train de se réorganiser et les grandes « sorties » de septembre peuvent déjà être annoncées. De haut en bas des Champs-Elysées, on pourra voir :

« Babette » au Normandie.

« Les Liaisons dangereuses » au Colisée (et, sur les boulevards, au Marivaux)... mais dans aucun pays étranger. Le film a été interdit par le Quai d'Orsay à l'exportation, pour cause de perversité.

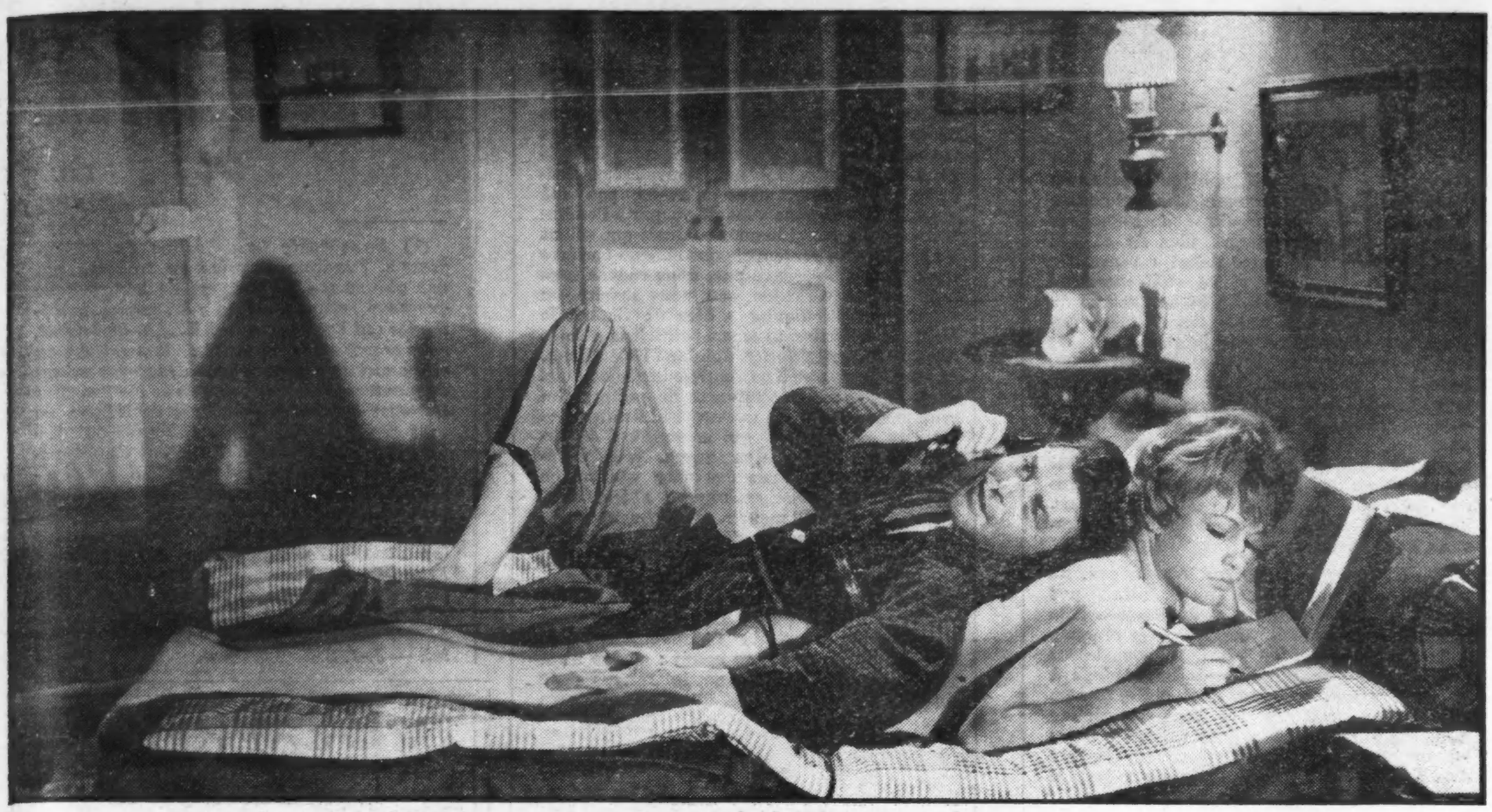
« Le Journal d'Anne Franck », de George Stevens, à l'Ermitage.

Une nouvelle salle de 1.100 places, l' « Ambassade Gaumont », sera inaugurée le 23 septembre avec « Le Chemin des écoliers », le film de Michel Boisrond, interprété par Bourvil, Alain Delon et Françoise Arnoul.

« Les Régates de San Francisco », de Claude Autant-Lara, est prévu

DEMAIN...
GAUMONT-PALACE – RICHELIEU
CURD JURGENS et MARIA SCHELL
DANS
LE BRIGAND AU GRAND CŒUR
en EASTMANCOLOR
Un film de HELMUT KAUTNER

Les 2 derniers chefs-d'œuvre de
S. M. EISENSTEIN en version INTEGRALE
avec Nicolas TCHERKASSOV
Musique de Serge PROKOFIEV
AGRICULTEURS 8 r. d'Athènes - TRI 96-48
IVAN LE TERRIBLE
CAUMARTIN 17 r. Caumartin 9e - OPE 81-50
ALEXANDRE NEWSKI



GÉRARD PHILIPE ET JEANNE VALÉRIE DANS « LES LIAISONS DANGEREUSES »
Pour cause de perversité

ensuite, dans ce même cinéma, et au Richelieu. Laurent Terzieff, héros du film, sera, comme dans « Les Tricheurs », un jeune premier révolté.

Pour voir des nouveautés, les Parisiens auront donc maintenant le choix entre trente-neuf salles (au total un peu plus de 40.000 places).

En fait, le mécanisme de la distribution est tel qu'il n'y aura jamais, à Paris, plus de douze films projetés simultanément en « première exclusivité », les trente-neuf salles étant couplées selon des combinaisons diverses.

« L'Affaire Saint-Fiacre », nouveau Maigret, doit théoriquement sortir au Marignan et au Français.

Mais le succès d' « Orfeu Negro » l'obligera peut-être à attendre... ou à se loger ailleurs.

En principe, un film qui continue à enregistrer plus de 23.000 entrées dans ces deux salles, entre le mercredi et le dimanche inclus, reste à l'affiche.

Au-dessous de ce palier, il laisse la place et émigre dans les salles de quartier.

Il est toujours difficile de prévoir le succès d'un film en exclusivité, et ceux qui font le dur métier de « programmateur » commettent parfois des erreurs, dont certaines sont demeurées célèbres.

Le producteur de « Sous les toits de Paris », de René Clair, a dû attendre que son film triomphe à l'étranger pour qu'une salle parisienne accepte de le passer.

Celui de « Jour de fête », de Jacques Tati, a présenté en vain son film à tous les « programmateurs » pendant un an.

Un moment angoissant

Le moment où le programmateur voit un film est toujours angoissant pour ceux qui l'ont fait.

La cérémonie se déroule généralement dans la petite salle de projection du studio. Le metteur en scène est furieux parce que son film est montré avant que d'être terminé. Personne ne l'écoute. On a tort. Il est impossible de juger vraiment un film non achevé jusque dans les moindres détails.

Le « programmateur », c'est-à-dire le monsieur délégué par le propriétaire d'un circuit de salles, s'installe dans son fauteuil.

Quand la lumière se rallume, son opinion est faite. Et il la porte sur sa figure. S'il refuse le film, la même cérémonie recommence avec le délégué d'un circuit moins intéressant, ou qui semble moins convenir au genre du film.

Dans l'idéal, tout le monde veut sortir dans les meilleures salles, aux meilleures dates (septembre, décembre, mai). Dans la pratique, il faut en passer par les décisions des programmateurs.

Parfois, deux circuits se disputent un film dont le succès parait assuré C'est alors le distributeur qui tient la dragée haute et qui pose ses conditions.

En principe, dans une grande salle parisienne, et sauf accords spéciaux, la répartition des recettes s'effectue ainsi : chaque fois que vous donnez 100 francs, l'Etat prélève 31 fr., les Actualités 1 fr. 20 et la salle 39 fr. 80 que se partagent le distributeur et le producteur, selon des pourcentages très variables.

Certaines salles se spécialisent dans la projection de films étrangers. Toutes sont tenues cependant, par décret, de programmer pendant au moins cinq semaines sur treize une production française.

Phénomène curieux : il est sans exemple qu'un film ne soit jamais sorti, aussi mauvais soit-il.

Mais cela vous explique pourquoi, en juillet et en août, il est rare de voir, à Paris, un film à recettes. La sortie de « Julie la Rousse » annonce, du moins dans l'esprit des producteurs, la fin de l'été.

D. H.

FRANÇOISE ARNOUL ET ALAIN DELON DANS « LE CHEMIN DES ÉCOLIERS »
Pour cause d'ouverture

Michèle Manceaux a vu pour vous :

« *Julie la Rousse* ».

UNE ritournelle plaisante, une brave fille dont « les baisers font oublier », c'est peu comme point de départ. « Best-seller » de la chanson, il y eut quand même des producteurs pour juger que « Julie la Rousse » (1) était assez sympathique pour donner son nom à un film. Là-dessus « Fais-nous danser, Julie la Rousse », il a fallu se triturer le cerveau et trouver aussi une petite histoire. Toutes les vieilles ficelles ont servi à emballer cette Julie abandonnée par son Jules, mais qui se venge en la personne de sa fille rousse comme elle sur le fils dudit Jules, qui ressemble à son papa comme Daniel Gélin à Daniel Gélin. Depuis le début, c'est écrit. Pascale Petit, écuyère et trapéziste de cirque, tombera dans le filet.

Le plus curieux, c'est que le spectateur y tombe aussi. Claude Boissol a tourné son film avec beaucoup de gentillesse et même si tout est cousu d'avance, il tire l'aiguille avec aisance, très aidé, il est vrai, par ses interprètes. Depuis longtemps, Daniel Gélin n'avait été si charmant. Il a retrouvé le ton qui a fait son succès et Pascale Petit, boudeuse et bien roulée, sait aussi jouer la comédie. Elle ressemble aux dessins de Brenot, bien plus séduisante ainsi que dans les élucubrations de philosophe hindouiste qu'elle n'a pas craint de confier la semaine dernière à un hebdomadaire féminin.

M. M.

(1) Lord-Byron, Berlitz, Wepler-Pathé.

Cabarets Dancings
le rêve DANCING 3, Bd Poissonnière
ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens
Restaurants
LIDO 21 h. DINER DANSANT 23 h. LA REVUE "PRESTIGE" de P.L. GUÉRIN et R. FRADAY LES BERNARDS

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

13 AOUT.

En politique, personne jamais ne répond à personne. En voici encore la preuve : dans sa réplique Jean-Jacques Servan-Schreiber se moque bien de ce qui était la matière de notre débat : l'entrevue Eisenhower-Kroutchev et ce qu'il cherchait à en tirer contre de Gaulle, et son dédain de l'Europe des Six. Il n'est plus question aujourd'hui d'« empire carolingien », ni de « petit royaume archaïque ». En revanche, notre ami me reproche d'avoir attaqué, dans le « Bloc-Notes », un innocent père dominicain, et Bourdet, et Mandouze. Ah ! j'en aurai eu, de la patience ! Je crois en un monde où elle me sera comptée. Il est vrai qu'elle ne va pas jusqu'à tendre la joue gauche. Mais enfin je n'attaque jamais personne, bien que je riposte quelquefois; le plus souvent je me tais.

Si ce Père, que je ne connaissais pas, ne m'avait pas cherché, il ne m'aurait pas trouvé. Quant à Bourdet et à Mandouze, ils n'ont sûrement pas été fâchés que je réponde à la grande page de leurs hebdomadaires respectifs, où chacun m'avait accommodé à sa manière, sans épargner le vinaigre, comme c'était leur droit ; et j'ai répliqué comme c'était le mien, opposant mes raisons à leurs raisons, leur marquant l'estime que je leur dois à tous deux, et l'amitié que m'inspire celui qui s'appelle Claude.

A un seul reproche de Jean-Jacques Servan-Schreiber je répondrai par un mea culpa. Je conviens que j'ai eu tort d'écrire dans le dernier « Bloc-Notes » : « Les maux que vous avez légués à de Gaulle... » c'est nous qu'il eût fallu écrire puisque nous sommes allés ensemble à la bataille et que nous y avons été battus sous la même enseigne. Jean-Jacques ne manquera pas de me répliquer que j'ai été battu et content, et que c'est ce qu'il supporte mal. Non, je n'en ai pas été content, ni ne le suis encore, mais j'ai l'honnêteté de ne pas reprocher à de Gaulle les maux qu'il a hérités de nous.

Oui, de nous. Car enfin nous avons été au pouvoir. Peu de temps ! je vous l'accorde. On assure (ce doit être bien exagéré !) que j'ai fait voter un million de catholiques pour le Front républicain. Je n'en demande pardon ni à Dieu ni aux hommes. Je n'en suis pas non plus tellement fier. Nous étions « imbriqués » dans la pire de toutes les républiques, voilà le fait. Et que nous y ayons fait figure d'opposants n'arrange rien. En politique, je n'irai pas jusqu'à dire qu'il faut guillotiner les généraux vaincus. Je me garde d'éprouver des sentiments si bas ! Mais l'opposition est responsable, à mon sens, d'une défaite qui n'est pas la sienne seulement, qui est celle des principes qu'elle a engagés dans la bataille. Nos erreurs de tactique sautaient aux yeux, même du profane que je suis et qui n'entendait rien à ce jeu-là. Je n'y reviendrai pas. Le plus grave, il me semble, est de nous être aveuglés sur la faiblesse de la gauche, et c'est trop peu dire. Quand j'ai parlé, à ce propos, de « néant » et de « rien », je ne cédais pas au désir d'humilier et d'offenser nos camarades. Je voulais les forcer à reconnaître l'évidence.

Mais vous ne vous y êtes pas rendus encore. Vous faites front contre de Gaulle, comme si vous existiez : je veux dire comme si en dehors du Front populaire, les forces éparses de la gauche pouvaient l'emporter sur les intérêts et les passions que la guerre d'Algérie a cristallisés. Malraux, Beuve-Méry, Defferre, moi-même, nous n'avons pas été « pétrifiés », comme vous dites, par « l'ombre immense du grand homme ». Quels que soient les sentiments personnels que chacun éprouve pour lui, ou n'éprouve pas, nous cédons tous à la simple réflexion que nous inspire un regard sur l'échiquier : ôtez de Gaulle, le fascisme militaire, avec ses politiciens affidés du type Bidault, Morice, domine l'Etat. Sinon, ce serait le retour à ce vomissement que vous avez, si j'ose dire, l'estomac de préférer au régime actuel : cette morne prolifération des intérêts particuliers qui attaquaient la vie même de la nation à sa source. Nous préférons de Gaulle. Vous convenez vous-même que vous préférez ce régime abject dont nous avons failli mourir. Que chacun suive sa pente : cela ne se discute pas. Mais j'ai répondu d'avance à votre question : « Quel est le progrès, aussi modeste soit-il, accompli par de Gaulle ? » Ce n'est donc rien à vos yeux d'avoir rétabli l'économie ; ce n'est rien d'avoir sauvé la Communauté ? En Algérie, la partie est en cours : si rien n'est gagné, rien n'est encore perdu. Il nous reste du moins d'espérer. Tant que de Gaulle sera là...

LE CAMP-LONG. 14 AOUT.

J'ECRIS ceci à l'ombre des pins, devant la mer, mêlé à cette humanité qui se fait une certaine idée du bonheur d'après les films et les magazines. Les gens ne sont pas nus, ils sont déshabillés. Mais enfin l'idée de bonheur n'est plus neuve en Europe, comme le croyait Saint-Just. Ce n'est pas la gauche qui en profite. Ce n'est plus de justice que la plupart des hommes ont faim et soif. Toute révolution, de droite ou de gauche, s'accomplira par la force. Et vous-même... convenez que ce que vous souhaitez n'est imaginable que par les méthodes qui l'ont emporté à l'Est (1). De Gaulle incarne notre dernière chance de liberté, voilà le vrai. Il ne vous paraît démodé que dans la mesure où il est le dernier libéral. Tant qu'il sera là, vous n'aurez pas à vous gêner. Après lui, ce sera fini de rire.

Un quart de siècle me sépare de mon dernier passage à Saint-Tropez. L'autre soir, j'étais seul à ne pas être déguisé. Pourquoi les personnages de cette fête galante, de cet embarquement pour Cythère n'ont-ils pas recours au masque comme autrefois à Venise ? Mais c'est que le masque était le signe d'une dernière pudeur qui n'existe plus. Il constituait un dernier hommage du vice à la vertu. Il ne s'agit plus de rien cacher. J'aimerais pourtant qu'il y eût des cache-visage... A dire vrai, à Saint-Tropez le soir, les femmes ont presque toutes des robes : court-vêtues, mais enfin vêtues.

A Saint-Tropez, le soir, l'église est un bloc de solitude et de silence. Elle était fermée. Mais les alentours immédiats paraissaient comme frappés d'interdit.

F.M.

---

(1) *Dans toute la collection de « L'Express », François Mauriac ne trouvera pas une phrase qui, de près ou de loin, indique que nous soyons résignés « à l'emploi de méthodes qui l'ont emporté à l'Est ». Si, en fait, nous croyons à la nécessité de la planification et du socialisme, nous avons toujours essayé de montrer combien le cas de la France était étranger à celui de la Russie soviétique. Ce sont des méthodes bien différentes qui doivent être conçues et qui devront être appliquées ici. D'ailleurs, même à l'Est, les expériences économiques sont diverses. Notre envoyé spécial en Yougoslavie, Michel Bosquet, étudie à partir de cette semaine (pp 12, 17) l'originalité de la tentative de Belgrade. Nous verrons ensuite les particularités polonaises. Le socialisme français sera encore tout autre chose ; et cela, qui n'a rien à voir avec de Gaulle, commencera après lui. — J.-J. S.-S.*

L'EXPRESS

DIRECTION

Françoise Giroud
Jean-Jacques Servan-Schreiber

REDACTION

Réd. en chef : Philippe Grumbach
91, Champs-Elysées, Paris (8e). Tél. : ELY. 88.51

ADMINISTRATION

Secrétaire général : Jacques Huteau
29, rue de Marignan, Paris (8e). Tél. : BAL. 19.68
(angle Champs-Elysées)
Les jours fériés : ELY. 03-02

VENTE AU NUMERO :

France et Algérie : 125 francs.
Maroc : 120 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 an) :

France et Communauté : 5.000 francs.
Etudiants, militaires : 4.000 francs.
Etranger : 6.000 francs (Etudiants : 5.000 francs).

PAR AVION :

7.200 fr. : Algérie, Tunisie, Maroc.
7.900 fr. : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
9.300 fr. : Cameroun, République Centre-Africaine, Congo, Côte française des Somalis, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Sénégal, Rép. Soudanaise, Togo, Tchad, Rép. Voltaïque.
13.000 fr. : Congo belge, Ethiopie, Etats-Unis, Canada, Mexique, Nigéria.

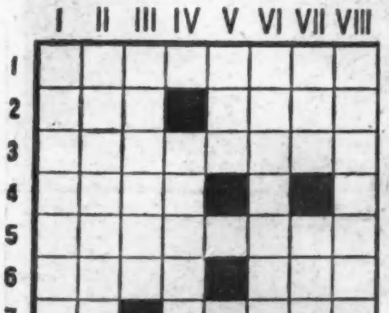
(Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19, Paris)

(L'abonnement donne droit aux services de Madame Express.)

Mots croisés n° 201

HORIZONTALEMENT. — 1. A la lettre, se fait à l'instar de lointains ancêtres. - 2. S'il est bien doté pour l'audition, cela ne veut pas dire qu'il écoute. Pas dans les nuages. - 3. Bien utile au Tanezrouft. - 4. Ce philosophe a assigné à chaque peuple trois âges successifs. - 5. On y fait les comptes. - 6. Grossit le Rhône et va maintenant lui prendre de l'eau. N'est pas conjugué par le moderne. - 7. Désinence de fonction. Souvent pris à Buc. - 8. Provoque un mouvement de recul sur fond vert. A peut-être mis à mal le nez de Cléopâtre. - 9. Dans une fameuse chanson, son maître essaie en vain de la briser. - 10. Se méfie de ceux qui prennent facilement la mouche.

VERTICALEMENT. — I. S'applique à des clauses rassurantes. - II. Peut être doublement utile à la police des chemins de fer. - III. Le piston y joue son rôle pour obtenir une bonne note. Pour le faire, il faut savoir distinguer. - IV. Enlèveras les parties pures. - V. S'ouvre souvent dans les harangues optimistes. Pensent, en bonne logique. - VI. Remis en état une batterie. Fortement espéré de Kroutchev. - VII. Après François barbu. Ne vise pas à l'édification. - VIII. S'applique à une fièvre actuellement inconnue en Espagne.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	C	E	R	I	S	I	E	R
2	E	P	I	L	O	G	U	E
3	N	A	■	L	U	N	E	S
4	T	U	B	E	■	E	■	S
5	E	L	A	■	I	S	E	E
6	N	E	R	F	S	■	M	M
7	A	T	T	E	R	R	E	E
8	I	T	■	R	A	O	U	L
9	R	E	G	R	E	T	T	E
10	E	S	C	A	L	I	E	R

Solution du n° 200

Une voiture sous la main...
mais pas sur le dos !

avec une auto louée, sans chauffeur, à la

S.A.L.A.M

Les frais ne courent que lorsque l'on roule

PAS DE FRAIS D'ENTRETIEN, D'ASSURANCE, DE GARAGE, PAS DE DEPRECIATION DE VOITURE, PAS D'IMMOBILISATION DE CAPITAL

toujours le modèle que vous voulez et SEULEMENT quand vous le voulez

LOCATIONS DE COURTE DUREE et ABONNEMENTS
13, rue Magdebourg (16e) - Métro Boissière - Tél. POIncaré 38-58 et 37-94